هكذا من الأصل

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 054 — VENDREDI 15 AOUT 1980

Tension croissante entre le Vietnam et la Thaïlande

(Lire page 6 l'article de R.-P. Paringaux.)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 235 F CFA ; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; U.K., 35 p.; Irlande, 55 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie, 700 L ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 35 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Procès à Séoul

La « campagne de purification » qui a frappé (outre des « éléments corrompus » qui sont officiellement seuls pourchassés) des centaines de fonctionnaires, de membres du corps enseignant et de journalistes, simplement suspects de sympathie pour l'opposition, s'amplifie à Séoul. Les militaires sud-coréens, qui « administrent » la loi martiale, viennent, en effet, avec l'ouverture ce jeudi du procès contre M. Kim Dae-jung et vingt-trois autres personnalités, de franchir un nouveau pas sur une voie qui les éloigne manifestement de plus en plus de la démocratie.

Principale figure de l'opposition, tenu aujourd'hui pour l'instigateur des émeutes de Kwangju, qui, en mai, furent durement réprimés par l'armée, il risque la peine de mort. Tentant de discréditer une personnalité qui jouit, en particulier dans le sud du pays, d'où il est originaire, d'une popularité certaine, les autorités ont diffusé ces jours derniers un document l'accusant de nouveau d'être l' « instrument complaisant » des communistes du Nord.

Accusation grave dans une nation divisée depuis trente-cinq ans et déchirée par une impitoyable guerre idéologique après avoir connu un cruel affrontement armé. On a peine à croire que ses adversaires eux-mêmes voient en M. Kim « un communiste dissimulé sous le masque du démocrate ». On comprend mal, dans une telle hypothèse, pourquoi le président Carter, lors de sa visite en Corée du Sud, en juin 1979, aurait demandé, d'ailleurs en vain, à rencontrer le chef de l'opposition, alors assigné à résidence. On comprendrait encore plus mal pour quelles obscures raisons certains milieux d'affaires sud-coréens auraient contribué à alimenter la caisse du Nouveau Parti démocratique, dirigé par M. Kim Dae-jung depuis sa libération en décembre.

En fait, le général Chon, homme fort du pays dont le rôle s'est encore renforcé depuis la répression des émeutes de Kwangju, souhaite écarter de sa route vers le pouvoir l'adversaire le plus dangereux de la dictature militaire. Certains responsables de l'application de la loi martiale, tel le général Lee Hui-sung, n'ont pas caché le peu de cas qu'ils faisaient du personnel politique civil appartenant ou non à l'opposition.

Le Parlement demeure fermé, M. Kim Jong-pil, ancien dirigeant du parti gouvernemental, est sorti discrédité d'une affaire de corruption, M. Kim Yong-sam, actif opposant, aujourd'hui assigné à résidence, vient de renoncer à toute activité politique « dans les conditions actuelles », M. Kim Dae-jung enfin, est menacé du sort que l'on sait : quels hommes, quelles forces pourraient porter ombrage à l'autorité des militaires ?

Les « trois Kim » ne sont sans doute pas « toute la Corée », comme le dit le général Lee. Le tour pris par les événements n'en est pas moins inquiétant et préoccupe les amis les plus fidèles de Séoul, à commencer par le Japon et les Etats-Unis. Le département d'Etat n'avait-il pas ouvertement souhaité, en mai, la formation rapide d'« un gouvernement civil ayant une large assise populaire » ?

Les menaces qui pèsent sur M. Kim Dae-jung ont été jugées suffisamment sérieuses par le gouvernement américain pour qu'il intervienne en sa faveur auprès du général Chon. Mais ce dernier sait que la marge de manœuvre de Washington est limitée.

L'impératif de la sécurité nationale de la Corée du Sud qui définit depuis trente ans l'attitude des Etats-Unis à l'égard de leur allié reste déterminant dans la situation qui prévaut en Asie du Sud-Est. La condamnation à mort des accusés de Séoul dans un procès manifestement politique et, « a fortiori » leur exécution n'en seraient pas moins fort embarrassantes pour Washington.

(Lire nos informations page 6.)

Le sénateur Kennedy a apporté un soutien sans enthousiasme à la candidature de M. Carter

M. Carter a été désigné dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août par la convention démocrate de New-York comme candidat de son parti à l'élection présidentielle de novembre. Les partisans du sénateur Kennedy ont maintenu leur opposition jusqu'à la dernière minute. M. Kennedy lui-même, dans une courte déclaration, ayant apporté un soutien sans enthousiasme à la réélection du président, il est difficile de parler de réconciliation entre les deux camps.

M. Carter a fait circuler parmi les délégués un texte assez ambigu qui, sans rejeter explicitement certaines des propositions de M. Kennedy, rappelle que la responsabilité principale, en matière de lutte contre le chômage par exemple, incombe au président et au congrès. Il a obtenu d'autre part que la convention rejette la résolution, présentée par les partisans du sénateur, hostile au déploiement des missiles mobiles MX. La convention devrait s'achever ce jeudi par les « discours d'acceptation » de MM. Carter et Mondale.

De notre correspondante

New-York. — M. Carter est arrivé à New-York mercredi 13 août, pour accepter sa nomination comme candidat du parti démocrate à l'élection présidentielle. Encore sous le coup du discours prononcé mardi par le sénateur Kennedy et de l'accueil enthousiaste que lui ont réservé les délégués, la convention a attendu toute la journée la nouvelle que les deux adversaires allaient se rencontrer pour tenter d'aplanir leurs différends et paraître, côte à côte, jeudi soir, sur le podium.

Mais les choses ne se sont pas tout à fait passées comme dans la tradition car, bien que M. Kennedy ait renoncé, dès lundi, à obtenir la nomination de son parti, ses partisans ont continué à voter pour lui. M. Carter, qui était resté, théoriquement, seul en lice, n'a ainsi obtenu sa nomination, mercredi soir, que par deux mille cent vingt-neuf voix contre mille cent quarante-six à son adversaire. Par la suite, à la demande du sénateur Kennedy, transmise par la délégation de son Etat natal du Massachusetts, la nomination de M. Carter a été déclarée, à l'unanimité, « *par acclamations* ».

Le candidat présidentiel indépendant, M. Anderson, est arrivé, lui aussi, mercredi à New-York, visiblement pour commencer à glaner les voix des « kennedystes » qui refuseront de se rallier à M. Carter.

Les négociations sur le programme électoral se sont poursuivies entre les deux capms, et les « carteristes » ont obtenu un succès notable avec l'adoption de la motion en faveur de la construction des missiles MX à laquelle les « kennedystes » étaient opposés. Pour le reste, le président s'est efforcé de se montrer conciliant, mais la déclaration qu'il a publiée dans la soirée reste réservée sur plusieurs points : elle ne repousse pas positivement le programme de création d'emplois de 12 milliards de dollars, demandé par M. Kennedy, mais souligne les efforts que son administration a déjà faits dans ce domaine et ajoute : « *La responsabilité dans ce domaine incombe au président et au Congrès.* » Elle ne rejette pas non plus explicitement la subvention des avortements aux femmes pauvres par des fonds fédéraux, mais le président rappelle qu'il a lui-même été toujours opposé à ce principe.

Une clause, votée par les féministes, demandant qu'aucun fonds fédéral ne soit versé aux candidats refusant de souscrire à l'ERA (amendement de la Constitution prévoyant l'égalité des hommes et des femmes devant la loi) embarrasse le président : huit des quinze Etats qui n'ont toujours pas ratifié l'ERA appartiennent au Sud et sont des fiefs « carteristes ».

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 3.)

Les principaux ports de pêche de la Manche sont toujours bloqués par les marins

Après le succès de la journée d'action organisée le mercredi 13 août à Boulogne-sur-Mer, la situation dans les principaux ports de pêche du Nord et de la Normandie restait inchangée, ce jeudi matin.

Les marins salariés de Boulogne comme les artisans des ports voisins se déclarent décidés à continuer le mouvement commencé il y a trois semaines, mais ils ont levé, de gré ou de force, les barrages qu'ils avaient placés devant les ports de commerce et ils ne savent toujours pas s'ils obtiendront la solidarité des pêcheurs bretons.

Les déclarations de M. Le Theule, ministre des transports, annonçant son intention de rester à l'écart du conflit, ont été très mal reçues sur place. Le parti socialiste a manifesté son soutien aux grévistes, notamment par une lettre de M. Mitterrand à M. Le Theule.

Boulogne en colère

De notre envoyé spécial

Boulogne-sur-Mer. — De la grogne, les marins-pêcheurs boulonnais sont passés, mercredi 13 août, à la mobilisation générale. Alors que les artisans d'Etaples amarraient vingt-six de leur bateaux dans le chenal du port, empêchant tout trafic, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Boulogne organisaient la manifestation interprofessionnelle du soir, qui a réuni dans les rues de la ville plus de trois mille manifestants. En même temps, les commerçants étaient invités à fermer leurs magasins.

Dès le matin, d'ailleurs, M. Guy Lengagne, maire P.S. de Boulogne, décidait de mettre en berne le drapeau tricolore du beffroi qui domine la haute ville.

Le conflit qui oppose les marins à leurs armateurs en était resté jusqu'ici au stade des actions ponctuelles. Il a pris mercredi une nouvelle ampleur.

Les déclarations de M. Joël Le Theule, ministre des transports, ont certainement mis un peu plus d'huile sur le feu. Tous ici les ont reçues comme une insulte : « *Les propos du ministre sont intolérables*, a déclaré M. Lengagne. *Ils montrent bien le désintérêt total du gouvernement pour tous les problèmes de la mer et ceux de la pêche en particulier. Comment peut-on affirmer que le conflit de Boulogne est d'ordre privé entre des armateurs et des marins alors que toute l'industrie de la pêche est aujourd'hui bloquée dans le Boulonnais, que les convois de poisson importé dégringolent des pays du Nord et viennent encore ajouter au déficit de notre balance commerciale ?* »

« *Nous devons riposter au coup de force du gouvernement* », a dit de son côté M. Jean-Claude Laroze, responsable confédéral de la C.G.T.. « *Le ministre ose déclarer qu'un marin gagne beaucoup d'argent sur un bateau, mais a-t-il déjà vu un homme qui travaille jusqu'à quatre-vingts heures par semaine, qui risque à chaque instant l'accident à cause de la fatigue, debout sur la rampe d'une navire ? Certainement non.* »

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 17.)

La guerre civile au Salvador

L'ordre de grève générale est plus suivi dans les provinces que dans la capitale où l'armée est omniprésente

(Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial Francis Pisani.)

POINT

S.O.S. pour la forêt

Voici revenu comme chaque été le temps des épreuves pour la forêt méditerranéenne. Ce qui fait son charme cause aussi sa perte. Le soleil, la chaleur, les essences odoriférantes, le vent qui agite les cimes et pousse les voiliers, l'ombre des sous-bois qui attire les promeneurs, tout est réuni pour que le feu démarre puis dévore des collines entières. Il en est ainsi depuis des siècles. Phénomène nouveau toutefois et qui ne peut qu'accroître les risques : l'afflux d'un nombre toujours plus important de visiteurs et de campeurs parfois imprudents.

Les 50 000 hectares qui sont partis en fumée l'an dernier ont tout de même servis à quelque chose. Ils ont provoqué une bien tardive mais salutaire réflexion. Le rapport de la commission d'enquête parlementaire n'a ménagé personne. Les protecteurs de l'environnement ont avancé leurs propres propositions. Le gouvernement s'est enfin décidé à « mettre le paquet ».

Le commandement de la lutte anti-feu, fort critiqué, a été revu et renforcé. Les collectivités locales ont acheté deux cents véhicules supplémentaires. Cent soixante équipes de pompiers sont placées en alerte aux carrefours stratégiques dès que les conditions météorologiques se gâtent. Quatre unités de forestiers sapeurs ont été créées. Les cartes ont été refaites et de nouveaux avions engagés dans la bataille. Voilà pour l'immédiat, et l'on sait qu'il n'y aura pas de miracle.

Pour prévenir à longue échéance le développement des incendies, on sait aussi ce qu'il convient de faire : débroussailler largement le long des routes et aux abords des habitations, installer de jeunes agriculteurs cultivant des bandes pare-feu, replanter avec de nouvelles essences moins combustibles, arroser les collines avec les eaux d'égouts des communes littorales.

Toutes ces actions sont programmées ou en cours d'expérimentation. Il faudra des années pour les développer et en toucher les dividendes. On ne bouscule pas la nature.

(Lire page 20.)

Le pape chez les pauvres

par JACQUES MADAULE

Le voyage du pape au Brésil sera certainement un des temps forts de ce pontificat, que certains ont eu tort de juger trop vite. Il est facile, en effet, d'opposer le pape au Prophète, Jean-Paul II à Helder Camarra. Mais, à chacun son rôle. Celui du pape n'est pas de prophétiser, mais de gouverner une Eglise en marche dans un contexte particulièrement dangereux. Non seulement parce que la tension internationale est à son comble, mas parce que la situation économique du monde tout entier est extrêmement critique. Ceci, d'ailleurs, est étroitement lié à cela. En d'autres termes, nous sommes entrés dans une période de troubles, de changements profonds et radicaux, dont nul ne peut dire quand elle prendra fin et quand se consolidera un nouvel équilibre.

Tout cela concerne l'Eglise qui pérégrine en ce monde, même si elle n'est pas de ce monde pour les croyants. Un pape qui vient de Pologne est, sans doute, particulièrement attentif au conflit Est-Ouest, qu'il a vécu depuis plus de trente ans. On s'explique ainsi que le danger lui paraisse venir d'abord d'un pouvoir qui se proclame athée et qui se veut antireligieux quand il le peut. C'est pourquoi les multiples condamnations de la violence paraissaient s'être surtout adressées, jusqu'ici, aux masses populaires, qui ont de trop bonnes raisons de ressentir l'injustice et de vouloir lutter contre elle par des soulèvements, au risque de mettre en péril le précaire équilibre des pouvoirs d'Occident, pour le plus grand avantage de la puissance orientale, qui n'aurait plus qu'à recueillir cette moisson offerte.

Mais j'ai l'impression que le périple brésilien a complètement changé ces perspectives ; l'on a vu s'affermir et s'affirmer une pensée nouvelle, à mesure que s'en déroulaient les étapes. En apparence, le pape aurait dû se trouver confirmé dans sa position antérieure par les éléments conservateurs de l'Eglise brésilienne (ils ne manquent pas) et par la pression discrète du gouvernement dont on sait que la lutte contre la subversion communiste est un des principes essentiels. Mais qui veut trop prouver... Le pape a vu autre chose au Brésil que ce que certains voulaient bien lui montrer. Il a vu de près, il a senti ce que c'est qu'un grand pays dont on obtient le décollage économique selon les recettes « libérales » de l'école de Chicago.

Cela signifie, pour commencer (demain on rasera gratis !), une misère accrue des plus misérables, une situation proche de la famine, et permanente dans les régions les moins favorisées ; les *favellas* innommables autour des grandes villes, le saccage de la grande forêt amazonienne et les dernières tribus indiennes massacrées ou clochardisées. Voilà comment le monde occidental, livré à lui-même, traite l'homme, cet homme pour lequel Jean-Paul II ne cesse d'exiger le respect. J'ai l'impression que cet ordre, qu'il lui paraissait si dangereux de troubler devant la menace de l'Est, lui est apparu au Brésil pour ce qu'il est vraiment : le pire des désordres établis, l'Etat le plus anti-évangélique qu'on puisse imaginer, où la force est mise systématiquement au service des privilégiés, où l'on n'hésite pas à user des pires violences (tortures en tout genre et « bataillon de la mort ») pour maintenir l'injustice à tout prix.

(Lire la suite page 2.)

LE TAUX DE BASE DES BANQUES FRANÇAISES EST RAMENÉ DE 12,75 % A 12,25 %

(Lire page 20.)

AU JOUR LE JOUR

GROS LOTS

Gros lot : « Une personne pour garder vos enfants pendant cinquante-deux soirées en semaine. » *Gros lot encore :* « Une voiture et son chauffeur pour quatre grandes promenades en week-end. » *Ou bien :* « Deux peintres à votre service, pour remettre à neuf une pièce de votre logement. » *Et enfin :* « Une aide-familiale qui fera tout chez vous, pendant quatre dimanches de grand confort... »

On écarquille les yeux. On relit. Pas d'erreur : un grand journal vous offre bel et bien pour son concours de vacances des lots extraordinaires : des gens ; des vrais ; en chair et en os ; comme vous et moi... Avec leur force de travail.

Gros lots de rêves tristes, dira-t-on. N'empêche : pourquoi ne pas carrément mettre en loterie deux millions de chômeurs ? Gros lots ou prolos ? Cela occuperait assez utilement les vacances.

FRANCIS MARMANDE.

LUNDI PROCHAIN

« Le Monde » commencera la publication de « Saïd et moi » un roman-reportage de Poirot-Delpech

« MARIE », D'ISAAC BABEL, A LA TÉLÉVISION

Un manifeste esthétique

Bernard Sobel, metteur en scène, a fait jouer « Marie » d'Isaac Babel pour la première fois en France, au Théâtre de Gennevilliers, en avril 1975.

Réalisateur de télévision, il a remonté complètement la pièce. Il a tourné dans le salon de la gare d'Orsay : dans ce décor loin de tout naturalisme, il n'a pas filmé du théâtre, il a construit autre chose, un long métrage. Il a entraîné dans ses éclairages, ses gros plans, ses détournements de l'espace et de la couleur une équipe de comédiens — parmi lesquels François Simon, Philippe Clevenot, Denise Peron, Anne-Marie Philipe, Emmanuelle Stochl. Il leur a demandé de ne pas seulement interpréter des personnages mais de servir un manifeste, un manifeste esthétique.

Et, au creux de l'été, mercredi sur Antenne 2, le téléspectateur s'est retrouvé dans la maison du général Moukovnine à Petrograd, en 1920, à attendre en vain le retour du front de Marie, la militante bolchevique, à assister aux intrigues sordides des lendemains de révolution. Le téléspectateur a eu droit, en somme, à une excellente dramatique de télévision, à un film à part entière. Lisible, clair comme le cinématographe d'un Robert Bresson. Emouvant aussi.

MATHILDE LA BARDONNIE.

(Lire page 14.)

Le Monde

idées

ÉGLISE

Les derniers voyages de Jean-Paul II en Afrique et surtout au Brésil, marquent un « temps fort » de son pontificat, comme le note Jacques Madaule. Julia Jurana évoque le rôle particulier de l'Eglise brésilienne non seulement dans son pays, mais aussi en Afrique lusophone. A la lumière des écrits et de l'histoire du Père Dabosville, Jean-Marie Mayeur décrit l'itinéraire d'un religieux qui fut étroitement mêlé aux querelles de son temps.

Le pape chez les pauvres

(Suite de la première page.)

Cela n'est pas seulement vrai au Brésil, mais dans toute l'Amérique latine. A Porto-Alegre, le pape a reçu une délégation de femmes argentines qui venaient lui dire comment, en dehors de toute légalité, elles avaient perdu, depuis des années, leurs pères, leurs maris, leurs frères ou leurs fils et ne savaient plus rien de leur sort. Peut-être, au Brésil, en dépit de son écrasante mission, a-t-il mieux entendu les nouvelles du San-Salvador où, autour de Mgr Romero, les hommes et les femmes tombent par centaines chaque mois, ou celles du Guatemala, où les choses vont tout aussi mal. Cette violence, qu'il condamne si justement, elle ne vient pas d'un seul côté. Il se peut que le problème essentiel, en cette fin du vingtième siècle, ne soit pas la rivalité de l'Est et de l'Ouest, mais le conflit entre l'opulence des uns et la misère des autres.

Tout alors change brusquement de mesure. Nous nous trouvons devant l'urgence d'une *formidable* révolution qui intéresse la planète tout entière. La Terre est devenue trop petite et trop peuplée pour que les hommes continuent de s'y disputer comme des scorpions au fond d'un bocal. Les éreintants voyages qu'il entreprend sont certainement, pour le pape, l'occasion de prendre l'exacte mesure d'un monde où il n'est pas vrai que la véritable opposition soit entre l'Est et l'Ouest, entre des régimes qui se réclament du marxisme et ceux qui se réclament du libéralisme (dans tous les sens du terme). Ils tendent, au fond, à se ressembler de plus en plus. Si, de part et d'autre du rideau de fer, ce ne sont pas les mêmes injustices, il y en a autant des deux côtés. On n'a que l'embarras de choisir entre la peste et le choléra. Les uns ont, pour le moment, perdu les pédales et ne savent plus comment maîtriser les flux monétaires qu'ils ont lâchés dans le monde au seul profit de leur intérêt particulier. Mais les autres ne sont pas mieux logés avec leurs pénuries permanentes et une économie ruinée par le surarmement.

Si c'est cela que les uns et les autres ont à proposer aux peuples qui souffrent, il n'y a aucun espoir pour le monde. Voilà ce que j'imagine que le pape Jean-Paul II a compris au Brésil, peut-être aussi au Zaïre, qu'il avait visité avant de venir en France. Le monde actuel ne se laisse pas enfermer dans une querelle qui date du siècle dernier et qui ne sert plus, aujourd'hui, qu'à pourvoir d'étiquettes une de ces vieilles rivalités de puissances comme l'humanité n'en a que trop connues au cours de son histoire.

Je crois que le pape Jean-Paul II, après le Brésil, ne s'y enfermera plus. Mais ce n'est pas à lui de nous dire la route à suivre. Il nous propose un idéal : celui de l'Evangile. A nous de découvrir par nous-mêmes, avec notre imagination et notre intelligence, cette voie périlleuse et malaisée.

JACQUES MADAULE.

Du Brésil à l'Afrique

par JULIA JURUNA (*)

LA visite du pape au Brésil doit être rapprochée de son voyage en Afrique, quelques semaines auparavant, et du détour qui l'a amené à éviter les deux régions qui, jusqu'à une date récente, constituaient les deux plus solides bastions du catholicisme en *Afrique noire* : l'Angola et le Mozambique.

Le rapide écroulement de l'empire colonial portugais a fait beaucoup de perdants, dont le moindre ne fut pas l'Eglise catholique. Voilà cinq siècles que le Vatican déployait un travail d'évangélisation ardu et incessant dans ces régions, occupées par les Portugais dans la foulée de la *Reconquista* et depuis lors colonisées par un pouvoir politique étroitement imbriqué à l'Eglise. De fait, le salazarisme perpétuait une conception archéo-impérialiste du rôle de la religion, qui tranchait nettement avec l'idéologie impérialiste laïque et « civilisatrice » des autres puissances coloniales au cours du dix-neuvième siècle.

Pour les autorités portugaises, la « civilisation » restait totalement tributaire du catholicisme : un Angolais ou un habitant du Mozambique n'était considéré comme « civilisé » que *lorsqu'il était reconnu comme* catholique. Cette pratique n'a d'ailleurs pas manqué de susciter des conflits avec les missionnaires protestants implantés en Afrique australe. La décolonisation de 1974 a réduit en miettes le mythe de l'adaptation des Portugais aux tropiques, idéologie formulée par l'écrivain brésilien Gilberto Freyre, mais elle disloqua aussi les bases du catholicisme en Afrique.

Mieux avertis que beaucoup de chancelleries occidentales, les diplomates du Vatican avaient pris un *certain nombre d'initiatives*. Dès 1969 le pape Paul VI recevait, au grand dam du gouvernement portugais, les leaders du P.A.I.G.C. (Guinée-Bissau et Cap-Vert), du FRELIMO (Mozambique) et du M.P.L.A. (Angola). Cet événement aurait pu constituer une étape décisive pour l'avenir de l'Eglise sur les terres africaines, et mêmes pour l'évolution de la politique coloniale de Lisbonne. C'était oublier le conservatisme de la hiérarchie *catholique portugaise*, qui s'associa à la police salazariste pour dissimuler à l'opinion de la métropole et des colonies la portée de ce geste symbolique.

L'indépendance des pays lusophones, suivie de l'exode des colons et du clergé, sonna le glas d'une pratique politique et religieuse inspirée de l'esprit de croisade. Privée désormais de l'appui des colons, confrontée à des Etats qui menaient une politique résolue d'africanisation et de laïcisation, l'Eglise catholique en Angola et au Mozambique s'est désarticulée au moment où l'on assistait à une renaissance islamique au nord et à l'est du continent et à un renouveau d'activité des missions protestantes en Afrique australe.

La transe

Cependant, les Africains — enchaînés et transportés outre-Atlantique au cours de trois siècles de colonisation portugaise — avaient enraciné au sein de la religion populaire brésilienne une pratique rituelle irréductible à toute entreprise d'assimilation : la transe. Certes, cette pratique — partie intégrante des cultes afro-brésiliens — constitue un horizon indépassable pour les autres religions, chrétiennes ou non chrétiennes, pratiquées au Brésil. Mais quatre siècles de cohabitation conflictuelle avec des rites animistes et des formes diffuses de religiosité, ont donné au clergé brésilien une expérience considérable dans ce domaine.

C'est pourquoi des évêques et des missionnaires brésiliens entretiennent des relations régulières avec le clergé de plusieurs pays d'Afrique noire. De même, au Vatican, la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, qui porte une attention particulière aux missions catholiques en Afrique, est actuellement dirigée par un préfet brésilien, Mgr Agnello Rossi, ancien archevêque de Sao-Paulo.

Le catholicisme ne pourra renaître en Afrique lusophone que s'il y trouve de nouvelles bases sociales et culturelles : c'est là un terrain de mission tout désigné pour le clergé brésilien. Déjà, des feuilletons brésiliens occupent les écrans de télévision et les cinémas angolais. Demain, peut-être, des prêtres brésiliens rempliront à nouveau les églises séculaires édifiées en Afrique par les Portugais.

Cette dimension culturelle est une première caractéristique de l'Eglise brésilienne. Une seconde caractéristique est fournie par l'expérience sociale dans laquelle les laïcs et le clergé catholique brésilien sont actuellement engagés.

La société brésilienne n'a jamais été traversée par des mouvements importants de déchristianisation. Elle est, au contraire, marquée par un fort prosélytisme religieux. Issue d'un processus d'industrialisation qui ne fut pas accompagné d'une révolution industrielle, la bourgeoisie n'a pas réussi à se libérer de la tutelle idéologique des classes dominantes traditionnelles. D'autre part, le prolétariat engendré par cette forme d'industrialisation est trop hétérogène et de constitution trop récente pour pouvoir donner naissance à une vraie culture prolétaire. Ajoutons à cela que les disparités régionales et les inégalités sociales ont provoqué un véritable effondrement des services publics d'assistance, laissant les pauvres largement dépendants des services offerts par les institutions religieuses.

L'Eglise, qui a perdu au dix-neuvième siècle son emprise sur le prolétariat des pays développés, est-elle en mesure de s'associer au prolétariat et aux pauvres de la périphérie du système capitaliste, au Brésil notamment ? C'est là un des enjeux majeurs du catholicisme en Amérique latine.

Constatons tout d'abord que le catholicisme et le mouvement social brésilien ont souvent évolué à l'intérieur de camps opposés. Au côté des planteurs et de l'Etat, la hiérarchie catholique a participé à la cogestion de l'esclavage jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle. Elle cautionna la dictature de Vargas pendant la seconde guerre mondiale et garda une position ambiguë aux débuts de l'actuel régime militaire.

Depuis lors, la situation politique s'est considérablement modifiée. Les nuances qui séparent le régime brésilien des autres dictatures militaires du sud du continent sont importantes, décisives, mesurables : deux cent mille Argentins, Uruguayens, Chiliens sont venus trouver refuge au Brésil dernièrement. Le recul de l'autoritarisme a été amorcé en 1974, lorsque l'électorat populaire et démocratique infligea une retentissante défaite au régime militaire. En même temps, grâce à la lutte douloureuse de milliers de militants ouvriers, paysans, étudiants, de membres des professions libérales, mais aussi, *horresco referens*, de démocrates plongés dans la politique politicienne, la société civile s'organisait. L'Eglise a suivi puis rejoint ce mouvement, lui donnant dès lors une portée beaucoup plus considérable. Affranchi de la tutelle des classes dominantes, le clergé est devenu, lui aussi, la cible de la répression et des attaques du régime. Mais l'Eglise catholique brésilienne demeure une institution puissante et fière de l'être, ce qui n'est certainement pas pour déplaire *à l'ancien évêque de Cracovie*.

Des zones d'ombre subsistent. Dans une déclaration récente, le Père Leonardo Boff, un des théologien brésilien les plus connus, affirmait : *« Je crois qu'après la visite du pape il devient clair que l'Eglise peut supporter d'être diffamée par les puissants, mais qu'il lui est intolérable d'être méprisée par les pauvres. »* Pourtant, le procès visant le Père Boff, en raison de ses écrits sur la théologie de la libération, suit toujours son cours au Vatican.

D'autre part, de petites différences apparaissent entre les propos de Jean-Paul II et ceux des évêques. Parlant à l'épiscopat, le pape déclarait : *En servant la cause de la justice, l'Eglise ne prétend pas provoquer ou approfondir les divisions, ni exaspérer et dynamiser les conflits. Au contraire, avec la force de l'Evangile, l'Eglise aide* [chacun] *à voir et respecter en tout homme un frère, elle invite au dialogue les individus, les groupes et les peuples, afin que la justice soit sauvegardée et que l'unité soit préservée. Dans certaines circonstances, elle peut même servir de médiatrice.* » Presque simultanément, Mgr Claudio Hummes, évêque de Sao-Bernardo, ville-forteresse du mouvement ouvrier, qui a failli être jugé au titre de la loi sur la sécurité nationale lors des grèves du mois d'avril, disait à des journalistes : *« Jésus-Christ n'est pas venu pour accepter la justice et l'injustice. Il a été très clair : il y a le côté de la justice et celui de l'injustice, le côté de la vérité et celui du mensonge, le côté de la liberté et celui de l'oppression.*

» S'il y a un conflit, l'Eglise ne doit pas essayer de concilier les choses. Le Christ est allé jusqu'à approfondir le conflit, c'est pour cette raison qu'il en est mort. »

La rencontre entre le mouvement social et l'Eglise a demandé beaucoup de temps. Elle constitue, aujourd'hui, un élément décisif pour l'évolution de la société brésilienne. Encore faudrait-il que cette alliance ne se polarise pas sur des conceptions eschatologiques de la pratique politique, présentes dans certaines conceptions religieuses, mais aussi dans certains courants du matérialisme historique. Autrement dit, les pauvres Brésiliens sont certainement sensibles aux paroles du Messie, mais ils n'ont nul besoin de messianisme.

(*) Journaliste et historienne brésilienne.

CORRESPONDANCE

ET LES ATHÉES ?

Nous avons reçu la lettre suivante :

La page 2 du *Monde* du 29 juillet (Idées sur l'islam et les « possibilités de dialogue entre musulmans et chrétiens ») fait naître en moi une grave inquiétude : presque tous les auteurs y dénoncent, en chemin, l'athéisme.

Aussi je me demande si l'appel à la reconnaissance réciproque de la dignité de l'une et de l'autre religions, l'*« appel »* aux croyants des deux communautés *« à approfondir leur propre fidélité »* (Michel Lelong), ne sont pas motivés par la tactique d'un front commun contre l'athéisme. Chose étonnante, on parle de la valeur des religions en excluant la valeur de l'homme puisque l'athée non seulement *est banni, mais est désigné*, incidemment et pourtant avec insistance, comme l'*ennemi commun*. C'est contre lui, sans qu'on le déclare expressément, que devrait se faire l'unité.

Je rêve d'une autre communauté où, athée, je saurais vivre en harmonie avec le chrétien et le musulman. Je rappelle à ces auteurs, ce qu'ils savent d'ailleurs fort bien, que l'athée croit à des valeurs même s'il ne les qualifie pas de *« sacrées »* dans le même *sens qu'eux ; que les « miséreux »* de notre monde, sinon du tiers, doivent beaucoup à l'action des *« partis athées »* ; que la *« défense des droits de l'homme prônée par l'Occident athée »* est la plus efficace : que le *« matérialisme athée »* ne vise à la « maîtrise absolue » de l'univers que dans les romans de *science-fistion*, qui finissent d'ailleurs toujours par des échecs ; si on lui doit les techniques modernes, ce n'est peut-être pas si mal, à charge pour *nous d'en pallier les conséquences* fâcheuses.

Certes, la dignité de l'homme n'était pas le sujet de cette page. Mais peut-on souhaiter une unité des religions *contre d'autres hommes ?* Je constate que la bonne volonté de ces auteurs ne les amène pas à déposer leurs œillères ! C'est proprement terrifiant, d'autant que leur bonne volonté paraît évidente.

LOUIS MARGUIN,
professeur honoraire.

Le Père Dabosville ou la fidélité difficile

par JEAN-MARIE MAYEUR

SOUS le titre *Foi et culture dans l'Eglise d'aujourd'hui* (1), un certain *nombre* de ses amis évoquent le Père Dabosville, ce prêtre de l'Oratoire qui fut, de 1946 à 1963, aumônier de la Paroisse universitaire. Ce livre est indispensable à la compréhension du catholicisme français contemporain, de l'avant-guerre à la crise post-conciliaire.

On retrouvera, groupés par thèmes, un certain nombre de textes de P. Dabosville, dispersés dans diverses revues. Plusieurs furent alors publiés à titre anonyme : ainsi tel article sur l'école libre dans *la Quinzaine* en 1951, tel autre sur politique et religion dans *le Monde* en 1955. A travers ces textes, comme au long des diverses études qui lui sont consacrées, transparaît, selon le mot d'Etienne Borne, une personnalité *« rare et difficile »*, un prêtre qui voulut être un homme libre *dans l'obéissance* à l'Eglise.

Né en 1907, fils d'un cadre de l'industrie qui fut animateur de patronage et fondateur du syndicalisme chrétien dans la Manche, P. Dabosville fut au séminaire de Coutances l'élève du Père Paris, prêtre de Saint-Sulpice, l'un des artisans du renouveau liturgique, qui devint, en 1929, aumônier de l'Union des catholiques de l'enseignement public, la Paroisse universitaire.

Lecteur de Maurice Blondel et du Père Laberthonnière, le jeune prêtre entre, en 1934, dans la congrégation de l'Oratoire. Professeur au collège Saint-Martin de Pontoise jusqu'en 1946, il succède alors à un autre oratorien à l'aumônerie de la Paroisse universitaire.

Le souci de libre recherche intellectuelle

La volonté de liberté dans l'Eglise et dans l'Université, de fidélité à la fois à l'Etat et à l'Eglise, fait l'originalité, mais aussi la difficulté de la tâche de la Paroisse universitaire. Les tenants d'une laïcité étroite et sectaire voient en elle quelque cheval de Troie clérical ; les partisans de l'école libre souhaitent au contraire que la faveur de la hiérarchie n'aille pas à des chrétiens qui légitiment l'école publique, à l'encontre de la doctrine traditionnelle de l'Eglise. En outre, le souci de libre recherche intellectuelle de la Paroisse universitaire suscite maintes suspicions dans ces dernières années du pontificat de Pie XII, quand l'atmosphère s'alourdit à Rome et que les intégristes retrouvent du crédit. Dans ce climat, la tenue à Rome, en mars 1951, des « Journées universitaires » revêtit une importance exceptionnelle. André Latreille précise aux meilleures sources la genèse de cette manifestation, qui vit plus de deux mille sept cents enseignants des trois degrés de l'enseignement public recevoir les encouragements de Pie XII.

Lorsque la question scolaire revient au premier plan de l'actualité, au début de la Vᵉ République, le P. Dabosville propose, dans *le Monde* du 19 juillet 1959, une solution concrète. Refusant le dualisme et un *« pluralisme scolaire absolu »*, il envisage que l'Etat subventionne les établissements privés utiles à l'intérêt général, selon un système de contrats. Soucieux de permettre, au sein de l'école publique, une éducation chrétienne, il propose un véritable statut de l'aumônerie.

Les prêtres au travail

Ces prises de position ne valurent pas que des sympathies au Père Dabosville dans le monde catholique. Ses attitudes sur l'école, comme, en 1954, sur le *problème des prêtres au travail*, accumulèrent rancœurs et malentendus. Mais, comme le montre Pierre Marthelot, alors président de la Paroisse universitaire, la raison fondamentale du départ du Père Dabosville de l'aumônerie fut la volonté de la hiérarchie de modifier le style de la Paroisse universitaire, en substituant à ce libre rassemblement de chrétiens de l'enseignement public une fédération de mouvements spécialisés, comme les Equipes enseignantes du premier degré, plus proches du modèle de l'Action catholique. Par-delà ses péripéties, cette crise annonce d'autres conflits. Elle éclaire aussi les mécanismes de pouvoir et de gouvernement dans l'Eglise *de France au début des années 60.*

Démissionnaire le 7 mars 1963 de sa fonction d'aumônier, le Père Dabosville devint directeur du collège Saint-Martin de Pontoise. Il s'effaçait dans une fidélité obéissante, celle même à laquelle il invitait au printemps de 1954 lors de la condamnation de l'expérience des prêtres ouvriers. *« La fidélité,* avait-il alors écrit, *ne compromet pas l'honneur d'un homme libre. »* Cette fidélité difficile dans l'Eglise refuse la contestation de l'institution, mais elle n'est pas pour autant passivité. Elle est à ses yeux invite à une réflexion, inventive.

Aussi bien refuse-t-il ce fidéisme et cet anti-intellectualisme qui fut et peut-être demeure un des traits du catholicisme français contemporain. Il affirme, d'un même mouvement, le primat de l'intériorité et les exigences de l'engagement. On comprend alors qu'il ait été si proche, bien plus peut-être qu'on ne pouvait le deviner, des prêtres ouvriers et de la Mission de Paris, qu'il ait contribué, Michel Meslin le rappelle, aux choix de la Paroisse universitaire lors du conflit algérien. On comprend aussi que, lors des dernières années de sa vie (il disparaît ne 1976), il ait joué un rôle considérable au sein de l'Amitié judéo-chrétienne.

La crise que connut l'Eglise dans les années qui suivirent le concile ne le surprit pas vraiment. Le prêtre de l'Oratoire qui, en évoquant l'héritage du Père Paris, affirmait en 1946 : *« La seule inquiétude qui soit valable, c'est la courageuse recherche de la vérité »*, ne cessa d'appeler à une libre réflexion dans la foi et la fidélité. Par là, ce livre de et sur Pierre Dabosville, prêtre de l'Oratoire, n'est pas seulement un apport à l'histoire, il est aussi témoignage pour notre temps.

(1) Pierre Dabosville, prêtre de l'Oratoire, *Foi et culture dans l'Eglise d'aujourd'hui*, Fayard-Mame, 560 pages.

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

UN SOUTIEN SANS ENTHOUSIASME A LA CANDIDATURE DE M. CARTER

(Suite de la première page.)

La déclaration du président contient aussi plusieurs paragraphes sur la politique proche-orientale des Etats-Unis, elle réaffirme notamment leur refus de reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine jusqu'à ce que celle-ci admette le droit à l'existence d'Israël, et rappelle que « *Jérusalem doit rester unifié avec le libre accès aux lieux saints pour toutes les confessions* ».

Les « kennedystes » n'ont pas caché leur déception devant les réticences du président, et certains délégués ont menacé une nouvelle fois de ne pas lui donner leurs voix en novembre. L'atmosphère s'est un peu réchauffée lorsque le gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, a apporté son soutien au président Carter.

La nomination du président Carter, entouré de sa femme et de deux de ses enfants a donné lieu à une manifestation d'enthousiasme de ses partisans, avec lâcher de ballons verts et vociférations diverses, parmi lesquelles ont reconnaissait cependant de vigoureux « *Nous voulons Teddy !* ». Les appels à l'unité devant la menace républicaine lancés du podium n'ont convaincu personne.

Après l'annonce de la victoire de M. Carter, M. Kennedy a publié une courte déclaration indiquant sèchement qu'il soutiendrait la candidature du président pour battre M. Reagan : « *J'approuve le programme du parti démocrate. Je soutiens le président Carter et je travaillerai pour sa réélection* », a simplement déclaré le sénateur.

NICOLE BERNHEIM.

A travers le monde

Canada

● LA COTE DE POPULARITE DU GOUVERNEMENT TRUDEAU s'est accrue depuis mai, selon un sondage Gallup réalisé en juillet et dont les conclusions ont été rendues publiques mercredi 13 août à Montréal. En juillet, 43 % des Canadiens approuvaient la manière dont l'équipe libérale de M. Pierre Trudeau gouverne le pays au lieu de 37 % en mai. — *(A.F.P.)*

Egypte

● DANS UN MESSAGE adressé le mercredi 13 août au conseil de sécurité des Nations unies, relatif à la tension avec la Libye, l'Egypte a affirmé qu'elle a « *entièrement le droit de recourir à toute mesure préventive pour assurer la défense de son territoire* ». L'état d'urgence, rappelle-t-on au Caire, a été proclamé dans la zone frontalière le 16 juin, à la suite de la « *menace lancée auparavant par le colonel Kadhafi contre les forces armées égyptiennes* ». — (A.F.P.)

Seychelles

● LE COUVRE-FEU en vigueur aux Seychelles depuis novembre 1979 a été levé, a annoncé mercredi 13 août l'agence de presse locale. En revanche, l'interdiction faite aux navires de se présenter dans les eaux territoriales entre 19 heures et 5 heures est maintenue. Ces mesures de sécurité avaient été adoptées après que le président France Albert René eut dénoncé l'existence d'un « *complot* ». — *(A.F.P.)*

Tchad

● M. HISSENE HABRE, chef des Forces armées du Nord (FAN), a accusé lundi 11 août, à N'Djamena, la France et la Libye de « *s'entendre pour se partager le Tchad* ». M. Habré, qui s'adressait à des musulmans réunis à la grande mosquée de la capitale pour la prière de la fin du ramadan, a expliqué que la France et la Libye se sont « *entendues* » pour prendre, chacune, « *un morceau du Tchad* ». D'autre part, M. Aboubacar Abdel Rahmane, chef du Mouvement populaire pour la libération du Tchad (M.P.L.T.), a démissionné lundi de la présidence de ce mouvement à la suite de « *graves difficultés internes* ». Il avait été arrêté par ses propres hommes fin juillet, sur les rives du fleuve Chari, alors qu'il tentait de gagner le Cameroun en emportant, selon ceux qui l'avaient arrêté, une « *importante somme d'argent* » appartenant à son mouvement. — *(A.F.P.)*

Etats-Unis

La métamorphose

L'homme qui vient d'être désigné par la convention démocrate au Madison Square Garden de New-York ne ressemble guère au candidat à l'éternel sourire, aux accents bucoliques et pacifistes intronisé par son parti, en juillet 1976. Physiquement d'abord, M. Carter a changé. La pratique assidue de la course à pied (un sport solitaire, comme l'autre « hobby » du président, la pêche) a encore aminci sa silhouette, mais son visage s'est creusé de rides profondes et a perdu cet air juvénil que gardent souvent très tard les Américains. A cinquante-cinq ans, M. Carter paraît désormais son âge.

Le sourire est moins fréquent. Le ton est plus présidentiel, et une certaine pompe a été réintroduite à la Maison Blanche. Les innovations à caractère populiste, illustrant le propos d'une présidence « *plus simple et plus ouverte* », ont été oubliées. Depuis presque un an, les émissions de radio au cours desquelles tout auditeur pouvait interroger le président, et l'interpellerait, selon le vœu de ce dernier, par son prénom, ont cessé, de même que ces « sorties chez l'habitant », des gens modestes chez lesquels le président dînait et passait la nuit.

La crise iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan ont incontestablement été le tournant du quadriennat, marquant la fin de l'« innocence » de M. Carter en matière de politique étrangère. Mais ce changement d'attitude avait été préfiguré par la crise de l'été 1979 provoquée par le président lui-même qui, après s'être retiré à Camp David pour méditer et recevoir les conseils d'innombrables personnalités du monde politique, syndical et même religieux, avait demandé la démission en bloc de ses ministres. L'événement était sans précédent dans l'histoire américaine, et d'ailleurs peu conforme à l'espri tde la Constitution qui ne connaît pas la notion de responsabilité collective du cabinet. Il témoignait des doutes, largement partagés par l'opinion, de M. Carter sur l'efficacité du travail de son administration.

Des inquiétudes intimes

Le président a exprimé, pendant ces quelques jours de juillet 1979 où il semblait tout remettre en cause, des inquiétudes plus intimes sur sa capacité à diriger le pays. Il s'était senti « *mal à l'aise* » au sommet économique de Tokyo, en voyant autour de lui « *tous ces hommes plus compétents que moi, me regardent comme le chef du monde libre, alors que je ne suis qu'un homme* ». L'Amérique lui paraissait ingouvernable, l'exemple le plus frappant — et le plus humiliant pour lui — étant le refus du Congrès, malgré ses appels pressants, d'accepter les nouvelles réalités et d'adopter une politique énergétique réaliste. En même temps, M. Carter s'inquiétait du « *déclin moral* » du pays, marqué par le manque de respect croissant envers les institutions et par la désintégration des valeurs familiales.

M. Carter avait connu une crise personnelle semblable en 1966 après n'avoir pas réussi à se faire élire gouverneur de Géorgie. Désemparé, prêt à abandonner toute carrière politique, il avait trouvé réconfort et consolation dans la religion, se découvrant une « *relation personnelle avec le Christ* ». « *Au début de 1967,* expliqua-t-il plus tard, *j'ai eu une profonde expérience religieuse qui a changé radicalement ma vie, et j'ai compris pour la première fois qu'il m'avait manqué quelque chose de très précieux : un engagement total envers le Christ. J'ai éprouvé depuis la paix intérieure, mêlée à une conviction et à une assurance qui m'ont transformé et ont rendu ma vie meilleure.* »

Dans l'appel solennel qu'il a lancé au peuple américain à l'issue de ses méditations de juillet 1979, M. Carter reconnaissait que « *pour la première fois dans l'histoire de notre pays, une majorité du peuple pense que les cinq années à venir seront pires que les cinq années écoulées* » et évoquait « *la paralysie, la stagnation et la dérive* » de l'Amérique. Il préconisait des mesures pour diminuer la dépendance à l'égard du pétrole étranger, mais remarquait avant tout que cette incapacité à résoudre un grave problème énergétique témoignait d'une crise plus sérieuse et plus grave, « *une crise de confiance, qui frappe au cœur même, à l'âme et à l'esprit de notre volonté nationale.* »

M. Carter changeait de style. Dans le premier discours, prononcé à Kansas-City, qui suivit son appel au peuple américain, il multipliait des expressions jusqu'alors peu fréquentes dans ses propos : « *J'ai donné l'ordre* », « *j'ai donné des instructions* ». En même temps, le remaniement auquel il procédait dans son équipe annonçait une plus grande volonté de cohérence et une politique économique plus austère. M. Michael Blumenthal, jugé laxiste en matière financière, faisait place au Trésor à M. William Miller, ancien président du Système de réserve fédéral. M. Joseph Califano, un des artisans de la « grande société » souhaitée par le président Johnson, qui n'acceptait pas de réduire certains programmes sociaux surtout destinés aux minorités, était chassé presque ignominieusement du grand ministère de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, démembré depuis. M. Andrew Young, qui jouait un jeu indépendant, devait démissionner de son poste d'ambassadeur aux Nations unies. M. Halmilton Jordan, promu secrétaire général de la Maison Blanche, invitait tous les membres de l'équipe présidentielle à faire preuve de plus de « loyauté », et faisait la chasse aux auteurs de « fuites » éventuelles.

C'est donc un président décidé à se montrer plus « dur » dans tous les domaines qui a été confronté, à partir de novembre, à l'affaire des otages de Téhéran, puis à l'invasion soviétique d'Afghanistan. Ces deux crises ont eu paradoxalement pour effet de resserrer les rangs — pour quelques mois — autour de lui, et de faire remonter sa cote. Un phénomène identique avait eu lieu, il y a deux ans, quand M. Carter, déjà tombé très bas dans les sondages, avait soudain refait surface grâce aux accords de Camp David. Il faudrait vraisemblablement un « miracle » de cet ordre pour sauver M. Carter avant l'élection présidentielle du 4 novembre.

Un bilan décevant

M. Carter ne peut plus, comme en 1976, partir en guerre contre Washington au nom du pays profond. Il est obligé de présenter un bilan. Il est décevant à bien des égards. L'inflation, qui était de 6 % lors de son entrée à la Maison Blanche, atteint 12 %. Le chômage, qui était de 8 %, un taux jugé très élevé, et à propos duquel M. Carter avait multiplié les attaques contre l'administration Ford, reste approximativement à ce niveau et pourrait même atteindre 9 % l'an prochain.

M. Carter avait promis d'obtenir progressivement un budget en équilibre. Cet ambitieux projet a été mis en sommeil avec le départ de celui qui devait en être le principal artisan, M. Bert Lance, contraint de donner sa démission en septembre 1977 en raison de ses activités bancaires litigieuses. Le déficit du budget de 1980 pourrait atteindre 60 milliards de dollars, à cause du manque à gagner fiscal provoqué par la récession. Les constructeurs d'automobiles ont produit 30 % de véhicules en moins depuis le début de l'année que pendant la période correspondante de 1979, et les grandes firmes de Detroit ont annoncé en juillet des pertes sans précédent.

Sur le plan social, le système fédéral de retraite obligatoire (qui représente une garantie minimum pour les personnes âgées) pourrait être en faillite dès 1981. Quant au plan national d'assurance-santé, qui figurait dans le programme démocrate de 1976, et que le sénateur Kennedy continue à prôner, il a été discrètement abandonné en mars 1979.

A l'extérieur, la campagne en faveur des droits de l'homme a été mise en veilleuse. Le seul succès important dont puisse se prévaloir M. Carter est la signature du traité de paix entre Israël et l'Egypte, ce qui explique l'ardeur avec laquelle le président a poussé à la reprise des négociations sur l'autonomie palestinienne pour donner au moins l'impression, jusqu'au 4 novembre, que l'esprit de Camp David n'est pas mort.

Loin de Plains

Il n'est pas jusqu'à la « mystique de Plains », du nom du petit bourg d'où est issu M. Carter, qui n'ait souffert ces derniers mois, notamment en raison de l'affaire de la « Libyan connection ». Les origines terriennes de M. Carter, qui avaient joué un si grand rôle dans la formation de son « image » de candidat en 1976, sont oubliées. Les descriptions de son enfance spartiate, des travaux agricoles, des jeux avec les camarades noirs de son âge (mais qui n'allaient ni à la même école ni à la même église que lui), puis de ses études à l'Académie navale d'Annapolis et de sa rencontre avec l'amiral Rickover, « père » des sous-marins nucléaires américains, avaient empli les journaux il y a quatre ans. Aujourd'hui il ne reste qu'un président sortant, usé par le pouvoir, sans l'avoir vraiment exercé, qui a du mal à s'imposer à son propre parti et qui n'a pas répondu aux espoirs qu'il avait suscités.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LES HOMOSEXUELS POUR M. KENNEDY

(De notre correspondante.)

New-York. — *Les discussions qui enfièvrent la convention démocrate pour la mise au point du programme électoral du parti fournissent des occasions inespérées à certaines minorités de se faire entendre. Le « caucus » homosexuel est l'un des plus actifs, tenant conférence de presse sur conférence de presse pour faire connaître son candidat à la vice-présidence : M. Melvin Boozer, âgé de trente-cinq ans, professeur de sociologie à l'université du Maryland, et l'un des dirigeants les plus connus de l'activisme « gay » à Washington. Le mouvement compte soixante-dix-sept délégués et suppléants à la convention, alors qu'il n'en avait que quatre à la convention de 1976. Mais il lui faut réunir trois cent trente-trois signatures pour être autorisé à inscrire officiellement son poulain parmi les candidats à la vice-présidence.*

Les « gays » de la convention, parmi lesquels un certain nombre de Noirs, sont presque tous « kennedystes » : ils estiment que M. Carter, s'il n'a jamais osé condamner le mouvement, lui est personnellement hostile. Ils assurent que la discrimination contre les homosexuels s'est aggravée dans l'armée et aussi dans les lois qui régissent l'immigration. Mais ils sont satisfaits que la charte du parti condamne toute discrimination d'ordre sexuel dans l'attribution des responsabilités.

Ils n'ont guère d'illusions sur les chances de M. Boozer, mais se réjouissent d'être soixante-dix-sept à hisser le drapeau. Au milieu du tohu-bohu qui a entouré, mardi 12 août, le vote des diverses motions du programme, on pouvait voir une pancarte fièrement dressée au-dessus des têtes. Brandie par Mme Gwenn Craig, déléguée de Californie, elle portait les mots : « Féministe noire et lesbienne. »

N. B.

El Salvador

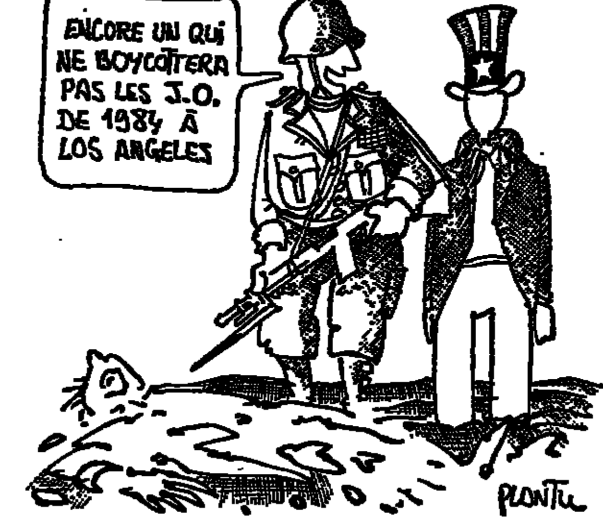
L'APPEL DU FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement de grève est plus suivi en province que dans la capitale où l'armée est omniprésente

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Le premier jour de la grève générale convoquée par le Front démocratique révolutionnaire pour les 13, 14 et 15 août, se solde par une victoire psychologique pour la démocratie chrétienne et les militaires. Dans un discours télévisé prononcé à 20 h. 30, M. Napoléon Duarte, membre de la junte, a pu parler de « référendum populaire » en faveur des autorités. Selon celles-ci, la vie au Salvador a été, mercredi, pratiquement normale : 100 % de présence dans les usines, commerces et banques ouverts, transports publics à peine réduits, ouvriers ne s'étant par rendus au travail. La grève a été plus largement suivie en province, où trois villes ont été privées d'électricité et où les transports interurbains ont été le plus souvent interrompus.

Sur le plan militaire, le bilan est également maigre pour les révolutionnaires. Six bombes ont explosé dans la nuit de mardi à mercredi. Huit escarmouches ont été recensées dans la capitale au cours desquelles les forces de l'ordre n'ont eu aucune victime. Un pont a été dynamité et des barricades ont été dressées dans le quartier de San-Ramon. Quelques bus ont été incendiés. L'armée et la garde nationale, au contraire, ont fait une très large démonstration de leur puissance. Hélicoptères et avions légers ont constamment sillonné le ciel de San-Salvador, pendant que camions et jeeps chargés de militaires, étaient partout présents dans les rues. Au cours d'un affrontement qui s'est déroulé en fin de matinée entre le centre et la zone industrielle, les hélicoptères, après avoir amené deux cents parachutistes à pied d'œuvre, ont attaqué à la mitrailleuse un groupe d'une vingtaine de guérilleros masqués, tuant six d'entre eux.



(Dessin de PLANTU.)

et incidents habituels. Les forces armées ont annoncé que trente-cinq guérilleros avaient été tués dans la journée, ce qui correspond à une moyenne devenue quotidienne.

Il est de bonne guerre pour le gouvernement de crier victoire, puisque l'opposition n'a pu faire une démonstration péremptoire de sa force ni sur le plan politique ni sur le plan militaire. Mais la réalité est plus complexe. Les commerces de la capitale et de ses environs (y compris les marchés) étaient ouverts, mais les clients étaient rares. Les autobus semblent avoir effectué leur service à 50 %. Les usines étaient ouvertes, mais, outre le personnel administratif et l'encadrement, elles étaient presque vides, une très grande proportion d'ou-

La situation est donc très loin d'être normale. Mais les révolutionnaires avaient annoncé une grève totale et pré-insurrectionnelle qui n'a manifestement pas eu ce caractère, au moins pour la première journée.

Plusieurs facteurs ont joué contre eux : la pauvreté de ceux pour qui il est difficile de rattraper trois jours de salaire ; la très habile campagne du gouvernement à la radio, à la télévision et dans la presse, sur les thèmes de la paix, de la sécurité et de l'anticommunisme ; le rappel officiel, fait mardi par les autorités d'un article du code du travail, permettant aux patrons de licencier sans indemnités toute personne ayant une demi-journée d'absence non justifiée ; les menaces de retrait de permis de conduire délivrés par la garde nationale pour les chauffeurs d'autobus et de taxis qui prendraient part à la grève ; l'omniprésence de l'armée ; l'unité du patronat, des militaires et de la démocratie chrétienne.

Mercredi à midi, trois membres de la junte ont fait à pied le tour de quelques pâtés de maisons du centre de la capitale. Ils étaient entourés d'un grand nombre de gardes du corps et précédés d'une troupe de mariachis, musiciens typiques populaires. Cette image idyllique abondamment diffusée par la télévision ne rend pas compte de la peur des gens qui, plus tôt encore que d'habitude, sont rentrés chez eux, mais elle a pu être filmée.

L'opposition n'a pas perdu la guerre pour autant, et la question se pose maintenant de savoir si elle va la livrer sur le plan militaire. Mercredi soir, des tirs d'armes automatiques pouvaient être entendus dans la capitale totalement déserte et victime d'une nouvelle panne d'électricité.

FRANCIS PISANI.

● *Une association latino-américaine pour les droits de l'homme* a été constituée le mercredi 13 août, à Quito (Equateur), à l'issue d'un séminaire auquel ont participé des représentants de vingt et un pays. Quito sera le siège de cette association, dont l'ancien président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, a été élu président du comité exécutif, et le diplomate équatorien Horacio Sevilla secrétaire général. — *(A.F.P.)*

Guatemala

DEVANT LE GROUPE DE L'ONU SUR L'ESCLAVAGE

Un rapport dénonce l'exploitation des paysans indiens

De notre correspondante

Genève. — Le groupe de travail des Nations unies sur l'esclavage réuni au Palais des nations a pris connaisssance d'un rapport accablant de la Société anti-esclavagiste de Londres sur la condition de servage des paysans guatémaltèques d'origine indienne.

Bien que le gouvernement du Guatemala ait ratifié la convention n° 110 de l'Organisation internationale du travail sur les plantations, le rapport indique que « *nombre de ces dispositions sont violées par les pratiques de recrutement et d'emploi en usage dans les plantations guatémaltèques* », de café, de coton et de canne à sucre. Le massacre de Panzos, en mai 1978, fit plus d'une centaine de morts parmi les Indiens Ketchis, au cours d'une manifestation pacifique que ceux-ci avaient organisée contre l'accaparement de leurs terres par des exploitants allogènes. Ce n'est qu'un exemple d'une situation où les normes humanitaires sont constamment violées.

Le code du travail guatémaltèque interdit aux ouvriers agricoles de faire grève pendant les récoltes, ce qui empêche pratiquement les saisonniers (80 % de la main-d'œuvre dans les plantations) de manifester leur mécontentement contre l'exploitation qu'ils subissent, d'émettre des revendications ou même de prendre part à des négociations collectives.

La tendance actuelle dans les plantations est de réduire de plus en plus les effectifs fixes, lesquels doivent, en théorie, bénéficier de la sécurité sociale, du logement, des soins médicaux gratuits et d'autres avantages prévus par le code. Après le massacre de Panzos, un comité pour l'unité des paysans fut créé ; celui-ci déclencha une grève qui paralysa la production pendant dix-sept jours, et une hausse des salaires put être obtenue dans les plantations. Mas le prix qu'il fallut payer ensuite fut lourd : de nombreux syndicalistes furent assassinés et, dès le lendemain de la reprise du travail, plus d'un millier de travailleurs fixes étaient licenciés. Dans le même temps, des prêtres étrangers accusés de leur avoir apporté leur soutien étaient menacés de mort, assassinés ou enlevés.

Depuis quelques années, la population indienne de l'Altiplano (Hautes-Terres) est placée sous contrôle militaire ; à partir de 1975, année où la guérilla a repris, elle a subi une répression très sévère. Les magnats du café et les éleveurs de bétail ont tiré profit de la présence de l'armée pour évincer les petits paysans des lopins cultivés par ces derniers en bordure des plantations. Malgré la répression, les paysans ont réussi à s'organiser au cours des deux dernières années. En janvier 1980, une délégation de paysans du Quiché a remis au Congrès national une déclaration exprimant leur « *volonté de défendre leur vie, leur terre et leurs coutumes* ». Les doléances des paysans sont nombreuses : outre les menaces de mort, les disparitions et les assassinats dont ils sont victimes, ils dénoncent les méthodes brutales qu'utilise l'armée pour recruter de jeunes Indiens.

En conclusion de son rapport, la Société anti-esclavagiste demande que l'ONU désigne d'urgence une commission d'enquête sur « *les violations massives, flagrantes et graves des droits de l'homme au Guatemala* ».

ISABELLE VICHNIAC.

EUROPE

Espagne

ALORS QUE LE CHOMAGE PROGRESSE DE FAÇON ALARMANTE

L'opinion juge de plus en plus sévèrement la gestion de M. Adolfo Suarez

Madrid. — Deux nouvelles ont surpris les Espagnols en plein mois d'août : la progression alarmante du chômage et l'impopularité grandissante de M. Adolfo Suarez. Certes, il ne s'agit pas, à proprement parler, de nouveautés. Mais les indices ont confirmé ce que chacun avait constaté ces derniers mois : la situation socio-économique ne cesse de se dégrader et le dirigeant centriste, en se montrant incapable de gouverner, a perdu la confiance de ses concitoyens.

De notre correspondant

Un sondage réalisé pour le compte du quotidien madrilène *El Pais* révèle que 48 % des Espagnols sont hostiles à la gestion de M. Suarez, alors que 24 % seulement l'approuvent. Or, jusqu'à la fin de l'année dernière, les *pour l'emportaient sur les contre*. C'est depuis le printemps que la tendance s'est inversée dans un sens défavorable au premier ministre. Celui-ci n'a cessé de décevoir au fil des mois. Reclus dans son palais de la Moncloa, fuyant le contact avec la presse et le Parlement, il a essuyé de cuisantes *défaites aux élections régionales* basques et catalanes. Il a cherché un second souffle en remaniant son ministère, mais à peine a-t-il changé quelques ministres qu'il doit songer à un nouveau remaniement.

Enfin, il a fait pâle figure en mai lorsqu'il est monté à la tribune des Cortès — pour la première fois en un an — afin de défendre sa politique contre une motion de censure socialiste. Il a été nettement surclassé par son rival, M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du P.S.O.E. Seule la division de ses opposants lui a permis de passer ce cap difficile. *Les débats ont* laissé dans l'opinion l'image d'un gouvernement isolé dont la majorité est aléatoire, car il doit sans cesse marchander les quelques voix qui lui sont nécessaires (l'Union du centre démocratique compte cent soixante-sept députés sur trois cent cinquante) pour gagner les votes à la Chambre basse.

La police impuissante face au terrorisme

M. Suarez a également maîtrisé à grand peine une révolte au sein de son parti. L'U.C.D. est la coalition de diverses familles politiques (anciens franquistes, libéraux, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates), dont chaque chef est considéré comme un « baron » du régime. Au temps des succès, sa cohésion était plus ou moins assurée. Celle-ci s'est relâchée face à l'accumulation des revers. *Les centristes sentent* bien que le pays s'éloigne chaque jour davantage de ses dirigeants. Le gouvernement formé il y a moins de quatre mois s'est révélé aussi impuissant que son prédécesseur devant les menées de l'ETA et la montée du chômage.

Seule consolation : la « guerre des vacances », livrée pour la deuxième année consécutive par la branche politico-militaire de l'organisation clandestine, a tourné court. Mais la branche militaire, elle, a continué d'assassiner des policiers. Madrid se demande avec inquiétude à quoi vont servir les quelque sept à huit tonnes d'explosifs volées en juillet par les séparatistes dans une poudrière, près de Santander.

Ce dernier épisode a montré une fois de plus combien la guérilla avait la tâche relativement facile face à l'incurie qui règne dans l'autre camp. Les deux gardiens de la poudrière qui ont été séquestrés plusieurs heures par l'ETA ont affirmé qu'ils n'avaient pas été formés pour occuper leur poste. Selon d'autres témoignages, ils jouaient tout bonnement aux *cartes lorsqu'ils ont été surpris* par leurs assaillants. Déjà, à la suite d'une embuscade meurtrière, le ministre de l'intérieur, M. Juan José Roson, s'était montré très critique à l'égard des méthodes employées par la police pour assurer sa *protection*. Plusieurs officiers de l'armée ont été assassinés dans le passé pour avoir négligé les consignes de sécurité données par leurs supérieurs.

Enfin, les derniers taux de chômage publiés par l'Institut national de la statistique ont troublé la torpeur estivale et incité quelques hommes politiques à se livrer à une attaque en règle contre la politique économique suivie jusqu'à présent. Contrairement à ce que nous avions *indiqué la semaine dernière (le Monde* du 7 août), le chômage s'est aggravé et non pas stabilisé entre le premier et le deuxième trimestre. Notre erreur vient du *fait* que l'Institut national de la statistique a modifié ses bases de calcul d'un trimestre à l'autre. Conformément à la nouvelle législation du travail, *il compte désormais* à partir de l'âge de seize ans — au lieu de quatorze ans *précédemment* — la recherche du premier emploi. En adoptant les mêmes critères en mars et en juin, on peut dire que le pourcentage des demandeurs d'emploi est passé de 11,2 % à 11,7 % en l'*espace de trois mois*, ce qui signifie que plus d'un million et demi de personnes sont sans travail.

Cette mauvaise nouvelle a été annoncée au moment où la presse affirmait que le responsable de la politique économique, M. Fernando Abril Martorell, était démissionnaire. Technocrate de l'ancien régime, ami de longue date du chef du gouvernement, M. Abril Martorell est connu pour *son courage politique et sa rigueur* morale. Mais il n'a jamais joui d'une grande réputation d'économiste. Depuis sa nomination comme vice-président chargé de l'économie il y a deux ans et demi, il s'est surtout appliqué à juguler l'inflation, et il y a réussi en la ramenant à un taux assez proche de celui *des pays de* l'O.C.D.E. Mais beaucoup se demandent dans les rangs du pouvoir s'il ne conviendrait pas d'accepter un peu plus d'inflation pour freiner un chômage qui pèse dangereusement sur la stabilité du pays.

Ouverture vers les Catalans

La démission de M. Abril Martorell, si elle se confirme, n'a probablement rien à voir avec un changement d'orientation économique. Au début de l'été, des rumeurs venant de la Moncloa faisaient état d'un refroidissement entre le président et son plus proche collaborateur. M. Abril, disait-on, était considéré en haut lieu comme un obstacle à *des contacts plus fréquents* entre le chef du gouvernement et l'opinion publique. Il s'agissait là d'un procédé habituel chez M. Suarez et son entourage, qui se servent volontiers de la presse pour tâter le terrain avant d'amorcer une manœuvre ou de lancer une opération.

L'opération, en l'occurrence, consisterait à sacrifier le vice-*président sur l'autel de l'impopularité*. M. Suarez aurait ainsi les mains libres pour former un nouveau gouvernement. Un remaniement est en effet annoncé pour l'automne. La formule du cabinet centriste homogène (inaugurée en 1977) semble avoir fait son temps. M. Suarez a besoin d'élargir sa majorité parlementaire au-delà des rangs de l'U.C.D. Depuis plusieurs semaines on parle d'un pacte possible avec les nationalistes catalans de Convergence *et Union*, le parti qui gouverne la Généralité et qui est idéologiquement très proche de l'U.C.D.

Les Catalans obtiendraient évidemment des avantages en échange de leur appui parlementaire. Ils pourraient ainsi entrer au gouvernement madrilène, mais surtout faire progresser plus vite l'autonomie de leur région. C'est ce qui inquiète certaines personnalités centristes, entre autres M. Abril Martorell. Celui-ci préférerait un accord avec le P.S.O.E. Socialistes et centristes ont des vues convergentes sur la mise en place des autonomies régionales. Assez en tout *cas* pour être accusés de centralisme par les nationalistes basques et catalans et avoir subi des défaites identiques lors des élections régionales du printemps dernier.

Mais les socialistes ont maintes fois annoncé leur prix pour tout accord avec l'U.C.D. : le départ de M. Adolfo Suarez de la présidence du gouvernement. Ils n'oublient pas que M. Suarez les a maintes fois trompés. En outre, ils l'accusent de gouverner à la manière franquiste en s'entourant d'une camarilla et en manipulant outrageusement les *moyens d'information*. Ils le considèrent comme un obstacle à la démocratie et, bien sûr, comme le premier adversaire à éliminer si M. Felipe Gonzalez veut accéder au pouvoir.

CHARLES VANHECKE.

L'ETA SUR LE TOIT DU MONDE

(De notre correspondant.)

Madrid. — L'ETA est présente sur le toit du monde et on ne le sait que depuis le mardi 12 août grâce à une photo publiée en première page par un journal de Saint-Sébastien. Les initiales de l'organisation séparatiste *et son emblème figurent* en effet sur l'« ikurrina » (drapeau basque) laissé sur le sommet de l'Everest par une expédition venue d'Euskadi qui en avait réussi l'ascension le 14 mai.

Un seul homme de l'expédition (qui était composée de douze alpinistes), M. Martin Zabala, était arrivé au but en compagnie d'un sherpa. On savait qu'à 8 880 mètres d'altitude il avait avait crié : « Gora Euskadi askatuta ! » (« Vive le Pays basque libre ! »). Mais on ignorait que le drapeau qu'il avait apporté contenait un hommage à l'ETA *et le slogan* du mouvement anti-nucléaire particulièrement actif dans le nord de l'Espagne en raison de la construction d'une centrale atomique près de Bilbao.

Une expédition polonaise qui a vendu la mèche sans le vouloir. Arrivée sur le sommet de l'Everest après la cordée basque, elle s'est fait photographier avec l'« ikurrina » comme preuve de son exploit. — C.V.

Italie

Nouveau crime de la Mafia ?

UN MAIRE DÉMOCRATE-CHRÉTIEN EST ASSASSINÉ EN SICILE

(De notre correspondant.)

Rome. — Le maire démocrate-chrétien de Castelvetrano, M. Vito Lipari, quarante-deux ans, a été assassiné à coups de pistolet, mercredi 13 août, au matin dans sa voiture, sur une route près de la petite ville de Sicile. Il s'agit très probablement d'un *nouveau crime* de la Mafia, une semaine après que le mercredi 6 août, à Palerme, avait été tué M. Gaetano Costa, chef procureur de la capitale sicilienne.

M. Lipari était un « homme *qui* monte » dans la démocratie chrétienne sicilienne. Maire de Castelvetrano depuis le 2 juillet, fonction qu'il avait déjà occupée quatre fois, il était considéré comme l'un des dauphins de l'ancien ministre, M. Attilio Ruffini, dirigeant de la démocratie *chrétienne en Sicile occidentale*. M. Lipari, aux dernières élections législatives, avait été le premier des élus dans ce collège électoral avec quarante mille votes préférentiels.

Le maire de Castelvetrano est le troisième démocrate-chrétien assassiné en Sicile depuis un peu plus d'un an. Le 9 mars 1979, M. Michele Reina, le secrétaire de la province, était tué à Palerme. Le 6 janvier 1980, M. Piersanti Mattarella, président de la région sicilienne, un démocrate-chrétien ouvert au dialogue avec la gauche et notamment avec les communistes, avait été aussi assassiné. Ce dernier notamment avait tenté de mettre en lumière les spéculations immobilières dans la commune de Palerme.

M. Lipari, qui dirigeait aussi le consortium pour le développement industriel de Trapani, était lié à la famille Savo, dont l'un des représentants, M. Luigi Corleo, soixante et onze ans, avait été enlevé il y a cinq ans contre rançon de 20 milliards de lires. Depuis sa mort (au cours de l'enlèvement), une suite de règlements de comptes a causé entre Castelvetrano et Trapani la mort violente de vingt et une personnes et la disparition de *sept* autres.

(Intérim.)

Autriche

Une importante affaire de corruption place dans une situation délicate le chancelier Kreisky et son parti

De notre correspondante

Vienne. — Le plus grand scandale de corruption de l'après-guerre émeut depuis plusieurs semaines l'opinion en Autriche. Des pots-de-vin de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de shillings, auraient été versés pour la construction de l'hôpital général de Vienne (A.K.H.), le plus grand projet *réalisé depuis la guerre*. Neuf personnes — deux hauts fonctionnaires de la municipalité de Vienne et sept responsables d'entreprise — sont en détention préventive.

Ce scandale, qui fait passer, selon ses propres mots, des « *nuits blanches* » au chancelier Kreisky, met notamment en cause l'administration socialiste de la ville de Vienne et, avec elle, le parti socialiste au gouvernement. Etant donnée l'importance du projet, les frais de construction, qui seront, selon les prévisions actuelles, de l'ordre de 37 milliards de schillings (12 milliards de francs), sont couverts à moitié par la ville de Vienne et à moitié par l'Etat.

Le parti socialiste est d'autant plus sur la sellette que deux des personnes arrêtées, M. Adolf Winter, ancien directeur de la commission municipale chargée de la construction de l'hôpital, et M. Siegfried Wilfling, ancien responsable de la supervision des hôpitaux de Vienne, sont membres du parti. *L'opposition*, le parti populiste (conservateur) et le parti libéral, reprochent au parti socialiste de n'avoir toujours pas exclu MM. Winter et Wil*fling*. Des *bruits circulent sur les* vrais « tireurs de ficelles » de cette affaire. Les critiques de l'opposition prennent spécialement pour cible M. Hannes Androsch, vice-chancelier et ministre des finances, propriétaire d'un sabinet fiscal, Consultation, qui a connu une expansion notable au cours des dernières années. Selon l'opposition, ce cabinet aurait fait des affaires avec plusieurs entreprises impliquées dans le scandale de concussion de l'A.K.H.

Lors d'une réunion extraordinaire du Parlement, le 21 août, convoqué sur demande du parti populiste, celui-ci déposera une motion de censure contre M. Androsch. La majorité absolue dont disposent les socialistes au Parlement empêchera cette motion d'avoir un effet autre que psychologique.

Les responsabilités de M. Androsch mises à part, l'opinion publique se demande avant tout si une partie des pots-de-vin a *été versées ou non* aux caisses des partis politique. M. Norbert Steger, président du parti libéral, qui dirige la commission d'enquête parlementaire, a fait, à plusieurs reprise, des allusions dans ce sens, sans jamais fournir la moindre preuve. M. Kreisky, président du parti socialiste, a catégoriquement réfuté ce reproche. Le parti libéral, troisième force politique en Autriche, détient incontestablement une place de choix dans l'instruction du *scandale : le juge d'instruction*, Mme Hélène Partik-Pable, est membre du parti libéral, ce qui, selon les milieux politiques de la capitale, a, sans aucun doute, accéléré l'instruction.

M. Kreisky, qui, au début de l'affaire, avait déclaré qu'il s'agissait d'une simple affaire de malversation, où n'était compromis aucun parti et aucun homme politique, a récemment admis que ce scandale « *ne passera pas sans laisser de traces au sein du parti gouvernemental* ». Il a annoncé une large discussion intérieure au parti pour l'automne.

WALTRAUD BARYLI.

Portugal

SELON L'O.C.D.E.

Lisbonne doit continuer ses efforts d'assainissement

Le Portugal reste confronté à des « risques » économiques importants : « *taux élevé d'inflation, équilibre extérieur précaire, caractère pléthorique du secteur public, structures archaïques de certains domaines essentiels comme l'agriculture* ». Aussi paraît-il « *nécessaire de poursuivre l'effort général d'assainissement* », écrivent dans leur étude annuelle les experts de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques).

Si la stratégie adoptée au cours des dernières années a été, soulignent-ils, « *relativement efficace* » (la restauration d'un taux de change et de taux d'intérêt « *réalistes* », et l'ajustement dans la répartion des revenus en faveur des profits ont notamment permis un redressement « *beaucoup plus rapide que prévu* » de la balance courante), la politique économique devrait rester « *prudente* » pour éviter une dégradation des comptes extérieurs. Il faudrait en particulier « *maintenir un encadrement relativement strict* » du crédit bancaire au secteur privé

Cependant, le Portugal « *ne peut pas, compte tenu de son faible niveau de développement et de l'ampleur du chômage, s'accommoder durablement d'une faible croissance* ». Les experts de l'O.C.D.E. prévoient que le *produit intérieur brut progresserait* de 3,5 % en 1980, contre 4 % en 1979 et 3,5 % en 1978, alors que les prix à la consommation augmenteraient de 20 % environ au lieu de 24 % l'an dernier. Enfin, la balance des opérations courantes devrait enregistrer un déficit de l'ordre de 600 millions de dollars cette année, contre un excédent de 150 millions en 1979, la balance commerciale devant être déséquilibrée de 3,3 milliards contre 2,4.

Pour Lisbonne, la réalisation d'une expansion plus soutenue implique, selon l'O.C.D.E., une « *amélioration considérable de l'appareil productif* ». Une « *véritable transformation* » du secteur agricole est notamment nécessaire, mais elle ne pourra être réalisée que « *lorsque le problème de l'attribution des propriétés sera complètement réglé* ». Cette adaptation demandera « *la mobilisation de capitaux considérables, non seulement nationaux, mais aussi étrangers* ».

Allemagne fédérale

Le chancelier Schmidt exclut tout pessimisme sur la situation économique allemande

Nuremberg *(A.F.P.)*. — La situation de l'économie ouest-allemande « *ne prête pas au pessimisme* », déclare le chancelier Schmidt dans un entretien publié jeudi 14 août dans les *Nuernberger Nachrichten*. Citant les investissements énergétiques qui soutiennent la conjoncture, M. Schmidt *souligne que des pays* comme la R.F.A., le Japon et la France escomptent une croissance modérée cette année, et que le creux de la dépression américaine semble maintenant dépassé.

Le chancelier rejette en tout cas tout nouveau programme de relance en R.F.A. Il estime que les allégements fiscaux de 16 milliards de marks décidés en juin pour 1981 et 1982 seront suffisants pour soutenir l'activité. Interrogé *sur le déficit de 25* milliards de marks prévu par la balance des transactions courantes, M. Schimidt soulign que la R.F.A. ne doit pas chercher à le réduire *trop vite et doit tenir* compte des intérêts des pays dont l'économie est plus faible. Ce déficit est, selon uli, « *provisoire* » et dû à *l'augmentation de la facture* pétrolière, qui est passée pour la R.F.A. de 32 milliards de D.M. à 48 milliards en 1979 et doit atteindre 65 milliards de D.M. cette année.

De son côté, dans son rapport mensuel, la Bundesbank estime *que la détérioration des termes de* l'change, consécutive au renchérissement de l'énergie, est la principale cause du déficit actuel de la balance des paiements courants *de la R.F.A. Ce déficit* a dépassé au premier semestre lele solde négatif de l'ensemble de 1979, s'établissant à 12,3 milliards de deutschemarks (12,7 milliards en données corrigées) contre 10,1 milliards (9 milliards). Cependant l'excédent commercial est revenu (en données corrigées) *de 16 milliards au premier semestre* 1979 à 5,5 milliards de janvier à juin 1980, alors que les exportations ont augmenté plus vite en volume (+ 8 %) que les *importations (+ 6 %)*. En valeur les ventes n'ont progressé que de 15 %, alors que les importations ont fait un bond de 24,5 %.

LA PRÉPARATION DU SOMMET INTER-ALLEMAND

Le chancelier Schmidt n'aura aucun moyen de contact avec la population est-allemande

De notre correspondant

Bonn. — A deux semaines du sommet inter-allemand, la R.F.A. a rendu publiques, mercredi 13 août, les modalités de la rencontre. Celle-ci aura lieu les 28 et 29 août près du lac de Werbellin, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Berlin. Le chancelier *Schmidt* arrivera *la veille* de Hambourg, où il passe actuellement ses vacances, et aura, dès le 27 août, un premier entretien avec le chef de l'Etat et du parti est-allemands, M. Honecker.

On s'attendait en R.F.A. à ce que le lieu choisi pour la rencontre soit une *petite station* balnéaire de la Baltique, Dierhagen, près du port de Rostock. Mais le projet de M. Schmidt de faire le voyage de Hambourg à Dierhagen en voiture (115 kilomètres) en traversant de nombreuses villégiature aurait fait reculer les dirigeants est-allemands. Les *acclamations* que la population d'Erfurt avait réservées en 1970 à M. Brandt, à l'époque chancelier fédéral, qui était l'hôte de M. Stoph, ministre-président de la R.D.A., sont encore dans toutes les mémoires.

Le revirement de Berlin-Est a été communiqué à Bonn lundi après-midi, juste après que M. Honecker eut conféré en Crimée avec M. Brejnev. Quelques heures plus tard, l'agence A.D.N. et la *télévision est-allemande* annonçaient la venue de M. Schmidt sur les bords du Werbellinsee. Il fallut attendre *près de quarante-huit heures pour* que la nouvelle soit confirmée officiellement à Bonn.

Le gouvernement est-allemand a-t-il ainsi forcé la main au chancelier, en vue de lui faire accepter un lieu de conférence peu propice au contact avec les populations locales ? L'hypothèse *est plausible et l'endroit sélectionné*, une maison d'hôtes de l'Etat, isolée dans une région boisée, répond à l'objectif.

M. Schmidt n'en a pas moins obtenu des contreparties. A l'aller comme au retour, son train spécial *contournera* Berlin dont le statut pose d'innombrables embûches *diplomatiques*. D'autre part, deux haltes de « *plusieurs heures chacune* » que le chancelier avait prévu de faire, après Dierhagen, sont incluses dans l'itinéraire de retour. Il s'agit de Gustrow, une petite ville du Mecklembourg, et de Rostock. Quelque trois cents journalistes ouest-*allemands pourront accompagner* M. Schmidt pour assurer à son voyage le retentissement qu'il souhaite à cinq semaines des élections législatives.

(Intérim.)

● *Le dix-neuvième anniversaire de la construction du mur de Berlin* a été marqué, le mercredi 13 août, par de discrètes cérémonies de dépôt de gerbes à Berlin-Ouest. Selon les statistiques occidenatles, soixante-dix fugitifs ont trouvé la mort depuis 1961 en essayant de franchir ce mur, long de 165 kilomètres. — *(A.F.P.)*

Pologne

De nouvelles grèves éclatent dans la région de Lodz

Varsovie *(A.F.P., Reuter, U.P.I., A.P.)*. — La presse polonaise a publié, mercredi 13 août, le compte rendu d'une réunion plénière du comité du parti de Varsovie qui s'est tenue, mardi, sous la présidence de son premier secrétaire, M. Alojzy Karkoszka, membre du bureau politique.

Le comité a noté que « *des discussions difficiles et importantes* » avaient lieu dans plusieurs entreprises à Varsovie. Face à l'« *inquiétude sociale provoquée par des difficultés et des tensions de nature économique, il est nécessaire d'élargir le rôle des syndicats en tant que représentants des travailleurs* », indique le comité qui préconise aussi des « *discussions franches et ouvertes* » au sein des K.S.R.

Ces *comités* d'autogestion ouvrières avaient été créés pour coiffer les « conseils ouvriers » formés spontanément dans les usines lors de la petite révolution d'octobre 1956. Comprenant des représentants de la direction, du parti, des syndicats et des travailleurs, ils sont devenus au fil des années un instrument des directions d'entreprise, les délégués des travailleurs n'y faisant plus guère que de la figuration.

Mardi, M. Jerzy Lukaszewicz, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, s'était prononcé, au cours d'une conférence de presse pour les journalistes étrangers, pour l'incorporation dans les « *comités d'entreprise* » de représentants des « *comités de grève* » librement désignés par les travailleurs lors des arrêts de travail de ces six dernières semaines (*le Monde* du 14 août). Mais la presse a passé sous silence tous ses propos. Visiblement, le gouvernement n'est pas encore prêt à présenter au pays la situation « *toute nue* ». Le prochain congrès des syndi*cats est prévu pour l'automne*. La campagne de préparation de cette assemblée donnera sans doute lieu à des discussions serrées en ce qui concerne l'action syndicale et l'autogestion ouvrière.

D'ici là, rien n'indique que l'agitation sociale doive cesser. De nouvelles informations étaient parvenues mercredi soir à Varsovie sur des grèves dans la région de Lodz (industrie textile où la main-d'œuvre féminine est en majorité), relativement épargnée jusqu'à présent. Selon le KOR (comité d'autodéfense sociale), les ouvrières de l'usine Sandra à Aleksandrow (bas et chaussettes) sont en grève depuis le 11 août ; celles de Stomil ont *débrayé du 4 au 6 août* et attendent pour le 14 la réponse à leurs revendications ; celles de l'usine Harman avaient cessé le travail le 8 août et obtenu des hausses de salaire de 10 %. Enfin, une « *grève d'avertissement* » a été observée le 11 août dans une usine de machines textiles à Bielsko-Biala. La direction a six semaines pour répondre à leurs revendications : augmentations des salaires de 30 %, amélioration de l'approvisionnement, élection de nouveaux délégués syndicaux.

Union soviétique

● M. CONSTANTIN ROUDNEV, ministre de l'industrie des instruments de précision, de l'automation et de la télématique de l'U.R.S.S. depuis 1965, est *décédé* mercredi 13 août, à l'âge de soixante-dix ans, des suites d'une « grave maladie ». Ce spécialiste de l'industrie des armements a apporté une grande contribution au renforcement de la puissance défensive et à la création de la technologie spatiale de l'U.R.S.S., souligne la nécrologie. — *(A.F.P.)*

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Tout en dénonçant le «bellicisme» de Washington

La presse de Moscou reste discrète sur la doctrine stratégique de l'U.R.S.S.

Moscou. — Une semaine après la révélation par le New York Times de la « directive présidentielle 59 », la presse soviétique se déchaîne chaque jour contre la « nouvelle doctrine stratégique américaine », dont certains commentateurs reconnaissent pourtant qu'elle n'est pas si nouvelle que cela (« le Monde » des 8 et 9-10 août). L'occasion est trop belle pour dénoncer le « bellicisme » des dirigeants américains et mettre en valeur la « politique de paix » de l'U.R.S.S. Car si les Soviétiques sont très sévères avec la doctrine des Etats-Unis, ils sont très discrets à propos de la leur, se contentant en général de vagues formules sur le caractère par nature pacifique de la politique du premier Etat socialiste. Il ressort néanmoins des commentaires que la doctrine soviétique n'a pas beaucoup évolué et que, en cas de conflit, l'U.R.S.S. envisage l'utilisation immédiate et massive de tous ses moyens militaires, y compris nucléaires.

De notre correspondant

Pour Moscou, la nouvelle stratégie américaine consiste à porter le premier coup nucléaire contre les objectifs militaires soviétiques, c'est-à-dire à prévoir une attaque préventive contre ces objectifs. Quand les Américains affirment que leur doctrine est une réponse à l'U.R.S.S., qui aurait déjà installé des armements capables de porter un premier coup préventif contre les missiles américains déployés au sol, on répond qu'il s'agit d'un *« mensonge malintentionné »*, comme il est une *« hypocrisie »* de croire que la stratégie anti-forces permet d'éviter le choix entre la guerre-éclair à grande échelle et la capitulation.

Toujours selon les commentateurs soviétiques, les stratèges américains *« poussent méthodiquement le monde vers la catastrophe nucléaire »* par la préparation d'une guerre longue et limitée qui épargnerait à l'humanité un cataclisme général. Faire croire qu'il est possible de mener une guerre nucléaire en portant des coups exclusivement aux troupes et au commandement, sans toucher à la population civile, est une doctrine *« extrêmement dangereuse, destinée à endormir la vigilance des peuples »*.

La presse relève trois conséquences de cette nouvelle stratégie : elle implique une relance de la course aux armements par la fabrication d'armes de plus en plus précises, car l'U.R.S.S. *« ne restera pas sans réagir »* ; elle abaisse le seuil de la confrontation nucléaire et augmente les risques de conflit généralisé ; elle exige enfin une préparation psychologique de l'opinion sur le caractère inévitable de la guerre et donc sur l'impossibilité de la coexistence pacifique.

Selon les Soviétiques, au contraire, aucune guerre nucléaire locale n'est possible, toute attaque nucléaire contre un Etat signifierait l'aggravation immédiate et brusque de l'affrontement et l'accroissement des risques de massacre nucléaire universel. Ils notent en outre que l'Europe serait la région du monde la plus menacée et établissent un lien entre la « directive présidentielle 59 » et le déploiement en Europe occidentale de nouvelles fusées américaines à moyenne portée.

La « nature de classe » des fusées nucléaires

De leur côté, toutefois, les Soviétiques ne disent pratiquement rien de leurs propres conceptions stratégiques. En théorie, la stratégie militaire n'est pas indépendante du « contenu de classe » de la politique extérieure soviétique. L'U.R.S.S. est *« le premier Etat qui se soit donné pour tâche la lutte en faveur de la paix »* ; c'est pourquoi la doctrine militaire a un *« caractère défensif progressiste »*. Ces formules, reprises récemment par le général Radzievski, directeur adjoint de l'Institut de l'histoire militaire, n'en disent pas très long sur les conceptions réelles du Kremlin, pas plus que la distinction entre la « nature de classe » des armes nucléaires américaines et soviétiques faite par le général Epichev, chef de la direction politique de l'armée : *« On sait que les fusées dont disposent les impérialistes constituent une menace réelle pour l'humanité. Entre les mains des Soviétiques, elles servent la défense d'un régime social d'avant-garde de la paix dans le monde entier. »*

L'ouvrage de base sur la stratégie soviétique reste le livre du maréchal Sokolovski, ancien chef d'état-major des forces armées, paru en 1962 mais réédité plusieurs fois depuis. La base de la doctrine soviétique est la victoire, non la dissuasion. Si la guerre est possible, il faut la gagner, et la gagner complètement en engageant immédiatement la totalité du potentiel militaire. Les Soviétiques refusent en principe comme une utopie la théorie de l'escalade. Pour eux, la montée immédiate aux extrêmes est inévitable dans un conflit entre les grandes puissances. L'U.R.S.S. doit se doter de tous les moyens, de tous les équipements les plus perfectionnés, pour faire face à toute évolution de la stratégie de l'adversaire potentiel. Il ne doit pas y avoir de « trou » dans le système des armements, comme il n'y a pas d'« impasse » dans la doctrine.

L'Etoile rouge, journal de l'armée, a récemment résumé cette conception par une citation de M. Brejnev : *« Les affirmations selon lesquelles l'Union soviétique irait plus loin que de faire tout ce qu'il faut pour sa défense, qu'elle s'efforcerait d'obtenir la supériorité militaire afin de porter le « premier coup », sont dénuées de tout fondement. Nos efforts ont pour but de porter ni le premier coup ni le deuxième, mais d'empêcher la guerre nucléaire en général. »*

Un conflit limité à l'Europe ?

La meilleure « garantie » contre un conflit nucléaire réside dans l'équilibre global entre les deux grands systèmes politico-militaires et dans l'existence de forces sociales *« capables de prévenir une guerre mondiale »*. Certains observateurs occidentaux ont cru cependant déceler ces dernières années une certaine évolution de la doctrine soviétique, qui envisagerait maintenant la possibilité d'un conflit limité à l'Europe et aux armes conventionnelles. Mais cette évolution n'est qu'une hypothèse, que les derniers commentaires de la presse ne viennent pas confirmer.

Les stratèges soviétiques déclarent ne pas vouloir déclencher la guerre. L'une des nombreuses propositions avancées par Moscou dans les conférences sur le désarmement consiste en un accord international sur la non-utilisation en premier de l'arme nucléaire. Tirant les leçons de la seconde guerre mondiale, ils croient à la nécessité vitale de ne pas être surpris, et, tout en rejetant la guerre préventive, ils n'excluent pas une situation de crise politique où les préparatifs ennemis les obligeraient à devancer l'agression (1). S'ils disent refuser la dissuasion, ils en respectent au moins l'une des règles : laisser l'adversaire dans l'ignorance de leurs intentions réelles, tout en lui en dévoilant suffisamment pour lui faire croire au risque.

DANIEL VERNET.

(1) Les spécialistes proposent le terme de « guerre préemptive ». Voir à ce sujet la comparaison des doctrines stratégiques des deux grands dans la *Revue de défense nationale* de février 1980.

SELON LE « JANE'S »

Le programme soviétique de construction navale est « le plus important du siècle en temps de paix »

Londres *(A.F.P., U.P.I.)*. — Selon le *Jane's*, annuaire des flottes militaires mondiales dont l'édition 1980-1981 paraît ce jeudi 14 août à Londres, l'U.R.S.S. construit au moins un et peut-être même quatre porte-avions géants de 75 000 tonnes, à propulsion nucléaire (1). Alors que les Etats-Unis disposent de quatre unités de ce type — un cinquième bâtiment devrait être achevé en 1985 — l'Union soviétique n'en avait pas mis en chantier jusqu'à présent, se contentant de construire des porte-hélicoptères.

Le *Jane's* révèle qu'environ dix sous-marins soviétiques sont construits chaque année, contribuant à une flotte de deux cent quarante unités au total, dont près de la moitié à propulsion nucléaire. Sur les quelque soixante-dix sous-marins lance-missiles dont dispose l'U.R.S.S., trente-deux peuvent atteindre, à partir des eaux territoriales soviétiques, la plupart des cibles de l'hémisphère nord. Les flottes de l'OTAN alignent pour leur part environ cent cinquante sous-marins, dont soixante-cinq à propulsion nucléaire.

Le *Jane's*, qui estimait encore en 1978 que les forces navales américaines et soviétiques étaient de puissance égale, affirme aujourd'hui : *« Ce programme de construction navale, militaire et civile, le plus important du siècle en temps de paix, procure à l'Union soviétique une force massive, qui va bien au-delà des besoins de la défense des frontières maritimes du pays. »* Après avoir souligné le rôle de l'amiral Gorchkov, âgé aujourd'hui de soixante-dix ans et qui commande la marine soviétique depuis un quart de siècle, les auteurs estiment qu'en cas de guerre en mer *« la balance pencherait lourdement du côté de la marine soviétique »*.

A propos de la marine française, le *Jane's* indique — comme il l'avait affirmé précédemment — que celle-ci *« doit faire face à des problèmes administratifs, politiques et de personnel »*, mais que, si ces problèmes étaient surmontés, la France disposerait d'une *« flotte de première classe »*.

(1) Dans ses éditions datées 6 octobre 1978, *le Monde* avait déjà annoncé ce projet de construction d'un nouveau modèle — plus lourd — de porte-avions à propulsion nucléaire. — (N.D.L.R.)

PROCHE-ORIENT

Iran

M. Ghotbzadeh accuse l'Union soviétique de « provocations impardonnables »

La tension persiste dans les relations irano-soviétiques. L'agence Pars a diffusé, mercredi 13 août, une longue lettre qu'avait adressée, la veille, le chef de la diplomatie de la République islamique, M. Ghotbzadeh, à son homologue soviétique, M. Gromyko. Comparant le comportement de l'U.R.S.S. à celui des Etats-Unis, M. Ghotbzadeh énumère plusieurs griefs et reproche notamment à Moscou de se livrer *« à des provocations sur diverses frontières de l'Iran »*. *Ces provocations*, ajoute-t-il, *« sont impardonnables »*. Il accuse l'U.R.S.S., d'autre part, de *« soutenir la contre-révolution au Kurdistan »*, de *« mener des activités anormales à l'intérieur même de l'Iran »* par le biais de son ambassade et d'utiliser, à cet effet, le parti communiste Toudeh comme une *« cinquième colonne »*. Le ministre iranien exige en outre que l'Union soviétique retire ses troupes d'Afghanistan.

D'autre part, l'ayatollah Behechti, président du parti républicain islamique, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les *« divers groupes révolutionnaires islamiques feront des recommandations à M. Mohamed Ali Radjaï »* (le nouveau premier ministre) au sujet de la constitution de son cabinet. S'en prenant implicitement au président Bani Sadr et à ses proches collaborateurs, l'organe du P.R.I., *Djoumhouri Islami*, écrivait pour sa part que M. Radjaï ferait appel à *« des inconnus qui ont vécu la révolution en Iran même, et non pas à ceux qui sont venus de l'étranger pour recueillir ses fruits »*. *« Ce sont de ces gens que nous avons besoin*, ajoute le quotidien, *et non pas d'académiciens bavards... » Djoumhouri Islami* poursuit que le nouveau premier ministre *« donnera la priorité aux organes révolutionnaires alors que le gouvernement précédent trouvait toujours des prétextes pour les salir... »* M. Bani Sadr avait affirmé publiquement, dimanche soir : *« Je peux résoudre 90 % des problèmes du pays sans avoir besoin des Gardiens de la révolution et des comités révolutionnaires. »*

Quelque cent cinquante juristes et magistrats sont réunis à Téhéran depuis mercredi pour examiner les moyens qui permettraient d'unifier le système judiciaire et de fusionner tribunaux révolutionnaires et instances civiles hérités du régime impérial. Dès l'ouverture du séminaire, plusieurs magistrats ont relevé les aspects contradictoires dans les condamnations qui ont été prononcés depuis le début de la révolution, faisant remarquer que quelque mille deux cents personnes ont été exécutées dans des conditions qui n'étaient pas toujours conformes aux lois islamiques. Le procureur général de la révolution, l'hodjatoleslam Ghodoussi, a incité les juges à la prudence dans les affaires de mœurs. Il a fait remarquer qu'il *« n'était pas facile de prouver l'adultère »* selon les normes prescrites par la jurisprudence islamique. Il a encore invité les magistrats à l'informer des condamnations à mort qu'ils auraient à prononcer.

Les affrontements entre militants et sympathisants des Moudjahidin du peuple (musulmans progressistes) d'une part et les bandes de hesbollahi (« partisans de Dieu ») se multiplient dans le pays. Les heurts ont été particulièrement violents mardi dans un cimetière de Chiraz. Une centaine de personnes ont été blessées. — *(A.F.P. - Reuter.)*

JÉRUSALEM « CAPITALE ÉTERNELLE »

Le prince héritier d'Arabie Saoudite menace Israël de la guerre sainte

« L'appel à la guerre sainte (djihad) par les Arabes et les musulmans est l'unique réponse à l'intransigeance sioniste », a déclaré, selon l'A.F.P., le mercredi 13 août à Taef, capitale estivale du royaume saoudite, l'émir Fahd, prince héritier et vice-premier ministre.

L'émir qui, au printemps (*le Monde* du 27 mai) avait affirmé que son pays était prêt *« à faire tout son possible afin d'amener les Arabes à œuvrer en vue d'un règlement global au Proche-Orient* (si Israël) *se retirait des territoires arabes occupés depuis 1967 »*, estime maintenant que *« la paix avec Israël est imaginaire. Nous, en Arabie Saoudite, sommes totalement persuadés et convaincus qu'Israël occupe définitivement tous les territoires arabes* (conquis en 1967) *et formera un empire sioniste »*. Il a conclu : *« Après le vote de la Knesset proclamant Jérusalem capitale de l'Etat hébreu, la nation arabe et islamique affronte un défi et une menace uniques en leur genre. »*

Le durcissement du ton utilisé en Arabie pour évoquer ce problème était prévisible après le récent communiqué commun saoudo-irakien prévoyant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec tout pays reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël. A cet égard notre correspondant aux Pays-Bas nous signale que La Haye, dont l'ambassadeur a toujours résidé dans la Ville sainte, commence à s'inquiéter sérieusement des pressions diplomatiques arabes visant à obtenir le transfert de son installation à Tel-Aviv. Douze pays sud-américains se trouvent dans la même situation que la Hollande.

Cependant c'est vraisemblablement à Washington qu'étaient destinées au premier chef les déclarations saoudiennes de ces derniers jours. En effet le Conseil de sécurité des Nations unies doit, en principe, consacrer une réunion le vendredi 15 août à la question de Jérusalem. Ryad, comme les autres capitales arabes pro-occidentales, souhaite que les Etats-Unis soutiennent la motion condamnant le vote du Parlement israélien sur *« Jérusalem, capitale éternelle »* qui sera proposée au Conseil de sécurité par au moins vingt-sept nations islamiques.

● *M. David Halevy, correspondant du « Washington Star »* à Jérusalem, qui se trouve à Washington, sera arrêté dès son retour en Israël, indique-t-on dans les milieux proches de la police israélienne. Auparavant, le conseiller juridique du gouvernement avait ordonné l'ouverture de poursuites judiciaires contre M. Halevy, pour avoir publié le nom du responsable des services secrets israéliens (Shin-Beth).

D'autre part, la Knesset a approuvé, le mercredi 13 août, par cinquante-six voix contre trente-neuf, la nomination de M. Moshe Nissim comme nouveau ministre de la justice. M. Nissim, d'abord ministre sans portefeuille, remplacera M. Shmouel Tamir, qui a démissionné il y a une dizaine de jours *« pour raisons de conscience, le nombre réduit de députés de son parti (démocrate) ne justifiant pas qu'il soit représenté au gouvernement par trois ministres »*. Les deux autres sont le vice-premier ministre, M. Yadin, et le ministre des affaires sociales, M. Katz. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

République Sud-Africaine

NOUVEAUX INCIDENTS DANS LA BANLIEUE DU CAP

Le Cap *(A.F.P.)*. — Un noir sud-africain de dix-huit ans a été tué dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août, par balles, par des policiers, alors qu'il s'apprêtait à lancer un cocktail Molotov sur un véhicule de la police, au voisinage de la cité des squatters de Crossroads, dans la grande banlieue du Cap. Dans la soirée de mercredi, des voitures avaient été attaquées à coups de pierres et une camionnette incendiée.

Le bilan des victimes des incidents du Cap depuis le début de la semaine s'élève à quatre morts, dont deux Blancs. Cette nouvelle vague de violences est liée à la répression par la police de l'utilisation par les travailleurs africains et métis de « taxis-pirates » au lieu du service d'autobus boycotté depuis un mois et demi en raison de l'augmentation de ses tarifs.

Le premier incident avait été, lundi, le lynchage du chauffeur blanc d'une camionnette par des manifestants alors qu'il traversait Crossroads (*le Monde* du 13 août).

D'autre part, la sécheresse exceptionnelle qui sévit depuis plusieurs semaines en Afrique du Sud atteint des proportions alarmantes et plusieurs régions sont maintenant à la veille d'être déclarées sinistrées.

La province du Natal a le plus souffert de cette absence presque totale de pluies. Des milliers de familles, le plus souvent noires, sont menacées de famine et de ruine dans la partie orientale de la République. Les rives de la Tugela, au nord de Durban, par exemple, sont jonchées de cadavres de vaches victimes de la sécheresse.

Ouganda

L'ONU REPREND SON AIDE AUX VICTIMES DE LA FAMINE

Kampala (A.F.P.). — Les agences des Nations unies ont annoncé, mercredi 13 août, la reprise de leurs opérations de secours aux victimes de la sécheresse dans le Karamoja ougandais, à la suite d'un entretien entre M. Muwanga, président de la commission militaire au pouvoir à Kampala, et M. Aby Farah, secrétaire général adjoint de l'organisation internationale.

« Le gouvernement ougandais a accepté de fournir aux convois une protection accrue et d'assumer la responsabilité du choix des routes qui seront empruntées par les convois en fonction des conditions de sécurité », a déclaré M. Farah. L'assistance des Nations unies avait été suspendue le 30 juillet à la suite de l'attaque d'un convoi par quatre cents pillards armés, qui avait fait cinq blessés.

ASIE

A L'APPROCHE DU DÉBAT DE L'ONU SUR LE CAMBODGE

Le durcissement des positions de Hanoï et de l'ASEAN pourrait préluder à de nouveaux affrontements armés

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — « *Parler, se battre, parler, se battre (...).* » Depuis plus de trente ans, les communistes vietnamiens sont passés maîtres dans cette tactique fondée sur l'alternance de la force des armes et de la persuasion des mots pour amener leurs adversaires successifs à composition et pour atteindre leurs objectifs.

Après une phase diplomatique avortée, une aggravation de la confrontation armée, née dans le conflit cambodgien, paraît probable. A l'échec des tentatives de négociation lancées au printemps dernier par M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, pour amadouer l'ASEAN (1) ou, du moins, pour le diviser en isolant la Thaïlande et en l'impliquant dans le jeu de la Chine, avait répondu *le coup de semonce de l'incursion* militaire vietnamienne en Thaïlande le 23 juin. Quelques semaines plus tard, après la levée de boucliers provoquée contre Hanoï par ce débordement, les trois pays indochinois annonçaient leur « *plan* » pour *régler par la négociation le différend* frontalier entre Bangkok et Phnom-Penh. Considéré comme une « *manœuvre de diversion* », ce projet avait été rejeté par l'ASEAN, dont les contre-propositions insistaient à nouveau sur la condition *préalable d'un retrait vietnamien du* Cambodge, conformément à la résolution de l'ONU de novembre 1979. Sur ces entrefaites, la tentative de médiation extrêmement controversée de M. Waldheim, les démentis, ambiguïtés et mises au point qu'elle a suscités, paraissent avoir ajouté à l'imbroglio régional.

A tort ou à raison, les Thaïlandais s'attendent que les Vietnamiens, à quelques semaines de la bataille de mots qui se livrera aux Nations unies pour la représentation du Cambodge, cherchent à sortir de cette nouvelle impasse diplomatique en recourant à des moyens militaires. De chaque côté, on paraît s'y préparer en fourbissant ses arguments d'abord et ensuite ses armes.

Hanoï a très mal pris le rejet de son plan de paix par l'ASEAN, assurant : « *Les propositions de l'ASEAN, adoptées sous la pression des autorités thaïlandaises (...) constituent des exigences inacceptables, déraisonnables, trompeuses et irréalistes (...). Elles ne sont pas constructives et ont pour seul but de fouler aux pieds l'indépendance et la souveraineté de la République populaire du Kampuchéa.* » Suit une mise en garde : « *Il est illusoire d'espérer lier les mains* (du peuple du Kampuchéa) *et de tenter de l'empêcher d'exercer son droit* sacré *d'autodéfense.* »

Hanoï, Phnom-Penh et Vientiane poursuivent leur pilonnage d'accusations destinées à réfuter les protestations thaïlandaises de neutralité.

L'énonciation la plus vigoureuse et la plus détaillée de la position vietnamienne est venue dernièrement de Phnom-Penh, sous la forme d'un long mémorandum qui récapitule les « *actions hostiles* » prêtées à la Thaïlande. Le deuxième paragraphe affirme que, « *aux termes d'un arrangement entre la Thaïlande et les dirigeants réactionnaires de Pékin, l'armée thaïlandaise a pris la responsabilité de transporter à Ubon (2) et de livrer aux débris de l'armée de Pol Pot du matériel chinois portant des marques civiles et transporté à bord de navires chinois jusqu'au port de Bangkok. En moyenne, la Thaïlande a transporté 500 tonnes d'armes et de vivres chaque mois* (pour Pol Pot) ». Suit une liste détaillée des secteurs frontaliers où l'aide est censée être stockée par l'armée royale.

Le texte accuse, en outre, les forces armées thaïlandaises de multiples violations du territoire cambodgien et affirme que l'aide humanitaire internationale a servi à alimenter les mouvements de résistance, tandis que le maintien d'une masse de réfugiés sur la frontière est destiné à les protéger. C'est un dossier que les ambassades vietnamiennes ne vont pas manquer de faire circuler.

Bangkok : un « tissu de mensonges »

Propositions de paix, mémorandum sur les violations et les crimes de *l'adversaire, préparatifs de guerre :* Hanoï n'avait pas agi de manière différente en 1978 pour tenter de justifier aux yeux de l'opinion internationale son invasion du Cambodge. Les Thaïlandais se sont bornés à qualifier le réquisitoire vietnamien de « *tissu de mensonges* ». Ils ont aussi dressé une liste des attaques, violations et provocations vietnamiennes et achèvent la publication d'un Livre blanc sur l'attaque du 23 juin. Chacun s'efforce de rendre coup pour coup à son adversaire et d'assurer ses arrières. Les dirigeants de Hanoï sont rentrés, en juin, fort satisfaits, semble-t-il, d'une longue visite en Union soviétique.

Le maréchal Sitthi Sawetsila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, est dernièrement revenu de Pékin, plein de confiance et une nouvelle fois assuré du « *plein soutien* » chinois face aux « *provocations vietnamiennes* ». On pense à nouveau ici aux mises en garde de même facture lancées par la Chine au Vietnam à l'époque du conflit frontalier entre Hanoï et les Khmers rouges. Le ton de la diplomatie thaïlandaise, traditionnellement basée sur l'art du compromis, s'est durci depuis le 23 juin. Le gouvernement du général Prem Tinsulanond paraît avoir accepté les risques inhérents à son refus de céder aux injonctions de Hanoï.

L'attaque du 23 juin a contraint, bon gré mal gré, l'ASEAN à resserrer les rangs derrière Bangkok. Un *récent discours du ministre malaisien* de l'Intérieur, M. Ghazalie Shafie, devant les forces armées est révélateur, dans la mesure où son gouvernement a été jusqu'ici le plus enclin à la concertation et au compromis avec Hanoï. « *L'ASEAN ne voit pas sans anxiété l'intention vietnamienne visant à faire de Hanoi le* « *centre* » *du Sud-Est asiatique ,tentative dont les implications sont comprises par tous (...).* » « *Que le Vietnam montre ses crocs ou avance ses pinces en direction d'un seul membre de l'ASEAN,* ajoute le ministre, *et la Chine sera le seul contrepoids possible. C'est le seul pays qui puisse pénétrer au Vietnam, ou au Laos, sans traverser un pays tiers. Elle a déjà prouvé qu'elle pouvait le faire et s'est engagée à infliger une autre leçon au Vietnam si la situation l'exigeait.* »

Un appui militaire américain ?

On se raccrochera donc à la Chine, et la menace d'une nouvelle intervention reste suspendue *comme une épée de Damoclès* au-dessus de Hanoï. D'autre part, dans certains milieux américains, on prête à M. Carter l'intention de redorer son blason de politique étrangère, passablement terni, en se montrant, le cas échéant, très *ferme dans son soutien à la Thaïlande,* allant jusqu'à un soutien aérien en cas d'attaque vietnamienne. Dans cette éventualité, des officiers américains ont récemment visité d'anciennes bases de leur armée de l'air dans le pays.

A l'impasse diplomatique et à la hausse de ton de part et d'autre correspondent des signes de préparatifs militaires. Pendant un mois et demi, une douzaine de navires de guerre américains, dont le croiseur *nucléaire Truxton,* vont se succéder dans les eaux thaïlandaises, au large de la cité balnéaire de Pattaya. Officiellement, il s'agit d'une escale de détente pour les marins. Ce déploiement de force survient cependant à point nommé. Prévu pour une durée inhabituellement longue, il correspond à la période délicate comprise entre le rejet du plan de paix vietnamien, fin juillet, et la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre. Hanoï ne se prive pas de dénoncer ce renouveau de la « *politique américaine de la canonnière (...) concertée avec Pékin* ».

Des exercices de D.C.A.

Dans l'immédiat, le Vietnam paraît coincé entre le dispositif militaire chinois sur sa frontière nord et la force américaine de dissuasion au large des côtes du Cambodge. La présence navale américaine, la plus *importante depuis la fin de la guerre* d'Indochine, fait suite à de nombreuses informations concernant un renforcement des unités soviétiques qui opèrent en mer de Chine méridionale à partir des ports vietnamiens mis à leur disposition. D'autre part, plusieurs régiments vietnamiens appuyés par de l'artillerie lourde continuent à batailler quotidiennement depuis un mois et demi pour tenter d'écraser des réduits Khmers rouges le long de la frontière khméro-thaïlandaise. Hanoï affirme cependant qu'« *il n'y a pas actuellement au Kampuchéa de troupes de combat comme le prétend l'ASEAN, mais simplement quelques opérations intérieures à l'initiative des forces armées révolutionnaires du Kampuchéa contre des bandits qui troublent le travail de la population* ».

A Bangkok, on indique, au contraire, que tout le dispositif de combat vietnamien a été renforcé et que seize chasseurs-bombardiers Mig-19 et 21 ont été affectés à l'aéro*drome de Siem-Reap-Angkor,* quartier général vietnamien de l'Ouest. Cette situation a conduit l'armée thaïlandaise à organiser à Bangkok, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, des exercices de défense anti-aérienne. Des *répétitions d'évacuations de villages* frontaliers ont, par ailleurs, eu lieu. Il est difficile de faire, entre tous ces éléments, la part du vrai et celle des propagandes.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(2) Capitale provinciale du Nord-Est thaïlandais, située à une centaine de kilomètres de la frontière cambodgienne et non loin de celle du Laos. La Convention de La Haye sur la neutralité interdit aux Etats et aux personnes qui se réclament d'une attitude neutre dans un conflit de permettre le passage par leur territoire d'armements ou de ravitaillement destiné aux belligérants. Elle recommande que les combattants cherchant refuge sur le territoire d'un pays neutre soient désarmés et internés jusqu'à la fin du conflit.

Selon un catholique khmer

IL NE RESTE PLUS DE PRÊTRES DANS LE PAYS

Il ne resterait plus qu'un petit nombre de catholiques au Cambodge, a déclaré à l'envoyé spécial de *La Croix* un catéchiste khmer, M. Jean-Baptiste Nouphol (*La Croix* datée 13 août). Cet ancien secrétaire de l'évêque de Battamgang, Mgr Im Sotha, est revenu dans cette ville après l'effondrement du régime khmer rouge et tente de regrouper les chrétiens qui ont survécu. Dans sa région, il ne reste que deux cent une familles chrétiennes, et trois cent soixante-seize personnes sont mortes ou disparues entre 1975 et 1979.

« *A Noël 1979,* dit-il, *j'ai pu installer tant bien que mal une petite salle pour la prière dans l'ancien presbytère. Avec l'autorisation du Comité populaire et révolutionnaire, nous avons pu célébrer la Nativité, et depuis, chaque dimanche, nous disons la prière. Les nouvelles autorités n'ont mis aucun obstacle à nos réunions.* »

M. Nouphol estime d'autre part qu'il ne reste plus aucun prêtre au Cambodge pour desservir la toute petite communauté catholique du pays — six mille personnes à peine en 1975. Mgr Im Sotha a été tué par les *Khmers rouges* dès le 24 avril 1975 ; le R.P. Jean Badré a disparu avec lui. Mgr Salat, évêque de Phnom-Penh et le R.P. Chamroeum sont morts à Kompong-Thom et le R.P. Bernard a disparu.

Inde

● DES HEURTS ENTRE MUSULMANS ET HINDOUS ont fait au moins vingt-sept morts — dont six enfants et trois policiers — et près de deux cents blessés mercredi 13 août à Moradabad, en Uttar-Pradesh. Les affrontements avaient éclaté à la suite du passage d'un porc sur le terrain de prière proche de la mosquée, alors que les fidèles célébraient la fin du ramadan. La police a ouvert le feu pour séparer les adversaires. — (*A.F.P.*)

Japon

Polémique autour d'un sanctuaire

Tokyo (*A.F.P.*). — *La querelle sur le sort du sanctuaire Yasukuni de Tokyo, dédié aux soldats morts pendant la deuxième guerre mondiale, a resurgi à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la reddition du Japon.*

Le premier ministre, M. Suzuki, a fait savoir qu'il se rendrait, le vendredi 15 août, à ce sanctuaire, de rite shinto, la religion japonaise liée à l'ancienne conception impériale du monde. De son côté, le parti libéral démocrate (P.L.D.), fort de l'écrasante victoire qu'il a remportée aux élections de juin, s'apprête à relancer un projet de loi visant à placer ce sanctuaire sous la protection de l'Etat.

Les partis socialiste et communiste, divers groupes de chrétiens, et même plusieurs membres du P.L.D. sont hostiles à ce projet qu'ils considèrent comme contraire à la Constitution. Celle-ci prévoit qu'aucune organisation religieuse ne doit recevoir de privilèges de l'Etat et que ce dernier et ses organes doivent s'abstenir de toute activité religieuse. Le secrétaire général de la centrale syndicale Sohyo, M. Tomizuka, a affirmé que les visites de membres du gouvernement au sanctuaire Yasunuki « stimulaient le nationalisme et le militarisme ».

La reprise de cette polémique coïncide, cette année, avec le débat général sur les questions de défense qui ne fait que s'amplifier au Japon depuis plusieurs mois, le gouvernement ayant pris clairement position en faveur d'une nette augmentation du budget militaire.

Commentant, dans ce climat, l'attitude du gouvernement dans l'affaire du sanctuaire de Yasunuki, le journal Asahi *se demande si le parti au pouvoir souhaite* « réinterpréter le dernier conflit et revenir sur la politique pacifique du Japon d'après-guerre ».

Chine

SELON UN JOURNAL DE HONGKONG

La politique pragmatique de M. Deng Xiaoping se heurte à la résistance de responsables de l'économie

Alors que la troisième session du cinquième congrès des représentants du peuple devrait se tenir à Pékin dans le courant du mois d'août, une revue de Hongkong, favorable à Deng Xiaoping, annonce que la lutte de ce dernier pour faire triompher sa politique pragmatiste est entrée dans sa deuxième phase. « *La première phase,* écrit « *Zhengming* », *va du troisième au cinquième plénum du comité central* (décembre 1978 à février 1980). *Deng Xiaoping s'est alors attaqué aux* « *inconditionnels* » *du maoïsme, à ceux que l'on appelle* « *la petite bande des quatre* » : *Wang Dongxing, Ji Dengkui, Wu De et Chen Xilian. Mais depuis le cinquième plénum, Deng Xiaoping s'est lancé dans une offensive contre le* « *clan du pétrole* ».

Qui sont ces nouveaux adversaires ? Selon *Zhengming,* « *ils s'opposent à la libération de la pensée ; ils se livrent à des attaques contre les proches collaborateurs de Deng Xiaoping ; ils sont souvent liés à l'exploitation des ressources pétrolières et détiennent le pouvoir économique réel (...) ; ils ont des liens particuliers avec les puits de pétrole de Daqing, auxquels ils attribuent une valeur démesurée (...). Leur politique est irréaliste, faite de faux rapports sur la production, de non-évaluation de leurs propres forces* ». Cette dernière expression, de la part de *Zhengming,* est une réponse critique au fameux slogan : « *Compter sur ses propres forces* » ; elle donne à penser que le « *modèle de* Daqing », aussi important, dans la mythologie maoïste pour l'industrie, que l'était celui de Dazhai *pour l'agriculture, tombera dans* les mêmes oubliettes idéologiques que ce dernier. Les organes de propagande chinois ont pour l'instant consigne de ne pas parler de Daqing.

La modernisation — tant dans *le domaine de la gestion* que *dans* celui de la technologie — d'un complexe pétrolier qui fut longtemps présenté au peuple chinois comme un symbole de la primauté de l'effort humain et de l'abnégation sur le pouvoir des experts, semble se heurter à une sourde résistance de la part des cadres directement concernés. Ceux-ci, formés à la vieille école, assimileraient la rentabilité, l'importation de technologies avancées, à une perte de leur prestige et de leur pouvoir.

Cette offensive de M. Deng Xiaoping contre le « *clan du pétrole* » aurait commencé selon *Zhengming* par le remplacement de M. Yu Qiuli par M. Yao Yilin à la tête de la planification d'Etat. Elle devrait se poursuivre, au sommet, par l'instauration du « *système Zhao-Hu* ». M. Hu Yaobang, dirigeant déjà le secrétariat du comité central, cette expression fait allusion à la nomination prochaine de M. Zhao Ziyang au poste de premier ministre, à la place de M. Hua Guofeng. Même si cette nomination n'a pas lieu en août — selon l'article 22 de la Constitution chinoise, c'est le comité central qui désigne le premier ministre — la revue estime que le « *système Zhao-Hu* » est en train de se mettre en place, le retrait attendu de MM. Deng Xiaoping, Li Xiannian, Xu Xiangqian et Chen Yun, de leurs postes de vice-premiers ministres, devant laisser la place à une équipe rajeunie et plus compétente en matière de planification économique.

Pour le reste, l'apport principal de cette session du cinquième congrès des représentants du peuple chinois devrait être l'abolition du « *service à vie* » pour les cadres, de quelque rang qu'ils soient. En instituant la retraite obligatoire des cadres — à un âge qui reste à déterminer — les dirigeants chinois entendent empêcher le retour d'une situation analogue à celle qui a prévalu pendant les dernières années de Mao Tse-toung. Mais faut-il pour autant s'attendre à une démaoïsation en règle ?

D'autres revues de Hongkong rappellent que M. Hu Yaobang, malgré des critiques directes faites en juin en présence de journalistes yougoslaves sur le rôle « *destructeur* » de Mao sur l'économie chinoise, à certaines époques, a tenu, dans la même interview, à rappeler qu'« *en ce qui concerne les théories concernant l'édification du parti, la transition de la révolution démocratique à la révolution socialiste, et même les problèmes militaires et culturels, les théories de Mao restent valables* » (1).

HENRI LEUWEN.

(1) Cité dans le *Wenkuibao* de Hongkong (24 juin).

Corée du Sud

Le procès de M. Kim Dae-jung, principal dirigeant de l'opposition, s'est ouvert à Séoul

Correspondance

Séoul. — M. Kim Dae-jung, le principal dirigeant de l'opposition, et vingt-trois autres personnalités — des prêtres, des professeurs et des étudiants — ont comparu, ce jeudi matin 14 août, devant la cour martiale de Séoul, où ils sont jugés pour complot destiné à renverser le gouvernement par la force. Ils avaient été arrêtés lors des violentes manifestations du mois de mai dernier.

M. Kim est entré dans la salle du tribunal vêtu du costume coréen traditionnel, tunique et pantalon blancs. Il était escorté par des agents de la police militaire. Sur sa poitrine, du côté gauche, était inscrit en rouge son numéro matricule détenu : 201.

Arrivé au milieu de la vaste salle, l'ancien candidat à la présidence de la République, âgé de cinquante-cinq ans, a parcouru du regard les tribunes du public pour voir si ses proches étaient présents. Mais ni la famille de M. Kim ni celles des autres prisonniers, auxquelles les autorités avaient pourtant donné l'assurance que des laissez-passer leur seraient délivrés, n'ont pu assister à la première séance du procès.

Quinze avocats sont à la barre, dont certains requis par le gouvernement. Le défenseur de M. Kim Dae-jung est M[e] Ho Kyong-man, l'un de ses anciens partisans. La femme de M. Kim, qui a pu s'entretenir mercredi avec des *journalistes* étrangers, ne semble pas satisfaite du choix de cet avocat.

La cour devant laquelle comparaissait M. Kim Dae-jung et ses compagnons est la même que celle qui avait condamné à mort, à la fin de l'année dernière, M. Kim Jae-kyu, l'assassin de l'ancien président Park. M. Kim Jae-kyu a été pendu le 24 mai. Le jury est composé de cinq généraux et il est présidé par le général Mun Ung-shik. Les accusés sont assis sur des bancs de bois alignés devant le tribunal, légèrement en contrebas. On pouvait reconnaître parmi eux le révérend Moon Ik-hwan, M. Ye Chun-ho, le secrétaire politique de M. Kim, le poète Ko.

M. Kim a paru quelque peu *amaigri, mais il ne portait* aucune trace visible des sévices qu'il aurait subis pendant son interrogatoire et dont la presse s'est fait l'écho. Lorsque le président du tribunal lui a demandé quelle était sa profession actuelle, il a répondu : « *Aucune* ».

L'acte d'accusation comporte cent quarante pages. Cinq chefs d'accusation ont été retenus contre M. Kim : articles 90 et 87 du code pénal (conspiration en vue d'une sédition et agitation séditieuse, crimes punis d'une peine maximum de trois ans), articles 15 et 13 de la loi martiale (tenue de réunions illégales sanctionnée aussi de trois ans de prison), l'article premier de la loi sur la sécurité nationale qui prévoit la peine de mort pour le délit de « *formation d'organisations hostiles à l'Etat* », article 5 de la loi contre le communisme (peine maximum prévue : sept ans) et enfin violation de la loi sur le contrôle des devises.

Les autorités n'ont autorisé les journalistes qu'à rapporter des faits non *commentés.* Seuls deux journalistes étrangers, quatre Coréens et des observateurs des ambassades américaine et japonaise ont assisté à l'ouverture du procès. Toute photographie ou enregistrement des débats sont interdits. On s'attend généralement ici à un jugement rapide.

SHIM JAE-HOON.

Le Monde

société

BRUTALITÉS OU « HOUSPILLAGE THÉRAPEUTIQUE » ?

Un médecin-chef de l'hôpital des Mureaux est accusé de frapper et d'injurier certains malades de son service

M. François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence (app. socialiste), a déposé, à l'Assemblée nationale, sur la demande de M. Dominique Vastel, maire adjoint des Mureaux (Yvelines), une question écrite à M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale. Selon M. Vastel, des « événements graves » ont eu lieu dans le service de « médecine-moyen séjour » de l'hôpital des Mureaux, où un médecin-chef est accusé de « frapper » et d'« injurier » certains des malades hospitalisés dans son service. Le conseil d'administration de l'établissement a demandé l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

« Je soussignée, Mme Boudinot Céline hospitalisée au pavillon Berry certifie avoir été giflée par le docteur Diamant-Berger pendant la visite, le 28 novembre 1979. »

Je peux affirmer que j'ai vu le docteur Diamant-Berger donner un coup de poing dans la machoire à Mme Antoine si bien que le sang avait giclé. (...) Par la même occasion, je peux certifier que Mme Antoine s'est fait insulter par le docteur Diamant-Berger tel que « chienne » et bien d'autres mots. (...) Je peux encore dire que Mme King a reçu également des coups de poing dans le dos parce qu'elle ne pouvait plus marcher avec son déambulateur et qu'elle décédait une dizaine de jours après. »

Rédigés sur papier blanc, de manière naïve, ces témoignages ont été reçus avec d'autres par M. Maurice Peria, directeur du Centre hospitalier de Bécheville des Mureaux, au début de décembre 1979. Tous mettent en cause un médecin de quarante-cinq ans, le docteur Francis Diamant-Berger.

Conçu dans les années 60, ouvert en avril 1972, ce centre hospitalier avait été créé pour devenir un grand complexe psychiatrique. Ce fut l'échec d'un ambitieux projet. Critiqué par la Cour des comptes à cause de son coefficient d'occupation anormalement bas (10 % en 1975) en regard du coût de sa construction (600 millions de francs), Bécheville est un peu, pour les hôpitaux psychiatriques, ce que la Villette est aux abbattoirs. Aujourd'hui, sur les sept cents lits disponibles à l'hôpital des Mureaux, un peu plus de quatre cents seulement sont occupés, dont à peine trois cents dans les services de psychiatrie.

Indignation

En 1975, l'Assistance publique de Paris décide d'installer sous la responsabilité du docteur Diamant-Berger une annexe de cinquante lits, antenne de l'hôpital Lariboisière afin de « désencombrer » certains de ses services. Le docteur Diamant-Berger ne cache pas, aujourd'hui, qu'il a rencontré, dès le départ, des difficultés importantes, notamment avec les syndicats de personnels et avec l'administration hospitalière. Il souligne que l'extension de son service, porté de cinquante à cent trente lits, s'est faite, en 1978, « *dans des conditions déplorables* ». Selon lui, les quatre-vingts lits supplémentaires étaient occupés « *par des malades dont l'état ne justifiait pas une hospitalisation en « moyen séjour »*, mais plutôt par des malades chroniques qui relevaient du « *long séjour » définitif* »; quant au personnel, il était « *sans qualification* » pour les tâches demandées.

Vers la fin novembre de l'an dernier, l'un des assistants, le docteur Francis Bonenfant, fit part au directeur de l'hôpital de ses inquiétudes et de son indignation après certaines scènes auxquelles il avait assisté dans le service. Dans le même temps, le directeur recevait, des membres de l'intersyndicale F.O.-C.F.D.T. du centre hospitalier, un dossier constitué de témoignages émanant de malades, de familles ou de membres du personnel sur le comportement du docteur Diamant-Berger vis-à-vis de certaines personnes hospitalisées. Tous faisaient état de violences physiques (gifles, coups de poings, cheveux tirés) ou verbales exercées en public lors des « visites » sur des malades, le plus souvent âgés. Successivement, la direction de l'Action sanitaire et sociale des Yvelines et la préfecture furent alertées. Aucune décision ne fut prise et finalement, le 6 mars, le conseil d'administration décidait de transmettre le dossier au ministère de la santé et de la Sécurité sociale où on précise que le conseil de discipline — chargé d'émettre un avis — ne peut actuellement se réunir, certains de ses sièges restant à pourvoir.

Aux Mureaux, cependant, on s'inquiète d'une telle lenteur, et certains, comme M. Vastel, y voient une tentative des pouvoirs publics pour étouffer l'affaire. Au sein du centre hospitalier, une pétition parallèle a, en revanche, recueilli soixante signatures favorables au docteur Diamant-Berger, sur une centaine d'employés. Pour les signataires, il ne faut voir dans les faits incriminés que des « *houspillages à visée thérapeutique* » sur des malades qui sont « *à la limite du psychiatrique* ».

De son côté, le médecin-chef ne nie pas l'existence de relations difficiles entre son équipe soignante et certains des malades. Ancien anesthésiste-réanimateur, dont la compétence n'est mise en doute par personne, et ancien interne des hôpitaux de Paris, le docteur Diamant-Berger a fait partie, durant cinq ans, de l'équipe de chirurgie cardio-vasculaire du professeur Charles Dubost à l'hôpital Broussais.

« *L'un de nos objectifs dans le service*, explique-t-il, *consiste à ne pas laisser les malades devenir grabataires. Il ne nous appartient pas, non plus, de laisser s'éterniser les hospitalisations.* »

Dignité

Chargé de « désencombrer » les grands services hospitaliers, il considère comme un échec le fait d'adresser un malade à un service d'hospitalisation « long séjour » et il souligne que mille huit cents à deux mille malades ont été soignés dans son service, que la liste d'admissions est considérable, que tous les lits sont occupés et que ses confrères continuent à lui adresser des malades. Autant d'éléments peu compatibles avec le portrait que l'on cherche à faire de lui. Il explique aussi avoir cherché à établir aux Mureaux une « *ambiance chaude et cordiale* », mais que certains de ses malades sont volontiers « *acariâtres* » et même parfois « *dangereux* ». Il a donc choisi d'adopter avec eux une attitude « *personnalisée* » et « *très directe* », « *loin de toute hypocrisie* », ce qui peut conduire à « *certaines altercations* ».

Sans confirmer les faits qui lui sont reprochés, le docteur Diamant-Berger précise cependant avoir été — lui et certains membres du personnel — « *pris à partie par des malades* » et contraint à des « *dégagements physiques* », tout en minimisant leur fréquence, leur importance et leur gravité. Il précise que nombre de patients adoptent dans les services de « moyen séjour », après l'anonymat des grands centres hospitaliers, une attitude de « *défoulement* », de « *non-coopération* » emplie « *de ressentiment et d'aigreur* », bref une « *attitude insupportable* » et qui les ferait récuser ultérieurement dans tous les services hospitaliers.

Les services de médecine « moyen séjour » se situent à mi-chemin entre la médecine et le social. Accueillant avant tout des personnes âgées, l'équipe soignante se trouve devant la lourde tâche qui consiste à soigner et à résoudre de difficiles problèmes de réinsertion dans un délai restreint (huit semaines). Le nombre de décès dans ces services est, du fait du grand âge des personnes hospitalisées, relativement élevé. Faut-il alors s'étonner de l'angoisse ressentie par certains malades et de certains de leurs gestes, mais en retour, convient-il de cautionner les « *houspillages thérapeutiques* » ? Et si l'on admet que la violence à droit de cité dans les services hospitaliers, qui fixera les limites à partir desquelles elle sera jugée intolérable ? Le devoir de tout médecin, comme le précise son code de déontologie, n'est-il pas « *de respecter la dignité du malade tout en conservant une attitude correcte et attentive envers lui* ?

JEAN-YVES NAU.

● *L'ambulancier de la région lilloise, M. René Quéro*, qui avait été écroué au début du mois (*le Monde* du 7 août) pour avoir giflé un septuagénaire, M. Cosyn, gravement malade et qui devait mourir peu après, a été libéré. Les conclusions du médecin légiste sont formelles : il n'y a aucun lien entre la gifle et le décès du septuagénaire. Quant aux traces que cette gifle avait laissées, elles s'expliqueraient par le traitement anticoagulant auquel était soumis le malade, qui a succombé à une affection cardiaque.

La situation en France du directeur d'« Afrique-Asie » demeure précaire

Un flou administratif

Le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, vient de transmettre à l'ambassade de France à Beyrouth (Liban) un message en faveur du journaliste Simon Malley, actuellement menacé d'expulsion, a indiqué mercredi 13 août, à Paris, le « comité des amis de Simon Malley ». Dans ce message, M. Arafat affirme que si l'expulsion du directeur de la revue Afrique Asie se concrétisait, « elle signifierait que l'espoir que suscite la politique française au Proche-Orient serait gravement affaibli ».

La situation en France du directeur du mensuel *Afrique Asie*, M. Simon Malley, quarante-sept ans, d'origine égyptienne, demeure précaire. Depuis le 27 juin, les autorités françaises lui ont, en effet, retiré son titre de séjour renouvelable de trimestre en trimestre et sa carte de travail d'une durée de trois ans. A cette date, la préfecture de police de Paris avait invité M. Malley et sa famille à quitter le territoire français « *dans les plus brefs délais et définitivement* ». Depuis lors, M. Malley n'en est pas moins resté en France, en situation irrégulière. Il continue d'animer sa revue consacrée aux problèmes politiques et culturels du tiers-monde, revue souvent proche des thèses soviétiques et qui soutient les pays classés dans le camp progressiste (*le Monde* du 1er août).

En fait, l'intervention de vingt-deux pays du tiers-monde en sa faveur auprès des autorités françaises ainsi que celle de nombreuses organisations de gauche (syndicats, associations, comités, etc.) ont contribué à créer un rapport de force qui gèle, pour l'instant toute décision entraînant son expulsion. On ne dissimule pas, de bonne source, que le dossier administratif — et politique — de M. Malley « traverse » une phase transitoire. Ainsi « *le pour et le contre* » d'une éventuelle décision définitive à son encontre sont-ils examinés avec soin. On précise, par ailleurs, qu'aucun arrêté d'expulsion visant M. Malley n'a encore été signé ni ne devrait l'être dans l'immédiat.

Le flou administratif dont l'autorité publique entoure le sort réservé à M. Malley reste cependant bien fragile. A une question écrite de Mme Cécile Goldet, sénateur (P.S.) de Paris, qui demandait au ministre de l'intérieur de revenir sur sa décision, M. Christian Bonnet vient en effet de répondre : « *M. Simon Malley, citoyen égyptien né au Caire le 25 mai 1923, a été naturalisé américain depuis une vingtaine d'années. Il est actuellement citoyen américain et n'était titulaire d'aucun des titres de séjour prévus par la législation sur les étrangers en France. Depuis le 15 décembre 1971, date à laquelle il lui a été refusé la délivrance d'un titre de cette nature, il bénéficiait d'autorisations provisoires renouvelables de trois mois en trois mois. Le ministère de l'intérieur a décidé de mettre fin à cette tolérance, l'intéressé ayant manqué au devoir de réserve qui s'impose à tout étranger.* »

Cette réponse officielle, finalement l'une des premières depuis le 27 juin, est plus riche qu'il ne peut y paraître à la première lecture. Concernant l'état-civil de M. Malley, le ministre de l'intérieur fait ainsi tout d'abord valoir que le directeur d'*Afrique-Asie* dispose au moins, à sa connaissance, des citonnetés égyptienne et américaine et qu'il ne peut, en conséquence, connaître les mêmes problèmes qu'un patride.

Le ministre de l'intérieur indique ensuite que M. Malley n'est titulaire « *d'aucun titre de séjour prévu par la législation sur les étrangers en France* ». Est-ce à dire que M. Malley, depuis son arrivée en France, en 1969 jusqu'au 27 juin 1980, a vécu de manière irrégulière sur le territoire national ? L'affirmation est plus subtile. Elle signifie, en réalité, que M. Malley a toujours séjourné en France sous le régime « du simple récépissé » — titre de séjour renouvelable de trois mois en trois mois, — statut en principe provisoire, le temps que les services compétents établissent un titre de séjour de résident temporaire (un an) ou ordinaire (trois ans) ou privilégié (dix ans). Le ministre de l'intérieur fait ainsi savoir que le statut de M. Malley a toujours été précaire et que ce dernier ne l'a jamais ignoré (1).

Ce statut précaire dont « bénéficient » certains étrangers est pour le moins contestable, note Me Philippe Waquet, avocat à la Cour de cassation, l'un des conseils de M. Malley. Il permet en fait à l'administration de créer un système en marge de ses propres lois et réglements. Un système qui, aux termes mêmes de la réponse de M. Christian Bonnet, favorise des statuts de résidents qui n'ont que l'apparence de la « bonne » légalité. Sans obliger ces étrangers à quitter la France, il fait néanmoins peser sur eux une menace permanente et les tient « à bout de gaffe ».

La conclusion de la réponse du ministre de l'intérieur est enfin un rejet implicite du recours hiérarchique introduit par Me Waquet auprès du ministère de l'intérieur visant à faire annuler la mesure prise par la préfecture de police. Elle réaffirme, d'autre part, que la motivation qui a présidé à cette mesure est à chercher dans le manquement à l'obligation de réserve à laquelle tout résident étranger est tenue.

Sans doute faut-il bien y voir l'origine des ennuis du directeur d'*Afrique-Asie*. Sur ce point, M. Malley ne semble pourtant pas vouloir réformer sa conduite. A l'*International Herald Tribune*, qui a présenté *Afrique-Asie* comme soutenant le Front polisario et les activités pro-soviétiques en Afrique, la revue de M. Malley rétorque, en effet, dans son numéro du 4 au 17 août : « *Il est notoire que tous ceux qui soutiennent les mouvements de libération, le contrôle de leurs richesses nationales par les peuples du tiers-monde, la lutte contre le néo-colonialisme et l'impérialisme, sont considérés comme faisant partie de ceux qui appuient « les activités pro-soviétiques* ».

« *Ce fut ainsi dans le cas du F.L.N., du M.P.L.A., du Frelimo et du P.A.I.G.C., tour à tour accusés d'être des « agents du communisme international ». En ce qui nous concerne, nous continuerons à soutenir la lutte des peuples pour leur véritable indépendance politique, économique, sociale et culturelle. Et aucun arbitraire n'y pourra rien changer.* »

LAURENT GREILSAMER.

(1) En 1971-1972, le directeur d'*Afrique-Asie*, alors *Africasia*, avait déjà été menacé d'expulsion lorsque sa revue prit position pour la nationalisation des compagnies pétrolières en Algérie.

SPORTS

SPORTS ÉQUESTRES

L'écuyer en chef du Cadre noir sur la sellette

Au terme, la semaine passée, du Festival international de dressage à Good-Wood, en Grande-Bretagne, où ne figurèrent que trop rarement nos représentants à l'alignement de parade, le docteur Philippe Jouy, directeur technique national des sports équestres, dans une interview au *Figaro*, s'est livré à une critique virulente du colonel Pierre Durand, écuyer en chef du Cadre noir.

« *Il est intolérable*, a notamment déclaré le docteur Jouy, *que l'écuyer en chef du Cadre noir de Saumur, également président de la Commission fédérale de dressage, s'oppose systématiquement aux décisions de la fédération dans la mise à disposition des cavaliers pour certains stages et déplacements et, d'autre part, qu'il s'abstienne d'assister aux événements nationaux et internationaux. Quand, dans la revue Vogue, je vois les cavaliers du Cadre faire les pantins en compagnie de mannequins de mode et que je songe aux heures ainsi perdues, je trouve cela inadmissible.* »

Interrogé sur cette affaire, le colonel Durand nous a déclaré : « *S'il sied au directeur technique national d'informer la presse des dissensions qui peuvent surgir au sein des instances officielles, c'est son affaire. Soyons sérieux. Le bon sens voudrait, en effet, que les décisions ou les délibérations de la fédération soient assorties de responsabilités claires et nettes. Si tel était le cas, on n'en serait pas là. Quant à ma présence éventuelle à Good-Wood, elle dépendait essentiellement du général Dumont Saint-Priest, directeur de l'Ecole nationale d'équitation, sous les ordres duquel est placé l'écuyer en chef. Il y avait à Good-Wood trois personnalités officielles pour soutenir le moral de nos « troupes ». La présence d'une quatrième n'eût rien changé à la physionomie générale du concours et eut de surcroît entraîné des frais supplémentaires difficilement justifiables.* »

Doit-on rappeler en la circonstance que le rôle des écuyers du Cadre noir de Saumur n'est pas de former des champions mais de préparer au brevet de moniteur et d'instructeur d'équitation des candidats à ces examens. Cette réalité admise, Saumur n'en restera pas moins durablement la cible des insatisfaits, taraudés par la déception, pour ne pas dire le dépit. — R. M.

Voile

LA BATAILLE DE LA COUPE DE L'AMERICA

Les quatre prétendants étrangers à l'America Cup, « Australia », « France III », « Sverige » (Suède) et « Lionheart » (Grande-Bretagne) reprennent la mer sur le plan d'eau de Newport ce jeudi 14 août pour déterminer lequel d'entre eux aura le suprême honneur d'affronter en finale, le 16 septembre, le « douze mètres » américain « Freedom », détenteur du trophée. Ils vont de nouveau se rencontrer par paires (« Australia » contre « Sverige » et « France III » contre Lionheart »). Le premier qui totalisera quatre victoires se qualifiera pour la finale des challengers qui se disputera le 29 août prochain.

● *La deuxième étape de la course d'Irlande en solitaire.* — Afin de permettre aux concurrents de la course du *Figaro* en solitaire de réparer leurs avaries, et en raison du mauvais temps, le départ de la deuxième étape Kinsale (Irlande) - Les Sables-d'Olonne — 400 milles (740 km) en doublan Ouessant et Sein) — a été reporté à ce jeudi 14. Les conditions de navigation s'annoncent favorables en mer d'Irlande.

Athlétisme

SEBASTIAN COE A ZURICH

Un record du monde du 1 500 m a été battu mercredi soir 13 août au cours de la réunion internationale de Zurich (vingt-huit mille spectateurs), mais pas celui que l'on attendait : la Soviétique Tatiana Kasankina, laquelle est parvenue à améliorer son propre record de plus de deux secondes (3 min. 52 sec. 5 contre 3 min. 55). L'Anglais Sebastien Coe, champion olympique de la distance à Moscou, n'a pu réussir que le temps de 3 min. 32 sec. 19, soit à un dixième de seconde du record qu'il détient conjointement avec son compatriote Steve Ovett. A la perche, le Polonais Vladislas Kozakiewicz, médaille d'or et héros du concours olympique, devança au nombre d'essais Thierry Vigneron à 5,60 m. L'Américain Edwin Moses, quant à lui, a poursuivi sa tournée européenne triomphale en remportant en 47 sec 8 le 400 m haies.

Cyclisme

DOUZE FRANÇAIS POUR SALLANCHES

Richard Marillier, directeur national du cyclisme, a réalisé mardi 12 août une pré-sélection de douze coureurs pour le championnat du monde sur route professionnel, qui aura lieu le 31 août à Sallanches (Haute-Savoie). Les hommes retenus sont : Hinault, Villemiane, Chalmel, Bernaudeau, Thévenet, Ovion, Martin, Sezenec, Alban, Martinez, Bourreau et Hézard. Deux autres coureurs seront choisis ultérieurement entre Chassang, Vallet, Becaas, Bazzo et Levavasseur. Le directeur national procédera ensuite à la sélection définitive, mais on sait qu'il a d'ores et déjà désigné Bernard Hinault comme le leader de l'équipe de France. On notera qu'il a accordé sa confiance à Bernard Thévenet, dont le Tour de France avait marqué le retour en forme.

Tennis

LE GENOU DE BORG LA CHEVILLE DE McENROE

Les Internationaux du Canada, disputés à Toronto, ont enregistré mercredi 13 août une désagréable surprise : l'abandon de John McEnroe, tête de série no 2 et champion des Etats-Unis, devant son compatriote Erik Van Dillen. Le finaliste de Wimbledon s'est, en effet, fêlé la cheville, alors qu'il menait au premier set par 4-3. Björn Borg, tête de série no 1, se plaint, de son côté, d'une douleur au genou, qui l'a fait peiner devant Tom Gullikson, battu néanmoins 7-6, 6-1.

Alpinisme

● *Un jeune alpiniste espagnol*, M. Manuel Segovia Casas, dix-huit ans, étudiant, a trouvé la mort le mardi 12 août, alors qu'il effectuait avec un ami, M. Rojo Munoz, dix-neuf ans, employé d'administration, une ascension sur la face nord du pic de la Tour, dans les Hautes-Pyrénées. Les deux jeunes Madrilènes avaient atteint une altitude de 2 900 mètres lorsque M. Manuel Segovia Casas a dévissé et est resté suspendu dans le vide. Il est mort étouffé par la corde. Les C.R.S. ont ramené mercredi matin, à Argelès-Gazost, le rescapé et le corps de M. Segovia Casas.

Faits et jugements

Le directeur d'un hebdomadaire communiste écroué à Rouen.

Le directeur politique de l'hebdomadaire communiste rouennais *l'Avenir de la Seine-Maritime*, M. Michel Barrière, âgé de quarante-trois ans, a été inculpé de « *violnce set voies de fait à agents de la force publiqu* » par M. Jean-Louis Samat, juge d'instruction, et écroué lundi 11 août à Rouen.

Les faits reprochés à M. Barrière remontent au vendredi précédent. Ce jour là, un gardien de la paix s'apprêtait à verbaliser un véhicule appartenant à un militant de la section communiste locale, stationné sur un passage pour piétons, lorsqu'il a été violemment apostrophé par une demi-douzaine de personnes. Un inspecteur en civil qui passait par hasard, voulant prêter main-forte à son collègue a été pris également à parti. Il s'en est suivi une bousculade au cours de laquelle un gardien de la paix a été frappé. Celui-ci a fait l'objet d'un arrêt de travail de quatre jours.

M. Barrière, quant à lui, affirme qu'au moment des faits, il était en Corrèze avec sa fille, contrairement au témoignage de nombreuses personnes qui l'ont vu ce jour-là. La fédération du P.C.F. de la Seine-Maritime estime d'ailleurs être en butte à de nombreuses provocations policiers. Une manifestation ayant réuni « *plusieurs centaines de personnes* », selon la fédération locale, a eu lieu devant la prison de Rouen, mardi 12 août, pour « *exiger la libération de M. Michel Barrière* ». Il n'y a pas eu d'incidents.

● *Une information contre M. Jacques Hyvert*, pour homicide volontaire et vol, a été ouverte dans l'affaire de l'assassinat de M. Christian Maury, quarante et un ans, gérant du Safari Club d'Andilly, par le procureur de la République de Pontoise (Val-d'Oise). M. Gilbert Estève, le juge d'instruction chargé du dossier a délivré un mandat d'arrêt contre M. Hyvert, l'auteur de l'enlèvement de Michel Maury-Laribière, et une commission rogatoire à la brigade criminelle du S.R.P.J. de Versailles. Un des éléments nouveaux de l'affaire est la confirmation que M. Hyvert aurait travaillé, sinon de manière permanente, au moins temporairement au Safari Club, mais la nature des relations entre MM. Hyvert et Maury n'a pas encore été déterminée précisément.

LA PENSION DE LA MORTE

Sanary (Var). — Mardi 12 août, dans la matinée, un employé municipal se présente au domicile de Mme Hélène Barbaroux, née en 1889, pour lui remettre un papier officiel. A sa place se présentent ses deux filles, Jeanne et Geneviève, âgées de soixante-trois et soixante et un ans. Elles prétextent que leur mère se repose et qu'elle est actuellement traitée par un médecin de la ville. Or ce médecin est mort depuis six ans. Intrigué, l'employé prévient les policiers de Sanary qui, sur commission rogatoire, se présentent à l'entrée de cette maison isolée, enfouie sous la végétation. Les sœurs refusent d'ouvrir et les pompiers doivent défoncer la porte.

A l'intérieur, la saleté est repoussante. A terre, un manteau semble recouvrir un corps. « Ne touchez pas à ma mère ! », s'écrie Jeanne, qui veut s'enfuir en emportant son fardeau. Elle est vite maîtrisée et l'on découvre un squelette à l'intérieur du manteau. C'est celui de sa mère, dont la mort doit remonter à quatre ans. Les deux sœurs continuaient à percevoir la pension de leur mère pour vivre. — (Corresp.)

Vigiles voleurs.

M. Jacques Marty, trente-sept ans, directeur-adjoint de la succursale d'Annecy (Haute-Savoie) de l'Agence lyonnaise de sécurité (A.L.S.) a été arrêté, mercredi 13 août, inculpé de vols et détention d'armes et écroué à la maison d'arrêt de Bonneville (Haute-Savoie).

La police savait que, depuis quelque temps, à Annecy, des briquets Dupont se vendaient « sous le manteau ». Lundi soir, 11 août, elle a interpellé M Pierre Lormeau, vingt-sept ans, employé de l'Agence lyonnaise de sécurité. Il a été surpris en flagrant délit de vol dans l'usine des briquets Dupont, à Faverges, dont il était censé assurer la surveillance.

Cette arrestation a permis aux enquêteurs de comprendre le mécanisme qui conduisait à la vente des briquets à Annecy. M. Marty et un autre employé de l'agence, M. Hafnaoui Djeridi, vingt-huit ans, ont alors été arrêtés. Au domicile de M. Marty ont été découverts : un pistolet mitrailleur, quatre pistolets, cent quarante bâtons de dynamite, 500 grammes de plastic, des détonateurs et des cordons.

ÉDUCATION

LA COPIE DE FRANÇAIS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Le langage du poète

Nous publions ci-dessous la copie du premier prix de composition française au concours général 1980. Le lauréat, Pascal Blanchard, seize ans et demi, était en classe de première A au lycée Banville de Moulins (Allier).

Nous donnons le texte établi à partir d'une reproduction photographique de la copie originale. Le lauréat n'yant pu être joint, les quelques mots ou membres de phrase qui n'ont pu être transcrits par manque de lisibilité sont remplacés par des points de suspension entre crochets.

Les candidats devaient composer sur le sujet suivant : Vous commenterez ces propos du poète contemporain Jean-Claude Renard : « La poésie ne donn que » des mots. Mais les donant avec l'origine » et le mystère qui sont en eux, elle » convie à posséder ce que disent les » mots. »

« *La poésie ne donne que des mots* » dit un poète, Jean-Claude Renard, témoignant de sa désespérance face au langage. Quelle est la cause de ce désespoir ? Le poète emploie un langage qui est à tous, c'est-à-dire un langage poisseux, taché, usé par un usage quotidien. Sa tâche, c'est celle du décorateur, ou plus noblement celle du thaumaturge. La poésie, par son œuvre, deviendra l'aristocratie du langage : par sa réaction, en effet, il fonde un langage qui défie la morne instrumentalité, la plate fonctionnalité d'un parler éculé. Il fonde une écriture qui croît en profondeur : *ses mots, il les* donne avec « *l'origine et le mystère* », et ainsi, en cette matérialité colorée et lourde d'affectivité dont ils sont chargés, ils forcent le lecteur à considérer en un rapport différents, dans une structure transformée, le sens dont ils sont les dépositaires. Alors ils nimbent ces pâles instruments d'une aura aguichante. Ils deviennent à la lettre des « *équivalents d'intelligence* » de ce qu'ils nomment ; c'est qu'on peut prendre alors le nom pour la chose. On « possède », comme dit Jean-Claude Renard, des choses à travers ces mots. Voyons donc comment le poète remédie à la médiocrité de ses outils, de « *ses moyens du bord* », pour reprendre une métaphore sartrienne, et gère cette mystérieuse transsubstantation de la chose en mot et *vice versa*.

Il y a d'abord une question de définition, qui nous fait entrevoir l'originalité du projet poétique : le mot du poète n'est pas celui du « parleur » de la terminologie sartrienne dont le discours est en perpétuel sursis d'anéantissement à mesure que sa durée se déploie, révélant la signification qu'il porte. La force ici se borne à une instumentalité de bon aloi, celle qui régit les rapports humains de communication : en cela, elle est saturée d'humanité. Giraudoux n'a fait que redorer la prose de tous les jours, et, c'est la forme même qui convient le mieux avec cet humanisme de l'homme ridicule, fat, mais sympathique dans ses petites faiblesses.

Insurrectionnelle

La poésie, elle, commence par un règlement de comptes du prosaïsme ; elle peut débuter par une expérience pessimiste du langage : pour un Ponge qui est de la même génération qu'un Brice Parain, la prose s'assimile aux beaux discours enguirlandés de ceux qui, en 1914, soutenaient le moral des troupes. Il n'y a plus de rapport entre les charniers *décrits dans un roman de Giono, le Grand Troupeau*, et ce langage qui, dans la philosophie bergsonienne, produit par une surabondance d'intelligence inutilisée, se désenglue du réel et survole, libre en son extrême mobilité, les choses et n'est requis par aucun impératif vital. Cette expérience du langage, qu'on pourrait comparer à celle d'un Hugo avec son *Dernier jour d'un condamné* — avec cet argot de bagnards, cette langue monstrueuse, qui se gonfle jusqu'à essayer de combler tous les possibles que laisse encore la vie à l'approche d'une mort imminente, et qui, vaincue, fuse de tous les côtés, — semble déterminante : elle fonde la poésie moderne. La poésie est insurrectionnelle, elle s'oppose à la poésie classique qui, comme l'a montré brillamment Barthes, n'est qu'un continu, où le mot en appelle un autre avant qu'il n'ait pu se figer en sa densité propre. La poésie moderne, au contraire, porte au faîte le mot ; elle se précipite en orgueilleux monolithes, se taille en blocs, qui hachent le vers et le poème. La poésie instaure un discontinu où le mot seul résonne, retentit pour parler comme Bachelard. Ici, on aperçoit la thèse de J.-C. Renard : si la poésie clasique et le langage quotidien dont nous usons sont une nature, la poésie moderne est une surnature. Elle ne donne que des mots, mais elle est plus que des mots, elle s'échappe de cet ordre serré et limitatif qu'est habituellement un ensemble de mots.

Comment le mot arrive-t-il à une pareille densité ? Notre poète parle de l'« *origine* » et du « *mystère* » des mots. Il est, en effet, juste, semble-t-il, de parler d'origine du langage, du mot, pour quelqu'un qui réfléchit sur le langage, sur le mot précisément, comme le poète. *En fait*, qu'y a-t-il comme origine du langage, comme origine particulièrement du mot ? Rien. Le verbe est donné gratuitement, avec ses déchets, ses splendeurs. Dans ma conscience, il est simplement actuel, il est mon élément, il est cette vapeur dans laquelle je me déplace. En cette gratuité et cette actualité indéniable du langage, comme dit Valéry, il faut passer bien vite sur le mot pour le comprendre. Il faut le transcender le plus vite possible vers sa signification, sinon il devient, comme dit Renard, mystère. C'est sur ce point que joue la poésie moderne. La poésie mallarméenne est une sorte d'étonnement de langage. Et, d'ailleurs, qu'est-ce donc que l'Art (auquel s'apparente bien sûr la poésie), sinon un compromis douteux entre ce monde purement abstrait, un monde idéalement intellectuel et morne dans ses essences parfaites et intemporelles — ce monde habité par une intelligence surhumaine à la Bergson, — et puis une réalité brute, un monde barbare, fruste, que n'a défriché aucun entendement. La musique existe parce que nous hésitons entre une sorte de matérialité du son (un son-chose, si l'on peut dire) et un univers peuplé d'idéales harmonies musicales, d'un ordre parfait de notes, un monde platonicien de formes.

D'abord un son

Ainsi, tout part de cette opacité du langage. Le mot poétique a un poids qui le laisse en deçà de sa signification exacte et idéale, et cela sur de nombreux plans. Le mot poétique est son d'abord ; il est la traduction en musique d'une intention musicale, et il s'assimile à une musique générale du poème, musique sourde, lunaire de ce poème d'Eluard : « *La courbe de ses yeux fait le tour de mon cœur* », où le rythme même est un appel à l'intériorisation, où la construction spécialement évoque le rond de l'intimité amoureuse, avant d'expirer, lasse d'en avoir déjà trop dit, alors que la parole est vaine. Parfois d'ailleurs, la prose, sur ce ponit, devient poésie : tel page de Baudelaire (*les Paradis artificiels*, écrits en une langue qui se souvient de Bossuet), de Proust, où les multiples replis de la phrase construisent un cocon, un nid où ce grand malade se réchauffe. Telle page de Nietzsche aussi (*Ainsi parlait Zarathoustra*), dont la forme elliptique, dépouillée, heurtée, révèle une puissance sous-jacente, une force bandée, continue, qui n'attend que d'exploser *dans* une *flambée d'exaltation*, ou même dans l'ordre poètique *le Tombeau de Baudelaire*, par Mallarmé, que je rapprocherais de l'« héroïque » de C. Franck dont il a la contexture serrée, chaotique, comme s'il était en sursis d'abolition. Mais le mot lui-même — quelques-uns, — l'élément premier de cette unité musicale que sont le vers, le poème ou la phrase, contient une musique élémentaire : Bachelard, dégustateur de ces décharges poétiques, de ces « micro-bergsonistiques, de ces « micro-bergsonismes » que constituent les images poétiques, *insistait* sur la valeur du mot « rond » ou du mot « vaste ». De la musique il n'y a que le mouvement, mais un mouvement créateur d'être : le mot « vaste » est ainsi une invitation à sortir de son intimité, à se déployer dans l'immensité, à conquérir l'espace ; d'ailleurs, les musiques de compositeurs de la taille d'un Bach, d'un César Franck, sont des invitations à dilater son être, à saturer l'espace ambiant. C'est d'ailleurs surtout à propos de Wagner que l'adjectif « vaste » de Baudelaire)dans sa lettre à Wagner après l'audition de *Tannhaüser)* se trouvait justifié. De même, pour l'adjectif « rond », qui est aussi le prolégomène d'un mouvement, qui est invitation à s'arrondir soi-même (il n'y a qu'à remarquer comme l'a fait Bachelard, la sphéricité des lèvres *quand on le prononce*).

Mais il ne suffit pas de penser, comme un certain courant de critique (Meschonnic), le langage en antériorité. Cette origine que questionne Jean-Claude Renard en sa thèse et qui fait le mystère du verbe poétique trouve son ancrage dans la matière affective du poète. Il peut s'agir de souvenirs littéraires imprécis, mais dont restent un rythme, une consonance particulière. Prévost, je crois, critique de Baudelaire, montrait que la création n'est jamais totale, mais doit beaucoup aux emprunts, transformés ou non, assimilés, faits par un poète à d'autres auteurs. C'est ainsi qu'on se plaisait naïvement à croire qu'un Supervielle lisait avidement Mallarmé et Jammes, pour les réconcilier en sa poésie qui superpose le jeu des astres dans la nuit et la chaude présence de la famille autour de la toile cirée. Mais il peut être question encore de ces « cristallisations » à la Stendhal qui jouent particulièrement pour un Proust sur ce qu'il appelle lui-même les « *noms de lieu* ». C'est cette présence d'un velours violet à la conscience lorsque le petit Proust prononce le mot « Parme » ou l'image d'une cathédrale normande au nom du duc de Guermantes. Le mot est alors *invocation*, sorte d'appareil mnémotechnique, où se résume toute « *une saison morale* » dont Proust parle dans *Albertine disparue* comme l'a montré très précisément Barthes en ses *Nouveaus essais critiques*. On peut saisir ici toute la valeur strictement affective, souvent réservée à la compréhension douce et mélancolique d'un seul, le poète lui-même, qui se trouve en une poésie des noms propres, noms des lieux et des personnages *bibliques pour Vigny par exemple* dans son *Moïse*, ou plus particulièrement, et ici la poésie devient hermétique, dans *les Chimères*, de Gérard de Nerval : qui nous dira la signification de cette rose qui s'allie à la pourpre de la vigne, à la fenêtre de Sylvie ? Pour Leiris dans *Aurora*, dans *l'Age d'homme*, le nom propre est l'invocation d'un mythe personnel. Telle *Aurora* qui, symbole absolu de pureté, la conserve en broyant le monde dans le roulement mâle de ces deux « r », ou (...) Leiris lui-même, prêtre terrible d'une religion de sang dans l'enfer froid de l'acier sifflant, comme son seul sceptre, le couteau.

Une re-création

Ainsi, dans cette forme extrême qu'on doit aux surréalistes, le verbe se vait chair, comme dans la poésie de Ponge. Comme le suggérait Sartre, dans « L'homme et les choses » (*Situations I*), si le poète se préoccupe de décrire un objet dans la nature, et c'est la même chose pour Picasso ou même pour Cézanne (qui tous deux, par des voies différentes certes, renonçant à toutes conventions académiques, essaient de restituer l'objet dans son propre surgissement et reprosuisent ainsi de plus près la nature), dans le domaine pictural, il faut que sa transposition dans le domaine de *l'art soit comme dit Merleau-Ponty* dans *l'Œil et l'Esprit* « *son univers charnel* » : on assiste à une re-création, le poète, comme les narrateurs des romans de Breton, est un petit dieu. Chez Flaubert, dans *Bouvard et Pécuchet* principalement, on assiste à ce qui, plus tard, sera développé chez Ponge : à savoir que le mot attrape la chose par derrière, lui casse les reins et s'y substitue, si bien que l'imaginaire (la libre création de l'auteur, la libre et gratuite utilisation qu'il fait du langage) se confond avec la réalité, en se figeant, en se pétrifiant Le verbe chez Flaubert devient matière. Sur cette même voie, et d'une manière plus spectaculaire encore, chez Ponge le mot se confond à la chose : la chose *est* le mot, et le mot *est* la chose. Dans le *Verre d'eau*, le V et le U sont tous deux des récipients qui ajoutent à la certitude qu'il s'agit bien là d'un contenant. A la légèreté du « verre » s'ajoute la pesanteur de l'« eau » : on sait alors que le contenu a rejoint son contenant !

Il s'agit ici d'une pure et simple substitution. Nous imaginons alors quelle réalité physique peut recouvrir la « *possession* » dont parle J.-C. Renard. Il y va d'une sorte de préhension à travers le mot que le poète inscrit sur le papier. Parfois même cela ne va pas sans la joie sadique (...) de détruire la chose, toujours en la figeant par le mot, comme le montrait Blanchot : si je dis, « *cette femme est laide* », je cerne en *une essence indestructible*, éternelle, son apparence physique. Je néantise sa vie à cette seule définition. Cependant, la poésie ne se limite pas — et J.-C. Renard le sous-entend lorsqu'il utilise le pluriel à propos de « mot » — à cette nomination pure. Les mots s'organisent chez Ponge en de brefs poèmes en prose. Cependant, si les phrases de cette création plus prolixe qu'un simple mot n'ont pas la grandeur retorse, obscure et préhensive du mot, le poème, en sa synthèse, remplit la même fonction. Dans le « papillon » de Ponge (*parti pris des choses*), le poète ne s'aventure pas à un discours descriptif qui essaierait d'aller à la chose même : ce qui est vrai pour le mot, n'est pas vrai pour quelque chose de plus suivi, de plus construit, car dans ce cas son propos serait banal ou scientifique, voire inopérant.

Une nouvelle approche

L'objet poétique doit donc subir une nouvelle approche. Tout l'art du poète est alors de contourner la chose ou l'être vivant, sans d'ailleurs renoncer à un schéma explicatif (ce qui est agaçant chez Ponge) en inventant une historiette, un scénario, qui contourneront l'objet, se superposeront à lui ; cela, en le faisant récupérer par une subjectivité (en lui prêtant des intentions, des désirs, des caprices, etc.), ou en le donnant comme le produit d'un *pur hasard* (chez Ponge, la nature est pétrie de contingences, ou elle est capricieuse : ainsi le papillon est pour Ponge un « *pétale superfétatoire* », il n'obéit à aucun cycle biologique, il est un vagabond du jardin) ; c'est ainsi que le papillon, ami des sucs des corolles florales, est comparé à un lampiste qui va vérifier la réserve d'huile de chaque fleur. Mais ici la description qui sublime l'objet laisse deviner dans ce dépassement l'objet lui-*même : l'instabilité du papillon* est ainsi suggérée par le sens, de sa part, d'un devoir à accomplir, d'une charge dont il doit occuper les offices. Les mots, assemblés, forment ainsi au-delà du vers, de la phrase, un monticule à la courbure particulière de laquelle nous reconnaissons ce qu'il recouvre. Cependant, avec Ponge, de la transcendance inachevée et impossible d'un mot au fond encore inconnu, au poème en prose qui se résorbe en quelques équations dévoilant l'objet qui *constitue son* sujet, nous sommes montés d'un degré dans la souplesse langagière requise pour réaliser une complète substitution de la chose au mot : la langue ici s'intellectualise ; elle doit être abondante et diversifiée, alors que la poésie telle que la conçoit très certainement J.-C. Renard ne procède que par variations sur un même thème, comme ces peintres qui peignent toute leur vie le même modèle, n'épuisant jamais sa densité affective. Entre une poésie savante, souple, brillante, et une poésie lourde de significations jamais exprimées tout à fait, jamais épuisées jusqu'au bout, entre Ponge là et Pierre Emmanuel ici, le débat est toujours ouvert.

La nomination est l'acte par lequel l'homme s'approprie le monde en le faisant sien, en le pétrissant de son évidence intérieure, en le rapetissant en une miniature supervielliene à sa dimension humaine, afin de le donner à lire à tous ceux qui le veulent. *Cette emprise de significations* (Sartre, dans le premier tome de *Flaubert*, écrivait que l'univers humain est fait de significations) est pourtant sursitaire : que le poète écrive quand il en a encore la miséricorde, comme disait Proust malade à un jeune homme de lettres (...), c'est-à-dire quand il est à même de dépasser la matière vers l'esprit par un difficile exercice de transcendance. La mort, elle, n'est pas intelligente.

PASCAL BLANCHARD.

MÉDECINE

Selon l'O.M.S.

QUATRE CENT CINQUANTE MILLIONS DE HANDICAPÉS DANS LE MONDE

Genève (A.F.P.). — Dix pour cent de la population mondiale, soit quatre cent cinquante millions de personnes, sont gravement handicapés, et leur nombre ira croissant si des mesures concrètes ne sont pas prises dans le domaine de la prévention. C'est ce qu'a déclaré Mme Z.-L. N'Kanza, secrétaire exécutif de l'Année internationale des personnes handicapées, au cours d'une réunion qui a eu lieu cette semaine sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) à Genève.

Dans un communiqué publié le mercredi 13 août, l'O.M.S. précise que des efforts accrus sont à faire pour mieux informer les gouvernements et le grand public sur les conséquences, pour la vie communautaire, de l'existence de nombreuses personnes handicapées et sur les possibilités de réadaptation.

La réunion a d'autre part reconnu que la malnutrition et la sous-alimentation ont un effet direct sur l'incidence des retards mentaux. Les accidents de la route sont aussi à l'origine d'un très grand nombre de handicaps, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en *voie de développement*. (« *le Monde* » du 9 août.)

RELIGION

L'évêque de Roermond demande au pape d'intervenir sur la question de l'enseignement religieux aux Pays-Bas

De notre correspondant

Amsterdam. — Les querelles épiscopales entre « anciens » et « modernes » ont resurgi aux Pays-Bas, où l'unité des évêques était cependant censée être refaite après le synode extraordinaire de Rome, en janvier, consacré aux problèmes de l'Eglise catholique néerlandaise.

Mgr Joannes Gijsen, évêque de Roermond et adversaire résolu de tout « modernisme », vient de s'adresser directement à Jean-Paul II, lui demandant d'intervenir dans le conflit concernant l'enseignement religieux aux Pays-Bas, où, selon Mgr Gijsen, certains établissements prennent des libertés avec les normes décrétées par Rome.

En agissant ainsi, Mgr Gijsen s'est sciemment désolidarisé du compromis conclu par les évêques néerlandais, selon lequel ils s'abstiendraient de tout commentaire public sur les problèmes de l'enseignement religieux avant que la commission épiscopale créée pour les étudier ne termine ses travaux.

Mgr Gijsen était l'un des trois membres de cette commission, mise en place après le synode de janvier pour déterminer si les établissements religieux aux Pays-Bas dispensent un enseignement conforme aux préceptes de Rome, notamment dans le domaine de la formation des prêtres.

Après l'éclatement de cette commission du fait des agissements de Mgr Gijsen, l'impasse paraît totale dans les efforts, encouragés par Rome lors du « synode néerlandais », pour mettre fin à l'existence de deux tendances au sein de l'Eglise catholique néerlandaise.

En fait, il paraît peu probable maintenant que les établissements d'enseignement religieux puissent commencer la prochaine année scolaire avec des statuts et des programmes jouissant officiellement de l'approbation du Vatican. C'était à leur rédaction que s'était attelée la commission épiscopale à laquelle Mgr Gijsen a maintenant tourné le dos.

C'est au cours de la conférence mensuelle des évêques néerlandais à Utrecht que, mardi 12 août, Mgr Gijsen a informé les autres participants de ses démarches auprès du Saint-Siège, arguant, selon les rares informations données à l'issue de cette révision, qu'une solution satisfaisante du conflit n'était pas à la mesure de ce cadre étroit.

Comme dans le passé, c'est l'Ecole supérieure de théologie de Heerlen, située dans l'archevêché de Mgr Gijsen dans la province méridionale du Limbourg, qui a incité l'évêque le plus traditionaliste des Pays-Bas à avoir recours au Vatican. Ce qui est nouveau, cette fois-ci, c'est le refus de Mgr Gijsen de se soumettre à la volonté du conseil du synode extraordinaire, chargé de veiller à l'exécution des « ordres » du Vatican (1), et que les évêques néerlandais s'abstiennent de critiquer l'enseignement religieux pendant un temps déterminé.

Or, Mgr Gijsen avait, dès le début des travaux de la commission, dont il était membre, affiché son désaccord avec la réserve ainsi imposée, en refusant de nommer dans son archevêché un prêtre qui venait de quitter l'école de Heerlen, où, selon Mgr Gijsen, l'enseignement a trop tendance à mettre l'accent sur l'aspect séculier du sacerdoce.

Pour rétablir l'équilibre, Mgr Gijsen a fondé un séminaire « traditionaliste », il y a six ans, à Rolduc, dans le Limbourg, qui devrait faire également l'objet d'un examen par la commisison que Mgr Gijsen a maintenant quittée.

Les observateurs se demandent ce qu'il adviendra, dans ces circonstances, de la « remise en ordre » de l'Eglise catholique néerlandaise, telle que la souhaite le Vatican.

RENÉ TER STEEGE.

(1) Ce conseil est composé de deux membres élus par le synode (le cardinal Willebrands et Mgr Bluyssen) et d'un membre nommé par le pape (le cardinal Garrone).

L'évêque catholique du Swaziland meurt dans un accident de la route

Mgr Aloysius Swane, évêque catholique de Manzini (Swaziland), a trouvé la mort dans un accident de la route, le 9 août au soir, à l'âge de quarante-huit ans.

[Né le 6 mai 1932, Mgr Zwane a travaillé comme ouvrier en Afrique du Sud avant de rentrer au Swaziland, où il s'est converti au catholicisme. Après des études au grand séminaire Saint-Pierre d'Afrique du Sud, il est ordonné en 1964 et affecté dans le diocèse de Manzini.

Sa renommée internationale commence grâce aux nombreux voyages qu'il a faits dans cette période au Canada pour étudier les mouvements coopératifs, notamment agricoles, à Lusaka, à Nairobi et à Londres, où il a étudié spécialement les questions de communication sociale à la radio et à la télévision. En février dernier, il était à Genève pour participer à la conférence sur les droits de l'homme.

En 1976, il est ordonné évêque de Swaziland, après la démission de Mgr. Casalini. Sa première action d'évêque a été de créer le Council of Swaziland Churches (une institution œcuménique). Il a convoqué, d'autre part, une grande réunion nationale des catholiques, où il s'est adressé notamment aux laïques sur les priorités de l'Eglise de Swaziland. Juste avant sa mort, il venait d'être nommé président de la commission pour la communication sociale de la Conférence des évêques sud-africains Mgr. Zwane a toujours pris position en faveur des pauvres de son pays et des réfugiés venant notamment d'Afrique du Sud. Sa disparition a été douloureusement ressentie par l'ensemble au pays, où il était très aimé.[

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

Les événements de 1944 dans le Languedoc-Roussillon

Mme Geneviève J. Bounin nous écrit :

Dans une lettre publiée dans *le Monde* du 5 juillet, M. Gilbert de Chambrun indique que le commissaire régional de la République pour le Languedoc-Roussillon a refusé d'exercer le droit de grâce pour les jugements des cours martiales. Jacques Bounin a répondu par avance à cela dans ses Mémoires, *Beaucoup d'imprudences* (éd. Stock) dont Pierre Viansson-Ponté avait écrit (*le Monde* du 26 juin 1974) qu'elles apportaient un récit « *direct et vif, respirant la franchise* ».

Commissaire de la République désigné dès octobre 1943, J. Bounin a su quels traitements « *d'une indicible horreur* » avaient subi ses compagnons de lutte, notamment à cause des miliciens dont « *le sadisme s'est élevé au paroxysme* ». Mais, s'il a reconnu que la justice ne pouvait être belle à l'été 1944, il a donné deux précisions :

1) Pour les cours martiales, elles étaient sous l'autorité militaire et le droit de grâce relevait donc du commandant régional des Forces françaises de l'intérieur ;

2) Une cour de justice civile a été installée à Montpellier dès le 11 septembre 1944 et, pendant plus de deux mois, Jacques Bounin a dû exercer le droit de grâce, ce qu'il a fait en commuant la peine de mort pour toutes les femmes et les condamnés mineurs.

Plus tard, après les incidents d'Alès et de Nîmes, nés en partie de grâces présidentielles généreuses, un enquêteur est venu dans la région du Languedoc ; son rapport a été publié par le général de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, et il se passe de tout commentaire : le commissaire de la République Bounin « *a fait tout ce qui était de son devoir, et en son pouvoir, dans les conditions où il était placé* ».

IGION

HISTOIRE

Le Monde

Le Monde DES LIVRES

Les souvenirs en spirale de Jean Guitton

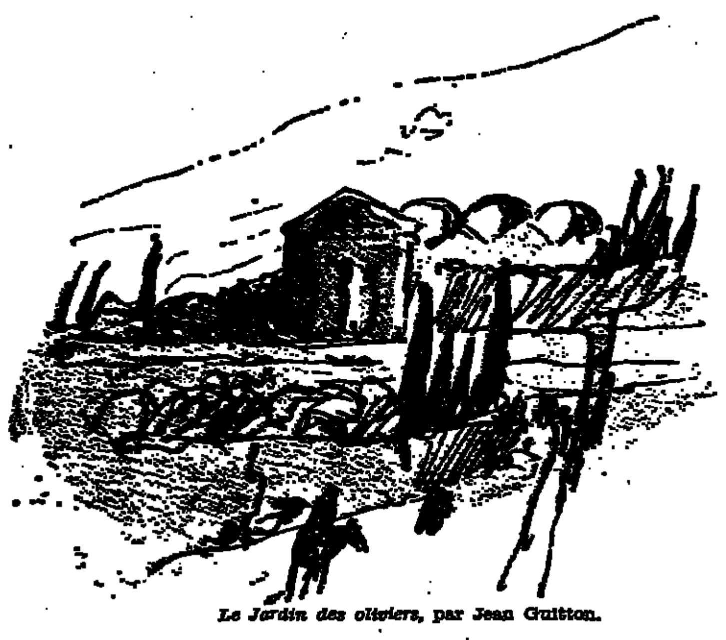
● *M. Pouget, Bergson, la parapsychologie et la peinture...*

CERTAINS se demanderont peut-être si ces souvenirs parlés étaient nécessaires, quand il s'agit d'un écrivain qui se présente en déclarant d'emblée : « *Je suis un être autobiographique.* » De ce qu'il est, de ce qu'il a vécu, n'a-t-il pas donné tout ce qu'il voulait dans ses livres ?

Poser cette question, c'est méconnaître la portée de ce retour à soi, à l'heure où Jean Guitton voit publier ses *Œuvres complètes* (chez Desclée de Brouwer). Car, à mesure que nous avançons en âge, c'est un nouveau regard que nous portons sur notre vie : si le travail intérieur et l'action du temps nous ont rendus plus fins, plus attentifs et plus limpides, le sens de ce qui est notre destinée apparaît plus clair, et de mystérieuses évidences se révèlent : ainsi « un être autobiographique » n'en a jamais fini avec l'unité et la multiplicité de sa vie et de soi. « *Lorsqu'on avance dans la vie (si l'on n'est pas stérile et engourdi), on doit trouver du nouveau. C'est un peu comme dans une ascension où l'on monterait en spirale le flanc d'un volcan. On repasse par les mêmes endroits, mais à des altitudes toujours supérieures.* » (...) « *Vous me demandez de vous dire mon sentiment en voyant paraître mes* Œuvres complètes. *D'abord, étant donné que je ne suis pas mort, ce ne sont pas des œuvres « complètes », et je pense les compléter encore.* »

« J'étais né disciple »

Les « souvenirs en spirale » de Jean Guitton apparaissent comme un effort de plus pour « compléter » le travail de toute une vie — car tout ce qui vit est inachevé, et le rôle du philosophe n'est-il pas d'aller le plus loin possible dans le sens d'un achèvement qui est élucidation et docilité au réel ? Cette élucidation, dans la jeunesse, a besoin d'aide et d'exemples. « *J'ai toujours cherché un maître* », dit Jean Guitton, qui trouve cette formule : « *J'étais né disciple.* »



Le Jardin des oliviers, par Jean Guitton.

Cependant, lui qui a découvert M. Pouget, dont il a laissé un magistral portrait, lui qui a suivi l'enseignement de Bergson, dont il a célébré la figure, on ne peut pas dire qu'il ait subi l'influence de ces maîtres : il serait plus juste de noter que le disciple avait choisi ses modèles en fonction des besoins qu'il pressentait en lui-même, demandant aux maîtres qui l'attiraient une incitation à être pleinement soi, et rien d'autre. Ainsi M. Pouget, le « savant » et « saint » aveugle à qui Jean Guitton s'était présenté à vingt ans pour lui faire la lecture, a joué un rôle déterminant dans la formation du jeune philosophe en lui donnant l'exemple de la plus haute exigence intellectuelle : car pour lui la principale faute était la paresse de l'esprit, qui dispose de tant de ruses.

De Bergson, Jean Guitton livre un mot admirable : « *Il me donnait des conseils sur la manière de faire ma thèse. « Ne » vous préoccupez ni du plan ni » de la composition, cherchez » surtout à assurer votre vie » intérieure. Et quand votre vie » intérieure sera forte, vous » achèterez du papier, vous écri- » rez et vous rassemblerez ce que » vous aurez écrit : ce sera un » très beau livre.* » Bergson ne se comportait pas en professeur qui pose sa marque sur l'élève : « *Il vous parlait sans hâte, comme si vous étiez un univers. Surtout, il augmentait en vous la puissance d'être vous-même, la joie créatrice.* »

Cette ouverture de Bergson à l'autre, son intérêt et son respect pour la singularité d'un esprit et d'un caractère, sont parmi les traits essentiels de ce philosophe, dont Jean Guitton peut dire : « *Son idée (qui fut développée par Jacques Chevalier) était que l'unique science n'est pas celle du général, de l'universel, de ce qui recommence toujours, mais qu'il existe une connaissance de l'individuel, de ce qui est unique en son genre, qui ne recommence jamais. Ce sont les choses qui ne se sont produites qu'une fois et qui méritent le nom de « singulier » qui devraient être un des objets fondamentaux de la connaissance.* »

Cette conviction porta Bergson à s'intéresser aux faits qui ne sont pas tenus pour objets de « science », « *phénomènes paranormaux, métapsychiques* », qui ont retenu aussi l'attention de Gabriel Marcel, et que Jean Guitton lui-même ne cesse d'interroger. « *Quelle est la différence entre un esprit clos et un esprit ouvert ? C'est que l'esprit clos décrète d'avance quels sont les objets auxquels il ne s'intéressera jamais... Au contraire, si l'on raconte à un esprit ouvert qu'un homme est ressuscité, il dira : « Après tout, pourquoi pas ? »*

Découvrir des trèfles à quatre feuilles

Jean Guitton se souvient de la façon vraiment extraordinaire dont sa femme retrouvait les objets égarés sans les avoir cherchés, comme aussi il lui suffisait de se baisser pour découvrir des trèfles à quatre feuilles. Et certes, ramasser un trèfle à quatre feuilles n'est pas en soi une grande découverte — mais trouver sans chercher, comme se souvenir de ce qui n'est pas encore arrivé, voilà qui demande à être étudié de près, et à tout le moins observé avec attention. « *La mémoire la plus profonde est une mémoire de toute notre destinée* » : c'est dire qu'à un certain niveau de connivence avec soi-même, aujourd'hui est signe de demain, autant que d'hier.

JOSANNE DURANTEAU.

(Lire la suite page 11.)

La guerre au cœur de la science-fiction

● *Après l'amour fou, les jeux virils du casse-pipe.*

LA guerre, classique ou nucléaire, chaude ou larvée, totale ou codifiée, impérialiste ou défensive, est un des principaux ressorts de la littérature de science-fiction. Deux passionnants romans *le Naguen*, de Jean Hougron, et *la Guerre olympique*, de Pierre Pelot, et un non moins excellent recueil de nouvelles, *La troisième guerre mondiale n'aura pas lieu*, anthologie réunie par l'Américain Joe Haldemen, en administrent une fois de plus la preuve.

Après la phase « amour fou » des années 60, où les humanoïdes de tous pelages pratiquaient un coït ininterrompu, nous voici revenus aux jeux virils du casse-pipe. Virils ? Voire... Dans la nouvelle vague en science-fiction, les femmes ne se contentent plus du rôle passif de faire-valoir : les héroïnes musclées sont aujourd'hui sur tous les fronts.

Ce ne sont plus seulement, comme l'indiquait Marx dans son *Manifeste*, les hommes libres qui s'opposent aux esclaves, les patriciens aux plébéiens, les barons aux serfs, mais les humains aux extra-terrestes, les mâles aux femelles, les êtres de chair et de sang aux machines, les oppresseurs de tous bords à d'autres oppresseurs plus venimeux encore.

Si Hougron, dans *le Naguen*, adopte les formes très classiques du « space opera galactique », sa description minutieuse de deux sociétés hégémoniques très différentes, aussi peu soucieuses l'une que l'autre du bien-être de leurs colonisés, reste sans égale. Plus de contrastes simplistes : en trente-deux ans de guerre, les sociétés rivales se transforment en profondeur, se stratifient, deviennent elles-mêmes des superarmes. A travers le récit du héros-renégat Dreik torturé par les siens, Hougron brosse le tableau de deux cultures sclérosées dans leur haine.

Le retour au combat des Horaces

Pierre Pelot, dans sa *Guerre olympique*, se limite plus modestement à la surface de notre vieille et belliqueuse planète : « *La douzième guerre olympique de 2222 oppose comme à l'accoutumée le camp Blanc et le camp Rouge, le camp Blanc regroupant les Etats et les nations de la confédération libérale, le Rouge les Etats et les nations de la fédération socialo-communiste. (...)La douzième guerre olympique comptera un minimum de neuf millions de victimes. C'est prévu, calculé.* »

Finis les guerres stupides, le napalm, la bombe atomique ! Finis les excès démographiques, la pollution sauvage et les révolutions ! Tous les deux ans, les champions surentraînés des deux blocs s'affrontent dans une lutte à mort. Au moment de la victoire, neuf millions de déviants et de délinquants de la fédération vaincue meurent rapidement, proprement, quand une capsule introduite préalablement dans leur cerveau explose sous l'impulsion de l'ordinateur central. Les encapsulés du camp vainqueur (ceux du moins qui ne meurent pas de peur), libérés de leur prothèse mortelle, n'ont rien de plus pressé que de se transformer en citoyens modèles. Le système, clos et logique, fonctionne à la perfection.

Pierre Pelot, jeune étoile variable de la science-fiction française, maîtrise dans ce dernier roman toutes les ficelles du suspense. Il saisit ses héros juste avant l'holocauste : deux condamnés, morts en sursis de chaque camp, aussi sympathiques et pitoyables l'un que l'autre, et un super-champion de l'Occident, bête de combat dopée jusqu'aux oreilles et tout aussi pathétique, en route vers la sanglante finale. Officiels et spectateurs, industriels du spectacle et du sport, politiciens, tous — moins neuf millions de personnes — communient dans la même ardeur, sous les écrans de télévision géants des stades. Ces jeux olympiques ne connaissent pas le boycottage.

Un éventail de thérapeutiques

Bellicisme français, pacifisme américain : au féroce et somptueux *Naguen* de Hougron, à la parodie grinçante de l'olympisme dans la joie réalisée par Pelot, Joe Haldeman oppose dans son recueil un éventail de thérapeutiques destinées à guérir définitivement notre soif de sang. Ses solutions sont toutes plus étranges — et plus fantaisistes — les unes que les autres.

La guerre, Haldeman connaît : il l'a faite. Appelé au Vietnam en 68, il saute sur une mine. Rapatrié, il se met à publier régulièrement des nouvelles de S.F. où s'affirme son obsession : plusieurs d'entre elles, réunies sous le titre *la Guerre éternelle*, obtiennent en 1974 le prix Hugo et le prix Nebula, les deux plus hautes distinctions de la S.F. anglo-saxonne.

« *Quand j'ai demandé à dix auteurs une contribution à cette anthologie*, avoue Haldeman, *je n'espérais pas que beaucoup d'entre eux me soumettraient de vraies solutions de remplacement à la guerre.* » En effet, les alternatives proposées laissent rêveur ; dans la nouvelle de Poul Anderson. *Nous vivons des temps d'avant le talion*, la guerre entre nations a fait place à l'assassinat programmé, toléré, des chefs adverses : plus de conflits généralisés, mais un terrorisme massif cautionné par les Etats et les peuples.

Dans *le Mercenaire*, de Mark Reynolds, les multinationales ont pris le relais des états-majors et organisent la réédition non simulée des grands massacres du dix-neuvième et du vingtième siècle. Le vainqueur conquiert le marché du vaincu. Quand au paisible « royaume de Dieu » promis par les textes sacrés, il faut attendre l'arrivée d'un messager extra-terrestre pour qu'il se réalise sur Terre, dans le très beau récit de Damon Knight. Autant dire que ce n'est pas pour demain.

Pessimisme ou lucidité ? L'univers de la S.F. n'échappe pas à l'éternel débat. Dans les années 50, le choix était clair, prédéterminé. Il y avait les bons (nous) et les méchants (les autres). Ces derniers s'appelaient indifféremment les Rulls, ou les Ross, ils étaient bien organisés, malins, mais les bons finissaient par l'emporter grâce à leur sens civique et à leur amour fanatique pour la démocratie libérale. Finis ces temps heureux. Les méchants restent méchants, mais les bons le deviennent. Prenons-en notre parti, et, tant que notre mauvaise conscience toute fraîche d'ex-colonisateurs produit des récits d'une telle qualité, ne nous plaignons pas.

ALEXIS LECAYE.

★ LE NAGUEN, de Jean Hougron Edit. Plon, 326 pages. Environ 63 F.

★ LA GUERRE OLYMPIQUE, de Pierre Pelot. Edit. Denoël, 312 pages. Environ 19 F.

★ LA TROISIEME GUERRE MONDIALE N'AURA PAS LIEU, anthologie de Joe Haldeman, coll. « Le livre d'or de la science-fiction ». Edit. Presses Pocket, 336 pages. Environ 15 F.

« LES NOCES ORIENTALES » de Bertrand d'Astorg

Un périple éblouissant

J'AI d'abord découvert *les Noces orientales* dans un survol rapide, comme il nous arrive souvent d'en user, pour humer un livre, et savoir simplement de quoi il retourne. Le titre de celui-ci, en dépit de sa charge affective, n'était pas explicite et je ne connaissais guère Bertrand d'Astorg. Je le savais l'auteur du bel essai, *le Mythe de la Dame à la licorne*, ami de mon vieil ami Pierre-Henri Simon qui suivait son œuvre, et rattaché d'une manière pour moi imprécise à l'état-major d'Air France. Un esprit curieux de mythologie, une culture humaniste, et sans doute le goût et l'habitude du voyage propres à qui touche de près l'aviation, c'est ainsi que je le situais.

Des pages que je feuilletais, je voyais s'échapper des dizaines et des dizaines d'histoires venues du fond des temps ; reprendre chair des héroïnes antiques à travers les poètes qui les avaient chantées, Didon, Médée, Cléopâtre, Salomé ; se dérouler d'anciennes chroniques prestigieuses — celles qu'on réédite actuellement dans des collections de poche — comme *le Voyage à travers la Chine* de Marco Polo (Maspero), *le Voyage en Orient* de Gérard de Nerval ; ou des œuvres archicélèbres et totalement ignorées aujourd'hui comme celles de l'Arioste et du Tasse ; surgir les grandes toiles d'Ingres, de Delacroix, de Gustave Moreau, des estampes chinoises...

A quel merveilleux périple à travers les arts et les littératures grecque, latine, médiévale, française, étrangère, biblique, arabe, nous conviait-on ici ? Quel était ce livre qui lisait pour nous tant de livres en nous donnant envie de les lire ou relire ? Je mis *les Noces orientales* de côté, comme une chose rare et précieuse, pour un temps de lecture plus aéré.

JE viens de le reprendre de bout en bout. La même séduction s'en dégage et pour les mêmes raisons auxquelles d'autres s'ajoutent, plus subtiles. Ce voyage, s'il sinue beaucoup entre les siècles et les créations, a un but : l'Orient proche ou lointain qui a si fortement tenté l'homme d'Occident, et l'auteur lui-même, dès ses premières traductions de Virgile. Les humanités classiques avaient du bon quand, intelligemment conduites, elles provoquaient ces passions chez un enfant.

Bertrand d'Astorg mêle ses souvenirs à son inventaire, d'où le ton personnel de cette enquête qui eût pu être froide. Il n'hésite pas à raconter les œuvres, plus ou moins mortes, qu'il repère pour restituer leur enchantement, celui-là même qu'il a éprouvé à les lire et qu'il retrouve en les commentant. Une gourmandise, une ivresse, des plus communicatives ! Et sur ces œuvres, toute une masse d'informations, d'anecdotes qui les réinsèrent dans leur temps ou les suivent dans leur vie posthume.

par Jacqueline Piatier

Que n'apprend-on dans ce délicieux survol, à la fois érudit et soulevé de remarques fines, parfois ironiques ! Salomé n'a commencé à hanter les artistes qu'en 1860. Mais alors quelle insistance ! Auparavant les siècles trop chrétiens n'avaient pas osé, à cause de Jean-Baptiste, toucher à son image. Marco Polo a franchi la Muraille de Chine sans même l'apercevoir. C'est en lisant le récit de son voyage que Christophe Colomb a conçu son expédition. *Le Bain turc* d'Ingres, reflet de tous les désirs occidentaux du harem et fantasme d'un vieillard de quatre-vingts ans qui comme tous les patriarches rêve d'odalisques, Claudel le qualifiait de « *galette d'asticots* ». Pourquoi le *Vathek* de Bedford n'a-t-il jamais tenté un cinéaste ? La Médée d'Euripide sort d'un fait divers sicilien tandis que celle de Sénèque, prêtresse noire, annonce les héroïnes de Sade...

Ainsi jouent les œuvres les unes sur les autres. Elles se reprennent, se parodient, se métamorphosent. Camoens, dans *les Lusiades* qu'on ne lit plus, transforme en *Enéide* le périple de Vasco de Gama autour de l'Afrique dont Alvaro Velho a laissé la chronique, et la dure réalité devient poésie. Inversement l'imaginaire trahit l'impuissance sexuelle du héraut. La rencontre entre Cléopâtre et Antoine, que Shakespeare a somptueusement mise en scène, on la retrouve aussi dans nos chansons de voile.

UNE interrogation fondamentale retentit à travers le livre. Que vont-ils chercher, tous ces Occidentaux, dans l'Orient éblouissant et fatal ? Un jardin des délices, une terre de libération, voire de transgression, des trésors inépuisables, un Paradis retrouvé, l'établissement d'un seul empire sans frontières, l'espoir de l'unité perdue ? L'image qu'ils en rapportent oscille du rose au noir. Car ces lointains chargés de visions édéniques apportent aussi des visions de cauchemar et des massacres perpétrés par les hordes. Aujourd'hui où le mirage s'exerce toujours, il possède la même ambivalence : la drogue, Katmandou, la violence ou la réconciliation de soi avec le monde. Cette tension entre l'harmonie et le chaos, Bertrand d'Astorg la voit matérialisée par ces jardins chinois, sur les vieilles estampes, où les bosquets idylliques alternent avec les grottes ténébreuses.

Il souligne la place qu'occupe la femme dans ce désir d'une fusion entre deux mondes. La femme est l'intercesseur privilégié. « *Amoureuse elle sauve le naufragé ou le vaincu du massacre pour l'élever au rang d'hôte ; en pays conquis elle échappe, par sa séduction, au rapt et à l'esclavage et s'élève au rang d'épouse... Le récit de voyage européen est épithalame à l'origine.* » Bertrand d'Astorg voit partout des « noces » individuelles ou collectives. Mais ces unions tournent mal. Voir Didon, Médée, Cléopâtre... Elles sont tragiques. Les « noces de sang » n'ont abouti qu'à la déception. De là à souhaiter d'autres noces, celles-là spirituelles...

AINSI une nostalgie se dégage de ce livre, qui se termine par un finale admirable autour de la mer Rouge. Contrée de pierre, de sable, de sel que la soif domine. Bertrand d'Astorg y convoque Gérard de Nerval, la reine de Saba, ce Rimbaud qui a lesté d'or ses semelles de vent et Nizan et Malraux et Teilhard de Chardin... Sur les bords hostiles de cette mer qu'unissait autrefois le royaume sabéen, trois monothéismes aujourd'hui s'opposent. Le désir de Bertrand d'Astorg serait de les voir s'unir, vieux rêve qui fait écho au rêve d'autrefois...

Alors le guide n'est plus guide, il s'est fait poète.

LES *Noces orientales* allient l'originalité d'une recherche au plaisir constant de la lecture. Fouillant un imaginaire collectif au gré de sa fantaisie et de son étonnante culture, l'auteur, d'une allure élégante et classique, bien qu'il pose aux œuvres d'antan les questions d'aujourd'hui, nous entraîne dans un périple où de place en place surgissent de merveilleux spectacles. Pour les relier entre eux son fil d'Ariane est peut-être un peu flou. Mais cet essai est rêverie et non pesante étude. On en sort ébloui.

★ LES NOCES ORIENTALES, de Bertrand d'Astorg. Le Seuil, 256 pages, environ 65 F.

lettres étrangères

L'Iran vu par ses écrivains

● *Une précieuse anthologie de nouvelles contemporaines.*

REUNISSANT et traduisant un choix de nouvelles d'écrivains iraniens contemporains (ou presque), Gilbert Lazard fait œuvre utile, voire nécessaire. On a beaucoup parlé de l'Iran ces derniers temps, et de mille façons. On a montré Téhéran de diverses manières. Certains ont dévoilé l'Iran de la richesse, de la modernisation accélérée, de l'occidentalisation déterminée. D'autres ont insisté sur l'Iran traditionnel et religieux : celui de l'islam et des ayatollahs. D'un côté, la tradition maintenue. De l'autre, la tradition rompue.

C'était méconnaître deux faits d'importance : la pauvreté et le retard culturel de tout un peuple provincial vivant comme en marge du monde actuel, ou venant s'entasser dans les faubourgs de la capitale. Et, d'autre part, l'accord difficile, que les meilleurs esprits d'Iran recherchent, qui pourrait et devrait se faire entre la tradition et le progrès. Le vrai problème est là.

A la littérature persane classique, qui a des siècles d'existence, une autre littérature s'est substituée dans notre époque. Une littérature à la fois accordée à la littérature d'hier, et tentée par des exemples pris à l'étranger (et principalement à l'Occident). A l'origine de ce renouveau, il faut situer Sâdegh Hedâyat, qui s'est suicidé à Paris en 1951, à l'âge de quarante-huit ans, et dont nous connaissons une grande œuvre (qui enthousiasma André Breton) : *la Chouette aveugle.*

Hedâyat est représenté, dans cette anthologie, par six nouvelles d'un ton extraordinaire. Pour ma part, j'ai songé, les lisant, aux *Veillées du hameau* de Nicolas Gogol. Le réel, ici, est saisi au ras des choses et du quotidien, mais la puissance fabulatrice de Hedâyat est telle que le réalisme minutieux qui est le sien bascule dans le fantastique. L'ironie pessimiste, corrosive mais tonique, toujours au travail dans les textes de cet écrivain majeur, montre mieux, de l'intérieur, ce qu'est le peuple d'Iran que cent reportages sur le même sujet.

Les quatre autres auteurs représentés dans *Nouvelles persanes* sont manifestement de l'école de Hedâyat. Les thèmes se répondent : celui de la *femme*, celui du nationalisme, celui de la religion. On saisit l'Iran comme une volonté d'ouverture, et, en même temps, comme un repli sur soi. Lorsque la révolution de 1905 obligea les femmes à abandonner le tchador et les hommes le costume traditionnel, ce ne fut pas une explosion de joie. Un récit de Djalâl Aleahmad montre qu'alors les hommes et les femmes se vêtirent *clandestinement* — et malgré la police — selon les lois coutumières. Trait éclairant !

Il y a une fierté naturelle à un peuple qui a deux mille ans d'histoire derrière lui. Cela crée un nationalisme chatouilleux : le mépris des Arabes en est une conséquence manifeste. Mais ce nationalisme est également critique. Un Iranien peut vous dire beaucoup de mal de son pays, mais osez critiquer à votre tour, et condamner un point de détail, et vous le verrez prendre fait et cause même pour les absurdités de la tradition. C'est ainsi. Tout cela se voit à merveille dans les *Nouvelles persanes.*

Cependant, le lecteur s'abuserait en jugeant qu'il s'agit, ici, de textes documentaires. C'est à l'inverse : c'est de la littérature, et de la meilleure. Ce qui nous est donné à voir, c'est l'*intérieur :* la fantasmagorie d'un peuple, ses fantasmes coutumiers, ses fidélités et ses tentations. Bref ! ce qu'il y a de bon et ce qu'il y a de mauvais dans un pays qui se cherche. Ce livre offre un voyage (un voyage immobile, un voyage de lecture) indispensable aujourd'hui.

HUBERT JUIN.

★ **NOUVELLES PERSANES, L'IRAN D'AUJOURD'HUI EVOQUE PAR SES ECRIVAINS. Choix de textes. Traduction et présentation par Gilbert Lazard. Editions Phébus, 256 pages. Environ 57 francs.**

Un poète subversif du VIII[e] siècle

● *Les deux passions d'Abû-Nuwâs.*

Frère buveur, lève ton verre
à la santé des beaux garçons
au ventre plat, la taille fière,
la joue où luit le raisin rond !
Buvons à nos amours sorcières,
à leurs beaux yeux si attirants,
et que, dans son éclat brillant,
la Beauté coule dans nos verres !

Voici un poème écrit il y a douze siècles. Il est d'Abû-Nuwâs, le plus grand poète arabe. Ce chant d'amour, cette audace, sont impensables aujourd'hui dans le monde arabe, où la production littéraire est soumise à la censure politico-religieuse et à l'autocensure. Et pourtant Abû-Nuwâs est encore très lu. Il a acquis la dimension du mythe classique.

Né vers 747 dans le Khouzistan, dans le sud-ouest de l'Iran actuel, près de la frontière irakienne, Abû-Nuwâs était un « *zandiq* », c'est-à-dire un libre penseur, un poète jouisseur et provocateur, scandaleux et audacieux. Il vivait pour deux passions : l'amour des beaux garçons et le vin. C'était aussi un chasseur. Il a écrit de très beaux poèmes cynégétiques, qui ont par la suite fortement inspiré Al Mutannabi, qui est né à Kufa, cent ans après la mort d'Abû-Nuwâs, et qui marqua le dixième siècle arabe.

Porté à l'ironie et à l'humour féroce, il est en fait l'héritier d'une longue tradition de la poésie anté-islamique qui a célébré l'érotisme et le vin. D'après Vincent Monteil, qui l'a remarquablement traduit : « *Pour Abû-Nuwâs, le vin n'est pas seulement délectable en soi : il est surtout le prologue obligé des amours épicènes, où les jeunes garçons jouent le rôle principal.* »

A l'époque, le poète — même s'il était contestataire — vivait aux crochets des mécènes. Abû-Nuwâs a été, comme tant d'autres, un courtisan et un poète de cour, chez le calife Harun al-Rachid notamment. Il se payait aussi le luxe de mêler l'éloge à la diffamation. Il connut ainsi la disgrâce des princes et la prison. Ses panégyriques sont tissés de sarcasmes et de dérision. Ses satires politiques sont célèbres.

Mais l'image la plus populaire d'Abû-Nuwâs est celle du libertin, chantre de la joie de vivre, le poète bohémien qui a écrit trois cent vingt-trois « chansons à boire » *(khamriyyât)*. Il a laissé derrière lui la réputation d'un ivrogne et d'un pédéraste qui a osé chanter la beauté et l'ivresse dans un monde arabo-islamique. Il a consacré sa vie à deux passions, condamnées toutes les deux par l'islam.

Dans la sourate *les Poètes* (XXVI), il est dit à propos de l'histoire de Loth, dans le verset 165/66 : « *Accomplirez-vous l'acte charnel avec les mâles de ce monde et délaisserez-vous vos épouses que votre Seigneur a créées pour vous ? Oui, vous êtes un peuple transgresseur* » (trad. Blachère).

Abû-Nuwâs est un poète de la transgression. Il scandalise les défenseurs de la vertu et de l'ordre par sa liberté et la crudité du vocabulaire utilisé. Point de symbolisme ni de détour. Même ses images sont transparentes. Pour dire son homosexualité, il écrit : « *L'homme est un continent. La femme, c'est la mer. Moi, j'aime mieux la terre ferme.* » L'important, pour lui, c'est le miracle de la beauté. D'où la présence aussi dans ses poèmes de figures androgynes : « *Aussi bien que de fille, elle sert de garçon* (ghulâmiyya) ». Les rares femmes dont il parle sont des chanteuses et danseuses, celles mêlées à la marginalité.

Vincent Monteil cite souvent dans son introduction des poètes qui n'ont probablement pas lu Abû-Nuwâs, mais participent de la même exigence et de la même liberté : Villon, Verlaine, Rimbaud et Baudelaire.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ **LE VIN, LE VENT, LA VIE d'Abû-Nuwâs. Choix de poèmes traduits et présentés par Vincent Monteil ; calligraphies de Hassan Massoudy ; coll. « La bibliothèque arabe ». Sindbad éditeur, 200 pages. Environ 55 F.**

la vie littéraire

Paul Neuhuys : un « non » dans les lettres

Ceux qui ont lu la collection complète de la revue *Ça ira !* publiée à Anvers, de 1920 à 1923, et rééditée aux éditions Jacques Antoine, se souviennent au moins du « numéro Dada », qui, dès novembre 1921, réunit des contributions de Picabia, Péret, Eluard, Ribemont-Dessaignes, Pansaers. Pas si mal : publier cela dans *la Ville humide*, de Max Elskamp !

L'un des animateurs de *Ça ira !* Paul Neuhuys, vit toujours et, aux dernières nouvelles, il ne regrette rien de sa jeunesse. Pis encore, il a publié un livre de poèmes il y a trois ans, *Octavie*, où il affirmait avec pas mal d'insolence que « la vieillesse fait naître des idées stupéfiantes ».

Le florilège de ses recueils, intitulé *le Pot-au-feu mongol*, qu'il publie aujourd'hui chez Belfond, enjambe le siècle, de 1914 à 1977, et montre que Neuhuys, avant Dada comme après, a toujours pratiqué une façon désopilante et douloureuse de regarder le monde des vivants, avec ses tramways jaunes et ses lampes à arc.

L'absurde, le grand mot doit être lâché, même s'il le tient en laisse, montre le bout de son nez entre les regards, les rues et les gouttes de pluie. Mais quel entêtement à le mettre en boîte, pour ainsi dire ! On voudrait que ceux qui ont perdu le goût des boissons fortes et des cigarettes âcres prennent la peine de découvrir un homme à qui les commentaires ni les louanges n'ont fait tourner la tête. Il s'en est passé jusqu'à aujourd'hui.

Il s'est aussi connu mieux que personne : « *Poète sans beaucoup d'audience, je me suis fait un « non » dans les lettres.* ». — R.S.

« Rencontre avec F.-J. Temple »

La revue *Entailles* consacre un récent numéro à une « Rencontre avec F.-J. Temple ». Il s'agit pour Philipe Nadal, l'animateur de la publication, de prouver que, au-delà du traducteur de Tennessee Williams, de Neal Cassidy et bien sûr de Miller, au-delà du biographe de D.H. Lawrence et du révélateur de la correspondance Delteil-Miller (Belfond, 1980), il existe en F.-J. Temple un romancier et un poète authentiques. A travers un long et riche entretien, nous apparaît un écrivain écorché vif, à « *l'état d'esprit apocalyptique* » et toujours prêt à répéter qu'« *il existe une communauté méditerranéenne à reconstruire* ». Cette revue, qui comporte une partie anthologique faisant écho aux thèmes développés par Temple, sera précieuse à qui se propose de relire aujourd'hui un roman comme *les Eaux mortes* (Albin Michel, 1975), ou un recueil de poèmes comme *Foghorn* (Grasset, 1975), ou de découvrir le prochain roman de F.-J. Temple intitulé *Un cimetière indien*, dont on lit quelques bonnes feuilles dans la présente livraison d'*Entailles*.

DIDIER POBEL.

★ Revue *Entailles*, n° 11-12. Puits des Esquilles, 34 Montpellier (130 pages).

« Uniformes »

Avec sa cravate kaki foncé, sa ceinture de flanelle blanche, son « pantalon golf », ses bandes molletières, ses brodequins de marche modèle 1917, le fantassin français du printemps 1940 n'avait pas vraiment fière allure. D'où, pourquoi pas, la défaite.

Argout-Editions, qui publie la *Gazette des armes et des uniformes*, sort un numéro hors série, réalisé par François Vauvillier, et consacré à « *ces soldats sans armes qu'on avait habillés pour un autre destin* ». C'est un document qui en dit long sur un épisode refoulé de notre histoire, où le tragique et le grotesque vont de pair.

On a oublié que 124 000 soldats français sont tombés en mai-juin 1940, au terme de « *huit mois de belote et six semaines de course à pied* ». François Vauvillier, sans manquer un bouton de guêtre, nous donne à voir ce qu'était cette armée perdue dans une guerre que ses chefs n'avait ni prévue ni préparée. Rien ne lui échappe, et même les indifférents apprendront avec un sourire que le kaki français, surnommé « drap moutarde », était obtenu avec du jaune d'anthracène tiré sur mordant au chrome.

R. S.

Karthala, une maison d'édition pour le tiers-monde

Karthala (du nom d'un volcan des Comores), créée par Robert Ageneau, l'un des fondateurs de l'Harmattant, vient de publier son premier ouvrage *le Bal des caïmans*, roman d'un jeune Camerounais de vingt-six ans. Cette nouvelle maison d'édition, principalement orientée vers le tiers-monde, a choisi comme vocation principale les rapports Nord-Sud afin de « *dévoiler comment nos destins sont aujourd'hui, et de plus en plus, liés à la dimension internationale, et comment nos propres choix de société et de personnes dépassent à leur tour l'horizon de notre pays* ». A noter également parmi leurs collections en chantier : « Chrétiens en liberté », « La parole aux anciens » et « Sarabande », destinée aux enfants. Karthala crée également une agence photographique. (Karthala, 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris, tél. : 331-15-59.)

Vivre à Samarcande

● *Une incursion dans l'Asie centrale soviétique d'aujourd'hui.*

L'AFGHANISTAN, qui mobilise à juste titre l'attention internationale, ne devrait pas faire oublier les autres pays de l'Asie moyenne : cet Ouzbékistan, par exemple, que, n'était l'échelle de la carte, on pourrait dire son voisin. Un livre récent vient de jeter un utile éclairage sur la vallée du Zerafchan. Cet « épandeur d'or » trace entre le Syr-Daria et l'Amou-Daria une sorte d'« arbre de vie », dans un environnement que seule l'énergie des hommes sauve de l'aridité.

Les Ouzbeks s'y étaient installés au début du seizième siècle, et le Khanat de Boukhara s'y prolongea fort avant dans le dix-neuvième. La colonisation russe y apporta une première mise en valeur, non sans soulever plusieurs révoltes d'une ombrageuse identité musulmane. La construction du Transcaspien et du Transaralien désenclava la région, où l'on cultiva systématiquement le coton pour le besoin des usines russes. Le pouvoir soviétique, établi fermement à partir de 1924, provoque diverses mutations, dont, sur le plan économique, un dynamisme remarquable atteste aujourd'hui le succès.

Historien-géographe, familier de surcroît avec les problèmes de l'irrigation, Sylvain Bensidoun livre dans une étude claire et équilibrée, préfacée par Jean Dresch, le résultat de l'enquête approfondie que lui ont permise sa pratique du terrain et l'accès direct aux sources russes. Il n'est pas jusqu'aux reliefs monumentaux de Boukhara et de Samarcande qui ne lui inspirent d'attachantes descriptions. Ecrit avant que n'éclatent en Afghanistan les tumultes que l'on sait, un tel livre ne nous dote pas seulement d'une documentation analogique. Il nous aide à formuler des questions.

L'incontestable avancement du peuple ouzbek, qui paraît à l'auteur ressortir d'indices objectifs, ne lui a pas pour autant fait perdre ses caractères spécifiques. C'est sur ce point, dont, dans un ouvrage récent, Mme Carrère d'Encausse tirait les pronostics les plus sombres, qu'on aurait aimé de M. Bensidoun davantage de détails.

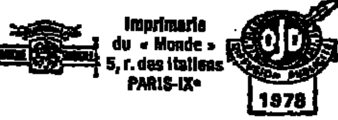
Ne pèche-t-il pas, lui, par optimisme, en traitant par prétérition les problèmes éventuellement posés par l'installation d'une minorité russe d'origine parmi les Ouzbeks, et suffit-il d'assurer qu'« *il est de notoriété générale que ces hommes vivent en bonne intelligence et s'estiment souvent* » ? Et puis, s'il est bien vrai que la transformation des rapports avec l'écologie modifie, à terme, les mentalités, la mutation volontariste du milieu ne produit-elle pas dans la psychologie collective des mouvements compensatoires ? Les dirons-nous seulement réactionnaires, ou seulement « irréguliers » ? Mais une part des vrais renouvellements ne tient-elle pas à cette irrégularité même ? Et que dire de ces constantes culturelles, religieuses entre autres, où l'identité peut chercher des sauvegardes, à raison même de ses transformations ? De récents événements ont fait ressortir en la matière l'importance d'aspects trop souvent négligés par historiens et politologues.

On rêve de l'étude d'anthropologie historique, que dis-je, de prospective de notre temps sur quoi M. Bensidoun pourrait faire déboucher sa solide investigation. Nul ne serait aussi qualifié que lui pour la mener à bien.

JACQUES BERQUE.

* **SAMARCANDE ET LA VALLEE DU ZERAFCHAN, UNE CIVILISATION DE L'OASIS en OUZBEKISTAN, U.R.S.S., de Sylvain Bensidoun, préface de Jean Dresch. Ed. Anthropos, 290 pages, 21 cartes et photos. Index. Environ 60 F.**

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

histoire littéraire

Les Mémoires édifiants de Laurent Dupont

● *Abbé galant, trousseur, joueur... et librettiste de Mozart.*

SI je traduis en français moyen le nom de Da Ponte (qui, d'ailleurs, s'appelait Conegliano), c'est pour le punir d'avoir traduit « Don Juan » en « Don Giovanni ».

Le seul à n'avoir pas compris, pas senti, que le mythe est inséparable du nom espagnol. Ne me dites pas qu'il écrivait un opéra italien... Imaginez un peu le *Dom Jean* de Molière ! Tout de même, pour avoir habilement habillé à l'italienne Molière, justement, après Beaumarchais, puis écrit tout seul *Cosi fan tutte*, abbé galant, trousseur, joueur, buveur, menteur, nullement bretteur, ingénument attiré par la canaille, moins sublime qu'il voudrait paraître mais bon garçon, maître d'intrigues devenu auteur à succès, Lorenzo Da Ponte s'est sauvé du naufrage de l'oubli dans le sillage de Mozart.

Il ne faudrait pas s'attendre à ce que, dans ces *Mémoires* (1), Da Ponte nous apprenne rien sur Mozart : il le salue, ici et là, au passage, et surtout dans une sorte d'annonce de théâtre un peu trop éloquente où il exalte le « divin génie », pour mieux nous apprendre que c'est grâce à lui qu'il fut révélé à l'univers. Célébrant sa propre « gloire dramatique », il parle tranquillement de « mon *Figaro* », « mon *Don Giovanni* », il répercute — dans l'ordre — les ovations du public : « *Viva Da Ponte ! Viva Mozart !* », enfin, il vante carrément ses pièces « mises en musique par Mozart ».

Passons. Voici troussée (trop décemment) la vie des théâtres de Cour et celle de la Cour comme théâtre. Cela nous vaut, parmi cent petites comédies, une grande scène, dans un style noble et mouillé entre *Père de famille* et *Mère coupable*, où notre poète se campe hardiment à son avantage en s'écrivant un pathétique dialogue avec l'empereur. Il s'embellit toujours un peu, beaucoup, passionément, même à la ville en famille, en amitié et jusque dans sa boutique. Car il est aussi marchand, homme d'affaires, spéculateur, imprimeur — comme Balzac, — perdu de probité, vertueux, sensible, serviable, magnanime, donc toujours victime.

Mais l'amour ? Le lecteur-spectateur trépigne, qui connaît de réputation son homme, et le siècle. Hélas ! le mémorialiste ne se souvient de ses « débauches » que pour s'en repentir et se taire. Non que l'amour manque, mais incroyablement romantique et platonique : même quand le héros est enlevé en gondole par une vierge et duchesse. Sur sa route se trouve toujours un père pour lui offrir la main d'une fille plus belle et pure que le jour, escortée de coffres regorgeant d'or et de joyaux.

Il arrive pourtant que le rideau s'entrouve, avant de retomber discrètement sur un joli tableau : « *C'est ainsi qu'entre le vin de Tokay, le tabac de Séville, la sonnette et la belle Allemande, j'écrivis la première nuit les deux premières scènes* de Don Juan... »

Voilà le ton, quand il est frais et vif. Mais de là à égaler Casanova, doucement ! Où il l'emporte, c'est en cela qui est le plus grand défaut pour des Mémoires : la brièveté. De l'histoire d'une vie et d'une société, on attend autre chose qu'un roman expéditif. Il paraît bien avoir écrit le sien comme un livre de lecture facile, à la portée de ses étudiants américains (car c'est aux Etats-Unis, le malheureux ! qu'il survécut plus de trente ans). Cette nécessité pédagogique nous vaut le naturel du style, son primesaut (et aussi, hélas ! le souci d'édifier).

Da Ponte ne s'est jamais douté qu'entre tant d'écrits tant applaudis ses *Mémoires* seraient seuls dignes de quelque mémoire. Et leur défaut est devenu qualité : qui, aujourd'hui, dans le surmenage des vacances, trouverait le loisir d'effleurer seulement Casanova ? Voici, pour l'été, un digest qui a le mérite unique d'être un original. On s'y plaît sans s'y attacher dangereusement ; cela se prend, se quitte, amuse et s'oublie : en quoi ces *Mémoires* ressemblent de très près au personnage caché sous le mémorialiste.

YVES FLORENNE.

(1) Des *Mémoires de Da Ponte*, deux éditions ont paru presque simultanément : au Mercure de France, préface de D. Fernandez, trad. La Chavanne, 328 pages, environ 52 F ; et au Livre de Poche, coll. « Pluriel », 704 pages, environ 36 F. Celle-ci ajoute aux *Mémoires* les trois livrets pour Mozart. Elle est établie par J.-F. Lable, traducteur des textes, qui l'a munie d'excellents commentaires et notes.

Dans celle du Mercure, le traducteur a légèrement abrégé les deux parties américaines : comme le lecteur et le pauvre Da Ponte lui-même, sans doute s'y est-il un peu ennuyé.

Quelle pleureuse, cette Julie !

QUELLE pleureuse, cette Julie ! Certes, elle pleure avec du ton, ce qui lui a valu tant d'admirateurs depuis la publication de ses correspondances, à partir de 1811. Et certes elle a eu bien des malheurs, enfant adultérine dont le père finit par épouser la sœur aînée (un vrai mélo), recueillie ensuite par sa tante, Mme du Deffand. Il n'empêche : elle est de la race des « *gens qui font leur cœur sous eux* » — comme disait Marie Noël : crispante.

Elle le serait moins si elle était moins rosse. Sa brouille avec Mme du Deffand, pas jolie jolie, et pas beau, non plus, de faire du pauvre d'Alembert, transi d'amour, ce personnage dérisoire, entremetteur aveugle et toujours roulé entre Julie et ses amours : Gonçalve de Mora, puis le fameux Guibert, pour lequel, dit-on, elle s'est laissée mourir. Comme la plupart des coquettes, elle se souciait comme d'un noyau de cerise du mal qu'elle faisait ici ou là ; mais qu'un amant l'abandonne, et c'est de l'assassinat. Elle y contribue à sa manière, se bourrant d'opium, maniaque du suicide depuis sa jeunesse (un bon truc, quand les choses ne tournent pas rond), se ratant toujours, par chance.



Chance pour elle. Chance pour nous surtout. Car cette femme, par la qualité de son esprit et de son accueil, a été l'une des plus influentes de son époque, liée avec les encyclopédistes, Condorcet, Grimm, Turgot : un personnage. Le livre de Jean Lacouture et Marie-Christine d'Aragon projette-t-il, sur elle, des lumières nouvelles ? Depuis le marquis de Ségur, en 1905, il semble qu'on n'ait plus grand-chose à apprendre et Jeanine Bouissoumouse, plus récemment (1958, Hachette), en a tracé un joli portrait.

Mais les ouvrages s'épuisent et les éditeurs rééditent peu. Cette « Julie » moderne, qui « boucle ses valises » entre deux effusions, deux évanouissements, deux billets, conviendra aux lecteurs qui ont la tentation de faire connaissance avec « *le cœur le plus brûlant de tout le dix-huitième siècle* ». On soupçonne Lacouture de s'être plus spécialement occupé de ce qui concernait les amants : Mora, Guibert surtout. C'est le côté un peu « neuf » du livre.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ JULIE DE LESPINASSE, de Jean Lacouture et Marie-Christine d'Aragon. Ed. Ramsey, 328 pages. Environ 52 F.

Des chevaliers de la liberté

● *Comment vivaient au dix-huitième siècle ces hommes qu'on nommait « aventuriers ».*

LES Aventuriers au dix-huitième siècle, sur qui se se penche Suzanne Roth dans son dernier ouvrage, apparaissent à première vue comme les plus inclassables des êtres : individualistes farouches, épris avant tout de liberté, ils ne s'installent nulle part, usent de leurs talents divers et de leur charme pour s'introduire passagèrement dans des sociétés où on les tolère plus qu'on ne les adopte, et leur vie semble un jeu perpétuel où les personnages qu'ils jouent appartiennent à une comédie à laquelle ils se prêtent sans s'y donner.

On les trouve ici maître à danser ; là, joueur professionnel (et quand ils aident la chance on les appelle des « Grecs ») ; ailleurs simplement compagnons de table, aimables parasites, faisant la cour aux dames sans aller pourtant jusqu'à les épouser quand même elles le voudraient bien, car ces oiseaux brillants, si désargentés, ont une peur viscérale d'être mis en cage, fût-ce la plus dorée.

Cela ne les empêche pas de se trouver, et parfois pour longtemps, dans quelque geôle, à Venise ou ailleurs. C'est que parmi les petits métiers qu'ils exercent, il en est de fort dangereux : l'espionnage est de ceux-là. Et aussi l'aventure politique, comme l'apprit à ses dépens le fastueux Théodore Ier, roi de Corse, qui régna huit mois, distribuant force présents à son peuple, et passa le reste de ses jours à se cacher, sans pouvoir toujours éviter d'être jeté en prison sans ménagement.

Le mérite de Suzanne Roth est d'avoir admirablement évoqué cette espèce attachante et irritante, en s'appuyant sur de nombreux et pittoresques exemples. L'un des traits communs de ces aventuriers est l'excellente éducation qu'ils ont reçue dans leur jeunesse : pas d'aventurier digne de ce nom qui n'ait suivi de solides études collégiales, qui leur assurent, par des références culturelles communes, une connivence immédiate avec leurs hôtes et leurs dupes : on parle latin, on taquine la muse sans négliger les gracieuses allusions mythologiques sans lesquelles on est un lourdaud. On a de bonne manières à la française on sait un peu de musique, on se passionne pour les modes nouvelles.

Le rôle social de ces chevaliers errants n'est pas négligeable : partout où passe l'aventurier, il est une gazette vivante, colportant les informations les plus diverses, et, pour cela, il est toujours le bienvenu. Dès qu'il a un peu d'argent, il l'investit en équipage, vêtements et autres frais de représentation, car, pour être admis chez ceux qu'il envie, la première condition est de leur ressembler en tout. La société qui lui ouvre ses portes ne le craint pas : la solidité d'une vieille fortune, un brave château, des terres, un train de maison établi sur une tradition séculaire, voilà ce qui ne peut se contrefaire. En revanche, il arrive que le cosmopolitisme de l'aventurier fasse des envieux : à son aise partout, il a des amis en tous pays, libre comme le vent, ignorant les entraves des affaires et des biens, des épouses et des enfants.

Pourtant, l'aventurier vieillit tout comme un autre : son charme s'évanouit tristement. Ses récits les plus brillants (comme son évasion des plombs de Venise, qui fut pendant longtemps un des numéros de Casanova les plus appréciés) deviennent radotages, et l'on ne se cache guère pour en sourire. Reste à trouver un petit emploi, misère ! ou à se faire écrivain. Casanova, devenu bibliothécaire, écrit *l'Histoire de ma vie*, et, revivant ses aventures, il s'émerveille d'avoir été si gâté par la fortune et d'avoir su montrer tant d'audace en mainte occasion.

Cependant, le personnage d'homme de lettres n'est pour l'aventurier qu'un rôle parmi d'autres, où il ne se reconnaît pas. « *J'ai fait des livres*, dit J.-J. Rousseau, *mais je ne suis pas un « livrier ».* »

J. D.

★ LES AVENTURIERS AU DIX-HUITIEME SIECLE, de Suzanne Roth. Ed. Galilée, 349 pages. Environ 90 F.

religion

Jean-Claude Renard et le mystère

● *Ne parler que de l'essentiel.*

JEAN-CLAUDE RENARD hait la facilité ; il faudrait l'en louer si, méprisant la vulgarisation, il atteignait toujours « l'obscure clarté » où se complaisent les mystiques. Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus aurait-elle lu jusqu'au bout *le Lieu du voyageur* qui pourtant ne parle que de l'essentiel, c'est-à-dire du mystère de l'amour incarné ? Evitons de faire parler les morts...

Force est pourtant de remarquer que ces *Notes sur le mystère*, si enrichissantes qu'elles soient et qui confèrent à la mystique de nouvelles lettres de noblesse, demandent au lecteur un effort considérable.

Comme il l'avait déjà fait dans les *Notes sur la foi* (*le Monde* du 1er novembre 1973) l'auteur redit d'une manière nouvelle que la foi ne saurait être emmaillotée dans un dogmatisme et qu'en un sens Jésus n'est pas le fondateur d'une religion nouvelle mais une sorte de « *hors-la-loi apportant la seule révolution véritable, celle de l'amour* ». Un amour suscitant ce qui le comble et le dépasse, c'est-à-dire la foi.

Jean-Claude Renard cite avec complaisance des mystiques ou des théologiens tels que le pseudo-Denys, Plotin, maître Eckart, Nicolas de Cues, Böhme. Il estime pourtant que la spiritualité dont le monde a besoin aujourd'hui ne doit pas s'édifier seulement sur une mystique de l'abstraction, de la nuit, de la distance et de la perte du moi. Il faut qu'elle se présente aussi comme une ouverture, une actualisation gratuite du temps, une relation et une équation de l'homme et du mystère.

Dieu est toujours plus que Dieu et la foi toujours plus que la foi. Voilà qui paraît capital à Jean-Claude Renard.

Se rattacher à une structure ecclésiale dite chrétienne ? L'essentiel est moins là que de déceler seul ce qui peut lier directement à sa propre histoire intérieure. Il est bon d'apprendre à voir Jésus à la source avant même la naissance des institutions.

Principalement consacré à une réflexion ou, mieux, à une méditation sur le mystère, sorte d'interrogation sur le pourquoi, l'ouvrage se termine sur deux pages d'une éblouissante poésie où, enfin ! après ce voyage dans une nudité sidérale, surgit un corps à corps de l'amant de Dieu avec la nature, le soleil, les eaux, l'herbe, les perdreaux en fuite, la neige, les geysers... Paysage remodelé par l'artiste, terre nouvelle qui ne cesse de se faire et de se défaire...

HENRI FESQUET.

★ LE LIEU DU VOYAGEUR. NOTES SUR LE MYSTERE, de Jean-Claude Renard. Le Seuil, 250 pages. Environ 59 F.

Jean Guitton

(Suite de la page 9.)

S'il fallait définir la qualité la plus caractéristique de la pensée de Jean Guitton, nous dirions que c'est une pensée hantée par l'avenir, inspirée et nourrie de ce qui va être. Pour elle, tout est signe, et le monde est un livre à lire — le langage même de Dieu, comme chez Berkeley, et, aussi, le monde est tout pénétré de conscience, une conscience qu'obture seulement la matérialité, comme chez Ravaison. Or tout ce qui se fixe et se fige — structures, rites, répétitions, — tout ce qui demeure immobile dans la pensée, se traduit en matérialité.

On sait quel rôle éminent Jean Guitton a joué au concile, dont il avait pressenti la nécessité. La foi du philosophe ne cesse d'appeler des expressions rénovées, car les formes de la religion, humaines et culturelles, demandent à être adaptées au temps que nous vivons : « *Si je faisais le catéchisme maintenant, je ferais une leçon sur les soucoupes volantes, une leçon sur la pluralité des mondes et la colonisation des étoiles.* » Un des maîtres de Jean Guitton, et non le moindre, fut sa mère : « *Ma mère disait qu'il faut qu'une mère vive trente ans en avant, parce qu'elle doit préparer ses enfants à un âge qu'elle ne verra pas. Je crois qu'il faut être sa propre mère.* »

Le mystère des communications entre les consciences, comme l'a bien vu Gabriel Marcel, échappe pour l'essentiel à ce que sait la psychologie classique : rien de plus direct et de plus inexplicable qu'un échange de regard. Et c'est le regard, justement, que Jean Guitton a le plus de plaisir à peindre, quand il quitte la plume pour le pinceau. Peindre, c'est trouver sans chercher, rencontrer la communion directe avec l'instant, oublier les ratures et les repentirs de l'écriture laborieuse, c'est parfois emprunter, par grâce, le chemin le plus court : vrai bonheur pour Jean Guitton, qui avoue : « *Vous ne le croirez pas, ce m'est un pensum d'écrire, quand ce ne serait qu'une lettre.* »

« *Raphaël disait que, pour peindre, il faut ne penser à rien.* » L'état de non-pensée est aussi celui de la prière, et Jean Guitton peint comme on prie : « *Le pinceau se dirige. C'est la peinture qui parle en vous. Comme un démon intérieur.* » Sans démon intérieur, pas de peinture — et pas non plus de philosophie authentique. L'attentive et persévérante écoute de Jean Guitton, à quoi il a voué sa vie, fonde l'unité de son œuvre, qu'illumine un soleil secret.

JOSANE DURANTEAU.

★ LE TEMPS D'UNE VIE, propos recueillis par Michèle Reboul, Jean et Janine Feller. Retz-Centurion, 158 pages. Environ 45 F.

La Vierge du 15 août et tous les saints

● *Une dévotion aimable et familière.*

INSOLITE, ce livre épais qui rassemble de brèves notices sur tous les saints du calendrier, et sur beaucoup d'autres dont je n'avais pas entendu parler : les saints ne sont plus à la mode en France. Le jésuite Ribadénéira, natif de Tolède et mort octogénaire en 1611, avait écrit un traité semblable, qui eut grand succès, au temps où le culte des saints faisait partie de la vie de chacun. Tartuffe s'indignait qu'un frivole mouchoir ait pu être laissé comme signet dans une *Fleur des saints*.

Celle-ci, qu'on vient de rééditer, ne plairait pas à Tartuffe : la dévotion ne s'y étale pas, elle est aimable et familière. Quand il n'y a qu'une pieuse légende à raconter, on la dit comme telle, suggérant qu'il peut y avoir du vrai et que rien n'est dénué de sens ni d'enseignement. Quand l'histoire est toute simple, on n'y ajoute rien. Si l'on rencontre du merveilleux, et solidement avéré, on ne s'étonne pas, attendant une autre vie où tout nous sera expliqué. On s'attache seulement à montrer chaque fois, on constate, ce qu'est la présence de Dieu, et sa grâce, chez ceux qui ont accepté de s'abandonner à lui.

Pas l'ombre d'emphase ni de lyrisme dans ces courts récits, précis et documentés, une économie de moyens et une retenue que je serais tenté de dire stendhaliennes, si Stendhal avait été naturellement sans artifices. C'est plutôt l'art de Giotto et des scènes de la vie de saint François d'Assise, ou encore la naïve exactitude des vitraux de Chartres, quand le quotidien et l'anecdote servent à exprimer l'extraordinaire et l'invisible. Etonnant ouvrage, où l'absence apparente de toute recherche conduit à une invention perpétuelle, à des traits miraculeux qui touchent au cœur. On pourrait dire de son auteur ce qu'il dit de saint Bernard : « *Outre la science, il avait ce supplément de lumière que les mystiques reçoivent de l'Esprit-Saint.* »

J'ai regretté cependant de ne pas trouver ici l'histoire d'Exupère, évêque de Toulouse au Ve siècle, qui fit reculer les Barbares en les aspergeant d'eau bénite du haut des remparts : époque heureuse, en dépit des Barbares, où la foi donnait toujours l'espérance d'un miracle. La nôtre a grand besoin d'être rajeunie, et fortifiée, par l'exemple de tous ces saints qui connurent épreuves et persécutions, parfois le martyre, mais finalement la joie. J'ai lu ce livre, qu'il faut savourer par petites étapes, dans un continuel ravissement.

JOSÉ CABANIS.

★ LA FLEUR DES SAINTS, d'Omer Englebert. Albin Michel, 473 pages. Environ 85 F.

Heidegger et Dieu

DEUX livres, en quelques mois, sur la question de Dieu chez Heidegger : voilà la preuve d'un renouveau pour la philosophie religieuse. Est-il possible — et profitable — d'étudier la pensée heideggérienne dans l'optique de la foi ? Tel est le propos de Francis Guibal, dont le livre part d'une conférence déjà ancienne (1927), mais publiée quarante ans plus tard sous le titre *Théologie et Philosophie* et dans laquelle Heidegger, affirmant leur radicale séparation, se refusait précisément à mélanger *pensée* et *foi*. C'est cette solution, jugée insuffisante, que critique Francis Guibal ; c'est elle, aussi, que remettent en cause la plupart des auteurs qui ont participé à l'ouvrage collectif — intitulé précisément *Heidegger et la question de Dieu* — que viennent de diriger Richard Kearney et Joseph Stephen O'Leary.

Dans ce dernier recueil, on lira avec intérêt — outre les contributions de ces grands spécialistes que sont Beaufret, Ricœur ou Lévinas — le texte de François Fédier. Pour celui-ci, Heidegger n'avait pas la foi mais n'était pas non plus purement athée. A la fin de sa vie, il dit même à plusieurs reprises : « *Seul un dieu peut nous sauver* » — mais cette phrase, selon Fédier, voulait dire : seul un dieu peut permettre de sauvegarder la pensée de l'Etre, véritable objet de la philosophie.

Le renouveau du judéo-christianisme

Les nombreuses discussions qui traversent le livre prouvent que cette interprétation des rapports entre foi et pensée heideggérienne est loin de faire l'unanimité : mais l'intérêt du colloque franco-irlandais dont ce volume rassemble les actes, aura au moins été de poser le problème à la lumière du renouveau actuel du judéo-christianisme.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

• ...ET COMBIEN DE DIEUX NOUVEAUX : HEIDEGGER, de Francis Guibal. Ed. Aubier, 170 pages. Environ 50 F.

• HEIDEGGER ET LA QUESTION DE DIEU, ouvrage collectif sous la direction de Richard Kearney et J.-S. O'Leary. Ed. Grasset, 352 pages. Environ 79 F.

Le Monde

culture

MUSIQUE

Haydn serait-il « ancien » ?

Comment doit-on jouer Couperin ? A l'ancienne, naturellement ! Et Rameau ? De même. Et Vivaldi, et Jean-Sébastien Bach ? Comme Haendel et Telemann, avec des instruments d'époque, les doigtés, les coups d'archet et le phrasé de la musique baroque. Et pour *Carmen ?* Eh bien, on utilisera des cors naturels sans piston, des trompettes en la et en si bémol exclusivement, le diapason sera légèrement baissé, on montera les violons avec des cordes en boyau et, surtout, on réapprendra à chanter. Faut-il préciser que rien de tout cela n'avait été pris en considération lors des récentes représentations de l'ouvrage à l'Opéra-Comique, dans une version que l'on qualifiait d'authentique sous prétexte qu'on avait rétabli les dialogues parlés et supprimé des coupures que l'auteur avait peut-être cru bon de faire ?

Ainsi toute la musique, exception faite de celle composée depuis une cinquantaine d'années, est-elle susceptible de se voir déclarée sans sommation « musique ancienne », et ceux qui s'étonnaient du parti pris par l'Academy of Ancient Music d'interpréter des œuvres de Joseph Haydn (composées lors de son séjour en Angleterre dans les années 1790) comme on ne le fait plus depuis cent cinquante ans prouvaient seulement qu'ils avaient mal mesuré l'étendue du problème.

Le principe lui-même ne souffre plus la condamnation, et à ceux qui disent avec juste raison que nous n'écoutons plus aujourd'hui avec la même oreille que nos aïeux, on peut toujours répondre péremptoirement que le clavecin, dont les sonorités grêles réussissaient tout juste à intéresser les mélomanes du début du siècle, est capable à présent de nous émouvoir aussi directement qu'un piano ; quant au pianoforte, sorte d'instrument hybride, il a déjà cessé de sonner comme un mauvais piano. Pour que les choses évoluent il faut deux générations, un peu de snobisme et de persévérance. Comme par ailleurs beaucoup d'indices permettent de penser qu'on n'a pas encore assez pris en considération l'esthétique et le style particulier de Joseph Haydn, chaque tentative en ce sens mérite d'être suivie avec intérêt même si, comme c'était le cas mardi soir à l'église Saint-Etienne-du-Mont, certains aspects restent discutables.

Ainsi le *Trio* avec variations, pour flûte, violon et violoncelle, qui ouvrait le concert, semblait relever davantage du maniérisme que de la musicalité ; il est difficile de dire si c'était une question de tempo, de conception, ou si l'exécution (sur instruments anciens et avec les coups d'archet baroques) était seulement insuffisante. En revanche, les deux mélodies qui suivaient formaient le plus heureux contraste. Judith Nelson les a chantées avec cette simplicité intelligente qui n'a rien à voir avec la niaiserie bêtifiante que certains chanteurs croient devoir infliger aux chansons pastorales du dix-huitième siècle, et Christopher Hogwood n'avait pas de peine à démontrer que le piano forte est le seul instrument capable de faire sonner convenablement la musique qui lui était destinée.

L'oubli des vieilles querelles

En effet, sur nos pianos modernes, la partie confiée à la main gauche acquiert une sorte d'épaisseur confuse qui fait paraître d'autant plus mince celle de la main droite. Rien de tel avec le piano forte, aux basses toujours claires, et *s'il n'est pas question* de refuser aux pianistes le droit de jouer Haydn, Mozart et le jeune Beethoven, il n'est pas nécessaire d'être un inconditionnel de l'archéologie musicale pour préférer entendre ces compositeurs sur l'instrument qu'ils pratiquaient.

Outre ces *mélodies*, dont la seconde, *O Toneful Voice*, avec ses modulations imprévisibles, ses harmonies en demi-teintes et les rapports subtils de la voix et de l'accompagnement, aurait suffi à justifier le concert, Judith Nelson a donné trois *Chants écossais* « transcrits » par Haydn, mais qui sont, sur des mélodies populaires, de véritables compositions originales. Le troisième, *The White Cockade*, remporterait un franc succès dans une opérette de Gilbert et Sullivan, mais, comme les amateurs de musique ancienne sont supposés avoir le goût plus fin, c'est un plaisir double que de les voir apprécier ici ce qu'ils mépriseraient ailleurs... Judith Nelson n'est pas moins remarquable dans cette page pleine d'humour que dans la mélancolie de *O. Toneful Voice*. On ne dira jamais assez que la musique a besoin d'interprètes inspirés.

Le *Quatuor n° 1*, opus 71, suscitait d'autres réflexions. La conviction y était moins évidente et, si le phrasé était toujours exact, l'équilibre entre les instruments, voire la participation de chacun au sein de la polyphonie, restait problématique. Comme disent ceux qui doutent de la possibilité de cerner toutes les données du problème, « ce n'était pas ça ».

Heureusement, tout s'achevait pour le mieux avec la transcription pour quatuor à cordes, flûte et pianoforte de la symphonie *la Surprise*, due au talent de Johann Peter Salomon. N'en *N'en déplaise aux tenants* de l'anecdote, ce chef d'orchestre, organisateur de concerts et violoniste anglais, ne se sera donc pas contenté de frapper à la porte de Haydn en lui disant : « *Je suis Salomon, de Londres, et je suis venu vous chercher ; demain nous signerons un contrat.* » Ainsi réduite mais nullement édulcorée, *la symphonie sonne* avec une clarté et une verdeur bien conformes à l'écriture et que le grand orchestre, à cause de son inertie, ne rend souvent qu'imparfaitement.

La différence entre une telle interprétation et celles qu'on entend d'habitude résidait principalement dans cette bienfaisante alacrité et dans *le choix* d'une articulation différente pour certaines figures, parfois en contradiction avec le texte imprimé que nous connaissons. Mais, outre que les éditions ne sont pas nécessairement fidèles, les interprètes « modernes » prennent toujours des libertés et, souvent, à moins bon escient. A la fin du concert *on avait oublié la vieille* querelle des « anciens » et des « modernes », car, après quelques aléas, la musique avait pris le dessus, et c'est exactement ce qui devrait se produire chaque fois.

GÉRARD CONDÉ.

★ Ce concert, organisé par le Festival estival de Paris, était retransmis en direct par France-Musique.

DE NANCY A AVIGNON

Pour sa deuxième saison à la tête du Grand Théâtre de Nancy, Jean-Albert Cartier annonce, sur six opéras et six opérettes à l'affiche en 1980-1981, cinq productions nouvelles. *Gianni Schicchi*, de Puccini, et *Paillasse*, de Leoncavallo, feront l'ouverture le 3 octobre dans une mise en scène de Jean-Louis Thamin (avec Fedora Barbieri, Gabriel Bacquier, Faith Esham, Lajos Miller). Pierre Constant montera une nouvelle *Tosca*, de Puccini, avec Maria Slatinaru. Jorge Lavelli et Max Bignens seront responsables de *l'Heure espagnole*, de Ravel, et *le Château de Barbe-Bleue*, de Bartok.

Côté opérette, les deux productions nouvelles seront *la Veuve joyeuse*, de Lehar, dans une mise en scène de Brian MacDonald, avec Felicity Lott, et *les Mousquetaires au couvent*, de Varney, réglé par Robert Fortune.

Au programme également : The Rake's Progress, venu de Glyndebourne, *Werther* par l'Opéra de Houston, *Orlando Furioso* par le Théâtre de Vérone.

A Avignon, les grands moments de la saison seront *la Norma*, de Bellini, avec Monserrat Caballé, en décembre. *Otello*, de Verdi, avec Jon Vickers, en mai, *Turandot*, de Puccini, avec Montserrat Caballé, Mirella Freni, Luciano Pavarotti, en juin. On verra aussi, en février, *la Grande-Duchesse de Gerolstein*, d'Offenbach, avec Régine Crespin.

« DON GIOVANNI » MIS EN SCÈNE PAR MAURICE BÉJART A GENÈVE ET A BRUXELLES

Maurice Béjart prépare, pour l'ouverture, le 11 septembre, de la saison 1980-1981 du Grand Théâtre de Genève, dirigé désormais par Hugues Gall, ancien administrateur adjoint de l'Opéra de Paris, une mise en scène de *Don Giovanni*, de Mozart, avec Ruggero Raimondi, Stafford Dean, Katia Ricciarelli, Eugenia Moldoveanu. Ce spectacle sera repris, en janvier, au Théâtre de la Monnaie de Bruxelles, où Maurice Béjart montera également, en mars, *la Flûte enchantée*, de Mozart (sous forme de ballet) et, en juin, *Spéciale dernière*, de Maurice Huisman, qui quittera, à la fin de la saison, la direction du Théâtre de la Monnaie. On verra aussi à Bruxelles, en janvier-février, la *Tétralogie*, de Wagner, mise en scène par Ernst Poettgen.

L'AN I DE L'OPÉRA DU NORD

Tant de difficultés rencontrées en chemin...

Le rideau est tombé sur l'An I de l'Opéra du Nord. Courte saison inaugurale qui débuta en décembre avec *le Trouvère* et s'est achevée par la reprise de l'*Antigone* de Mikis Théodorakis sur une nouvelle chorégraphie du jeune maître de ballet Christian Taulelle. C'est l'heure aussi du premier bilan pour le directeur, M. Elie Delfosse. Il avait pris un gros risque par cette saison de transition, préparée forcément à la hâte dès son arrivée, l'an dernier, à Lille : « *L'objectif premier pour moi est atteint*, dit-il. *Nous avons d'emblée voulu imposer la qualité...* »

Il est vrai qu'il a, dès les premiers spectacles du *Trouvère*, dans une mise en scène de Jean-Claude Auvray, placé la barre très haut. Pour cela il fallut souder un orchestre de cinquante-six musiciens sous la direction d'André Gallois, reconstituer les chœurs (ils sont une quarantaine de choristes) sous la conduite d'un jeune chef d'origine américaine, Bruce Grand, et relancer aussi le corps de ballet... Il serait puéril de dire que l'on frôle la perfection, mais les distributions *(de niveau international)*, les mises en scène, même si elles ont soulevé parfois des polémiques passionnées comme celle de *Lohengrin*, de Numa Sadoul, les nouveaux décors ont incontestablement suscité un très net regain d'intérêt du public. De Valenciennes, Douai, Arras ou Saint-Omer, on commence à revenir à Lille tout simplement parce que l'affiche est bonne.

On a donné trois fois des opéras, on pourrait aisément passer maintenant à quatre représentations pour chaque ouvrage. En ce qui concerne l'opérette (quatre séries cette année), le taux de fréquentation était excellent et la moyenne des recettes s'établit à 3,4 millions, ce qui est tout à fait comparable aux autres scènes françaises qui offrent encore de vraies saisons lyriques.

Mais l'ambition de cet Opéra du Nord est aussi la création. C'est le but de l'atelier lyrique de Tourcoing qu'anime Marcel Féru. Les spectateurs de cette ville et de la métropole ont souvent été déroutés par des œuvres de valeur comme *le Nez* ou *Vol de nuit*. Il est évident qu'il reste un public à conquérir ou plutôt qu'il convient d'ouvrir des horizons à des habitués du répertoire qui n'entendent pas en décrocher. Le corps de ballet n'a guère pu donner toute sa mesure (hormis pour les deux créations : *Germinal*, d'après Zola, et *Antigone*, qui ont été bien accueillies) pour la simple raison qu'il ne disposait pas encore des locaux qui doivent lui être affectés à Roubaix.

Cela pose le problème des équipements. L'Opéra du Nord a un budget modeste de quelque 20 millions de francs. Les municipalités de Lille, Roubaix, Tourcoing acceptent un gros effort financier et le conseil régional, qui, après le lancement de l'Orchestre philharmonique de Lille, a soutenu cet autre pari culturel, a inscrit à son budget une somme de 8 millions de francs cette année. Une partie de ce crédit doit être consacrée à l'équipement des salles et particulièrement de Roubaix où le corps de ballet devrait s'installer l'an prochain.

On tâtonne encore, c'est évident. Ce qui n'empêche pas de préparer la prochaine saison qui s'ouvrira avec *Falstaff*. Le problème est bien de retenir des vedettes aux agendas surchargés. Mais on veut absolument faire de cet Opéra, qui doit rayonner progressivement sur toute la région, un outil de très grande valeur. On est, semble-t-il, sur la bonne voie.

« L'Etat au pied du mur »

Et l'on peut faire état d'une volonté régionale à laquelle on souhaite que l'Etat réponde. On attendait 3 millions de francs ; on ne recevra, dit-on, que la moitié. M. Noël Josèphe, vice-président du conseil régional, responsable de l'Association pour l'Opéra du Nord, affirme : « *Une région qui fait un tel effort a le droit de mettre l'Etat au pied du mur... Nous le ferons !* » Tant de *difficultés rencontrées en chemin pour* faire vivre l'art lyrique sont-elles bien comprises dans la capitale ?

Dans un rapport de la réunion des théâtres lyriques municipaux français (R.T.L.M.F.) remis tout récemment à M. Charpentier, directeur de la musique, on peut lire : « *La récapitulation des budgets établie par la R.T.M.L.F. montre que la prise en charge par les villes s'élève à 205 millions de francs auxquels on doit ajouter les subventions des autres collectivités, soit 37 millions de francs. Le déficit total de la R.T.L.M.F. s'élève donc à 243 millions de francs. Ainsi, si l'Etat avait subventionné les théâtres à 50 % il aurait, compte tenu de la participation des collectivités, payés 83 millions de francs, soit à quelque chose près la moitié du déficit de l'Opéra de Paris. Ne peut-on penser que l'importance des théâtres des plus grandes villes de France mériterait une aide égale à la moitié de celle qui est consentie au premier Opéra français ?* »

Dans le Nord-Pas-de-Calais, on souhaite tout simplement que l'Etat, comme la région, tienne ses engagements. Pour une poignée de millions...

GEORGES SUEUR.

La prochaine saison à Radio-France

Radio-France propose pour la prochaine saison dix-huit séries d'abonnements aux concerts (soit une de plus que l'an passé), qui présentent, comme chaque année, une variété d'œuvres et d'artistes défiant toute analyse, mais permettant à chacun de trouver son bien.

Mentionnons en premier lieu un cycle de trois ateliers et trois concerts, *l'Œil et l'Oreille*, réalisé en collaboration avec l'IRCAM, et présenté par Pierre Boulez, qui dirigera lui-même deux des concerts. Œuvres de Webern, Ferneyhough, Bartok, Stockhausen, Berio, Boulez, Carter et Messiaen.

Dans les programmes des vingt concerts de l'Orchestre national, répartis en six séries, on relève les noms de *Maazel*, *Ozawa*, Prêtre, Marriner, Rostropovitch, Dorati, Bour, avec, parmi les solistes, J. Norman, M. Price, Rampal, Zeltser, les sœurs Labèque, Cl. Helffer. Notons deux symphonies de Mahler (quatrième et cinquième) et deux de Bruckner (première et troisième), la *Première* de Chostakovitch et la *Deuxième* de Sibelius, les *Gurrelieder* de Schoenberg, un festival Bartok, des œuvres de Jolivet, Dutilleux, Milhaud, Messiaen, Roussel, Lutoslawski, *la Danse des morts* d'Honegger, *la Symphonie lyrique* de Zemlinsky et des créations de Bancquart, Boesmans, Arrigo, à côté de bien d'autres œuvres du répertoire.

Dans les cinq cycles assurés entièrement par le Nouvel Orchestre philharmonique apparaissent Gilbert Amy, Ferdinand Leitner, Eliahu Inbal, Marek Janowski, R. Weikert, E. Krivine, H. Soudant, M. Tilson Thomas Birgit Finnilä, Michael Rudy, B. Flavigny, Michel Dalberto, etc. Signalons un festival Stravinsky, *deux autres symphonies de Bruckner* (la quatrième et la huitième) ; qui eût dit cela il y a dix ans !), *la Symphonie Résurrection* de Mahler, *la Turangalîla* de Messiaen, des créations de Janacek, Tisné et Capdenat. Le cycle de musiques sacrées sera consacré à Berlioz *(l'Enfance du Christ)*, Dvorak *(Requiem*, dirigé par Armin Jordan), Schoenberg, Milhaud, Schubert *(Lazare* et *Messe en sol*, direction T. Guschlbauer) et Liszt *(Messe de Gran)*.

« Prestige de la musique » accueillera, en particulier, Birgit Nilsson, K. Kondrachine et quatre jeunes Français (Dalberto, Dumay, Lodéon, B. Pasquier), et la saison lyrique (trois séries) sera riche, comme toujours, d'opéras peu connus, de Barber, Massenet *(Chérubin)*, Verdi *(Luisa Miller)*, Chabrier, Barraud, Rameau *(les Boréades)*, Rossini *(Mathilde de Sabran)*, Wagner *(Rienzi)*, Strauss *(Daphné)*, Enesco *(Œdipe)*, Donizetti et Chausson.

Enfin, deux cycles de musique de chambre permettront d'entendre les Quatuors de Zurich, Via-Nova, Chilingirian, Alban-Berg, de Prague, de Moscou, etc., mais aussi d'autres ensembles.

★ Renseignements et abonnements : Radio-France, pièce 2237, 116, avenue du Président-Kennedy, *75786 Paris Cedex 16, tél. 224-23-88.*

LE PROGRAMME DE L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

L'ensemble orchestral de Paris, que dirige Jean-Pierre Wallez, a révélé son programme pour la saison prochaine : trente-deux programmes pour trente-six concerts ; en effet, la plupart des programmes ne seront pas répétés, comme c'était le cas l'an passé, mais trois concerts seront donnés salle Pleyel et quatre à *Saint-Germain-des-Prés ou* à Saint-Séverin.

Dans les programmes, on remarque en particulier une soirée consacrée au *Bourgeois gentilhomme* (Molière, Lully, Strauss) avec Louis Seigner ; un opéra du dix-huitième siècle, *Pirame et Thisbée*, de Hasse, dirigé par Edwin Loehrer ; trois créations de *J.-L. Florentz, J.* Guillou et Cl. Bolling ; neuf concerts Bach (avec *l'Oratorio de Noël* et la *Passion selon saint Jean*) ; la part importante faite à la musique française (vingt-trois compositeurs).

Parmi les chefs et solistes invités : M. André, P. Badura-Skoda, le Beaux Arts Trio, Y. Menuhin, V. Negri, J.-P. Rampal, R. Tear, G. Navarro, M. Plasson, D. Merlet, A. Lagoya, A. van de Wiele, M. Debost, H. Dreyfus, etc. (Renseignements et abonnements à : EOP, 15, avenue Montaigne, Paris-8e).

CINÉMA

« PILE OU FACE », de Robert Enrico

Rarement film français aura été porté sur les fonts baptismaux avec tant de fées penchées sur son berceau : *sans parler des deux super*vedettes du moment, Philippe Noiret et Michel Serrault, il y a d'abord Georges Cravenne, un brillant publicitaire, *l'ancien ami de Darryl* Zanuck, saisi à son tour, sur le tard, par le démon de la production et qui a préparé son coup en mettant tous les atouts dans sa manche. Puis Marcel Jullian, l'ancien directeur d'Antenne 2, qui a mené tambour battant l'adaptation d'un roman policier américain de série *noire transposé des rives californiennes* dans la mystérieuse ville de Bordeaux ; et Michel Audiard, qui avait adoré cette histoire et a mijoté un dialogue à sa manière. Enfin Robert Enrico a assuré une mise en scène prudente, sage, sans surprise, qui va à pas comptés son petit bonhomme de chemin.

Ça pourrait s'appeler la ballade des quinquagénaires : l'un, Baroni (Philippe Noiret), simple inspecteur-chef qui n'a pas su faire carrière et qui, à la veille de la retraite, poursuit rageusement sa victime, le présumé coupable ; et son faire-valoir, son souffre-douleur, Morlaix, *employé de banque ou d'administra*tion, dont la femme a, un jour, plongé mortellement d'un sixième étage à travers la fenêtre d'un grand ensemble.

L'affaire serait vite classée si Baroni, avec le flair du désespoir, ne s'accrochait aux basques de Morlaix, ne cherchait à tout prix à le noyer. Le récit prend alors un tour cocasse, une amitié farfelue naît entre les deux hommes que *rapproche leur commune condition* de veufs, le dénouement s'esquisse assez naturellement qui surprend et pimente cette histoire taillée aux mesures de ses deux vedettes.

Assez rapidement, Baroni et Morlaix deviennent Louis et Edouard, presque deux copains, même si Louis semble le salaud et Edouard la *tendre victime. Le film glisse vers* le tableau de mœurs. Deux Français moyens barbotent dans leurs fantasmes, tout un univers de petites combines grenouille alentour, le pouvoir tire les ficelles.

Robert Enrico a frôlé le grand film, *la satire d'époque*, un peu à la manière d'une comédie américaine *remarquée cette année à Cannes, Bienvenue, mister Chance*, avec Peter Sellers. Manquent la grâce, l'élan, la nervosité qui auraient su trancher le cordon ombilical avec le réel, nous lâcher dans la folie douce. Antoinette Moya, l'épouse enquiquineuse envoyée *ad patres* au tout début, dans un court sketch qui *légitime le reste du film*, a beaucoup de talent.

LOUIS MARCORELLES.

(*) Voir les films nouveaux.

TOUJOURS DES PIQUETS DE GRÈVE A HOLLYWOOD

La grève des acteurs américains est entrée dans sa quatrième semaine, bloquant le tournage des films et des feuilletons télévisés *(le Monde* des 1er, 3-4, 8 août). Elle pourrait, pense-t-on, être plus longue que celle de 1960, la dernière en date, qui avait duré six semaines.

Les piquets de grève se succèdent, à Hollywood, devant les studios de la M.G.M., de la 20 th Century Fox ou d'Universal. La présence des acteurs aux portes des *studios a d'ailleurs grossi* le flot des touristes qui viennent demander des autographes. Aux studios Universal, leur nombre est passé de vingt mille à vingt-deux mille par jour. « *Excellente publicité* », a dit un porte-parole du studio. Aucune perspective de solution n'est en vue.

Rappelons que les acteurs, auxquels se sont joints les musiciens, veulent obtenir une participation aux bénéfices provenant de la vente des programmes et, notamment, à ceux de la vidéo. Ils demandent une participation de 6 % dès le premier dollar gagné sur les ventes. Les producteurs offrent 3,6 % après deux ans de diffusion. Actuellement, 90 % des acteurs américains gagnent moins de 10 000 dollars (42 000 F) par an.

Plus de vingt films sont au point mort, mais ce sont les chaînes de télévision qui risquent de pâtir le plus de la grève déclenchée au moment où une cinquantaine de feuilletons étaient en préparation. Les responsables des chaînes risquent d'être obligés de diffuser des reprises, ce qui pourrait entraîner, avec la perte d'audience prévisible, une diminution de 25 % des revenus publicitaires. — *(A.F.P., U.P.I.)*

LE XXe CICI A LA CINÉMATHÈQUE DE LUXEMBOURG

Le XXe Congrès indépendant du cinéma international aura lieu du 1er au 8 septembre dans la capitale du Grand Duché de Luxembourg, sous le titre « Naissance d'une cinémathèque ». Son programme a été, en effet, choisi parmi les films réunis par Fred Junck, coordonnateur des affaires culturelles et conservateur de la cinémathèque municipale de Luxembourg. Cette cinémathèque, fondée en 1977, compte mille cinq cents titres dans ses archives et prend actuellement une importance que le *CICI* a tenu à souligner.

Cette manifestation commencera par *le Capitan*, film en deux épisodes, de Robert Vernay (1945), cinéaste français récemment décédé. On pourra voir pendant cette semaine des films rares : *Amour et swing*, de Tim Wheelan (1943), avec Michèle Morgan ; *Catherine*, d'Albert Dieudonné (1924) ; *la Tendre Ennemie* (1935) et *les Désemparés* (1949), de Max Ophuls ; *la Vie parisienne*, de Robert Siodmak (1935) ; *Mauvaise graine*, de Billy Wilder (1934), avec Danielle Darrieux, des œuvres d'Eric von Stroheim, King Vidor, Jacques Tourneur, Tay Garnett, Frank Borzage et, *en hommage à Douglas Sirk, neuf* films de ce réalisateur qui sera présent à Luxembourg. Les projections auront lieu à la cinémathèque salle Vox, place du Théâtre.

■ Le vingt-huitième Festival international de cinéma de San-Sebastian, qui aura lieu du 13 au 24 septembre, *présentera, en clôture*, le dernier film de Stanley Kubrick, « The Shining ». Parmi les autres films : « la Banquière », de Francis Girod ; « Gloria », de John Cassavettes ; « Prostitute », de Tony Garnette ; « Atlantic City », de Louis Malle.

FESTIVALS

La fête de Marvejols

Pour la troisième année consécutive, Marvejols, en Lozère, a vécu pendant une semaine sa « Festa de la Lenga ». Ce fut une réussite, un travail accompli de professionnels en possession de leurs moyens. « Lo teatre de la Carriera » a présenté une pièce de la terre, *le Miroir des jours*, drame simple et beau, épreuve de la solitude et de la liberté pour une paysanne brusquement poussée par le décès de son mari à la tête de la ferme.

Le théâtre de la Rampe a joué une pièce pour enfants, *Pamperigousta*. Un chanteur occitan, La Sauze, et un conteur, Claude Alranq, ont chanté des poèmes ou dit des contes — drôles ou émouvants — avec un art très juste et très personnel du rythme et du mime.

Il y eu même, un soir sur deux, du café-théâtre avec le théâtre de la Mauvaise Tête.

La dernière soirée a été consacrée à un concert inédit réunissant un groupe de jazz et un groupe de musique traditionnelle, Cossi anatz Sauveterre, mêlant aux instruments du jazz (trompette, clarinette, saxo et batterie) les instruments anciens, comme la cabrette d'Auvergne ou la vielle à roue, dans une rencontre qui ne fut pas le moins du monde abstraite.

Le jour, l'animation de la ville fut assurée par cent cinquante moniteurs ou stagiaires, venus pour les ateliers. Ils ont raconté au coin des rues ou au milieu des places, sous le titre *la Bestia*, l'histoire de la bête du Gévaudan, en quatre épisodes. Mais ce spectacle d'animation, adapté au temps présent, malgré de bons passages, apparut parfois naïf ou stéréotypé. Ils ont aussi parcouru en masques toute la cité, jusque dans ses faubourgs, dansant au rythme d'airs populaires.

Cette animation a-t-elle entraîné l'adhésion de la population ? Assez superficiellement sans doute. Les défilés de masques ont surpris dans une ville qui n'a pas de longue tradition carnavalesque. En revanche, l'édition d'un journal quotidien du Festival, *Sud-Marvejols*, a assuré *une liaison qui, sans* lui serait restée très diluée. Un tirage de six cents exemplaires pour une vente proche de cinq cents, ce n'est pas un mauvais résultat. Ce journal qui, en quelque sorte, fut l'officiel du festival, s'est fait l'écho, sous le titre « La tête se mord-elle la queue ? », des difficultés rencontrées dans ces contacts. Le festival cherche sa greffe ou son dragon, cette pousse aérienne qui naît sur la racine. L'évêque de la « Bestia » devra alors changer sa crosse pour la crossette.

ROGER BECRIAUX.



SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Prospectus.
Atelier-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Carreau du Temple (624-53-25), 21 h. : le Cirque de Molière.
Comédie-Italienne (321-32-22), 21 h. : la Locandiera.
Essaïon (278-46-42), I, 20 h. 30 : Histoires vraies.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : Le Père Noël est une ordure.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : le Journal de Nijinsky. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 30 : les Quatre Jumelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français ; 22 h. 30 : Notre-Dame de l'Informatique.
Marigny (225-20-74), 21 h. : la Tour de Nesle. — Salle Gabriel, 22 h. 30 : Nuit de noces de Cendrillon.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 21 h. : Tartuffe.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.
L'Echaudoir (340-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin.
L'Ecume (542-71-16), 22 h. : J.-P. Réginal.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 19 h. 30 : Antonin fait c' qu'i'l veut.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Lionel Rocheman ; 21 h. 30 : Ch. Jolibois ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre du Marais (278-50-27), 21 h. : Phèdre à repasser.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : J. Blot ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : les Belges.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : R. Mason.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : Charlelie Couture.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : Clotilde ; 22 h. 30 : Abadie.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.

Le music-hall

Daunou (261-69-14), 21 h. : Pepe Cordoba et sa Fiesta flamenca.
Forum des Halles, Théâtre (297-53-47), 20 h. 30 : le Procédé Guimard-Delaunay.

Les concerts

Marigny, 21 h. : N. Bertrand (Haydn, Forqueray).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : Jazz Group de Bretagne.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : C. Barthélemy.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 22 h. 45 : Los Salseros.
Dunois (584-57-34), 22 h. 30 : Quiproquo.
Riverbop (325-93-71), 22 h. 30 : J.-M. Kajdan Quartet.

XVe Festival estival de Paris

(329-37-57)
Conciergerie, 18 h. 30 : Musica ficta de Buenos-Aires.
Faculté de droit, 20 h. 30 : G. et E. Kremer, violon et piano (Beethovn, Schubert, Franck, Satie, Milhaud).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Ombres blanches, de W.S. Van Dyke et R. Flaherty ; 19 h. : le Double Amour, de J. Epstein ; 21 h. : Zabriskie Point, de M. Antonioni.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : Gribiche, de J. Feyder ; 17 h. : le Torrent, de M. Bell ; 19 h. : Arènes sanglantes, de F. Niblo.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; St-Michel, 5e (326-79-17). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).
AU-DELA DE LA GLOIRE (A., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
BIENVENUE MR CHANCE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
BRIGADE MONDAINE : VAUDOU AUX CARAIBES (F.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Rex, 2e (236-83-93), Normandie, 8e (359-41-18), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
CALIGULA (It., v. ang.) (**) : St-Germain-Studio, 6e (354-42-72), Monte-Carlo, 8e (225-09-93), Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (246 49-07), Athéna, 12e (343-07-48), Mistral, 14e (539-52-43), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg., v. ang.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
CHARLIE BRAVO (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33), Marignan, 8e (359-92-82).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83), Pagode, 7e (705-12-15), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45), Studio Raspail, 14e (320-38-98).
5 % DE RISQUE (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Cambronne, 15e (734-42-96), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CONTES PERVERS (Fr.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55), Miramar, 14e (382-89-52).

Jeudi 14 août

DEUX AFFREUX SUR LE SABLE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. It.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74), Vendôme, 2e (742-97-52).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23).
LE FAISEUR DE SUISSES (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86).
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Murat, 16e (655-99-75).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES HERITIERES (Hong.), v.o. : Studio Cujas, 5e (354-89-22). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
KRAMER CONTRE KRAMER (A.), v.o. : Parnassiens, 14e (329-83-11).
LONG WEEK-END (Austr.), v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU POUR AVOIR UNE FEMME QUI BOIT DANS LES CAFES AVEC LES HOMMES ? (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA MALEDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A.), v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MANHATTAN (A.), v.o. : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.), v.o. : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Athéna, 12e (343-07-48).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A.), v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE PRE (It., *v.o.*) : *14 Juillet-Parnasse*, 6e (326-58-00).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE SAUT DANS LE VIDE (It.-Fr., version It.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; v.f. : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
THIRD WORLD, PRISONNIER DE LA RUE (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-61-42) ; v.f. : Impérial, 2e (272-72-52).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Racine, 6e (633-43-71) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
L'ULTIME ATTAQUE (Ang., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
UN FLIC DE CHOC (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-07-76) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

LES FILMS NOUVEAUX

PILE OU FACE, film français de Robert Enrico : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-10) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-53-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LE PLUS SECRET DES AGENTS SECRETS, film américain de *Clive Donner (v.o.)* : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
JE SUIS PHOTOGENIQUE, film italien de Dino Risi (v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, *15e* (828-42-27).
NEW YORK CONNECTION, film américain de Robert Butler (**) (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Elysées Cinéma, 8e (225-37-90) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Les grandes reprises

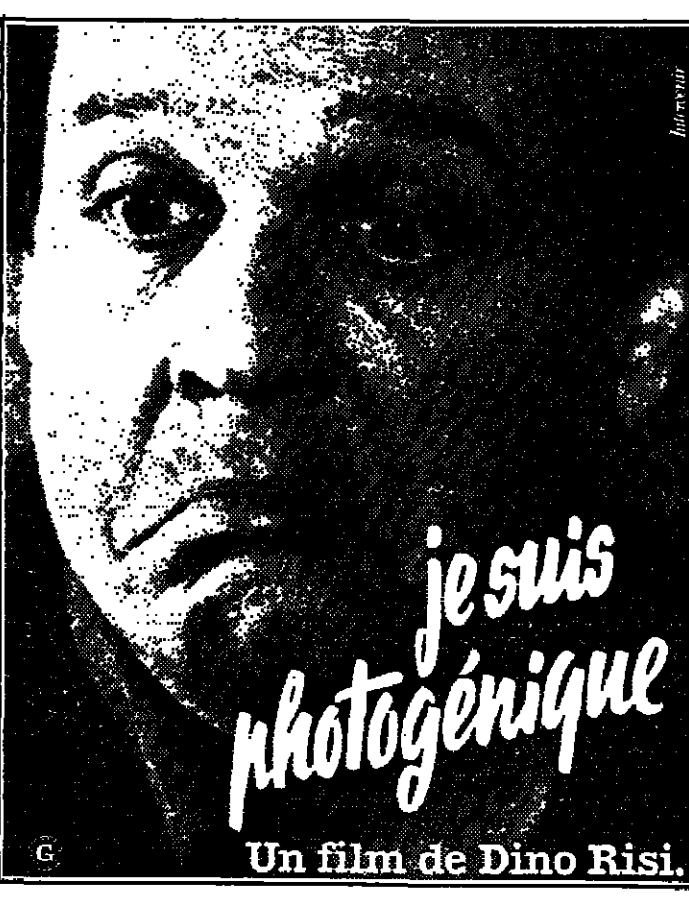
A CHAQUE AUBE, JE MEURS (A.), v.o. : Action Christine, 6e (325-85-78).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It.), v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'APPRENTISSAGE DE DUDDY KRAVITZ (A.), v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).
L'ARBRE AUX SABOTS (It), v.o. : Bonaparte, 6e (326-12-12).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A.), v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42).
BARRY LYNDON (A.), v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paris, 8e (359-53-99). — V.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
BONNIE AND CLYDE (A.), v.o. : André Bazin, 13e (337-74-39).
***LE CHARME DISCRET DE LA* BOURGEOISIE** (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nation, 12e (343-04-67).
CHINATOWN (A.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
CLEOPATRE (A.), v.f. : Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
LE DERNIER NABAB (It.), v.o. : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES DAMNES (It.), v.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38), France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; ABC, 2e (236-55-54) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DEUX SUPERFLICS (A.), V.f. : Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
LES DIX COMMANDEMENTS (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DOUZE SALOPARDS (A.), v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LES FAISEURS DE SUISSES (Suis.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86).
GIRLFRIENDS (A.), v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).
GOLDFINGER (A.), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-76-23) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE GUEPARD (It.), v.o. : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
GUET-APENS (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**), Actua-Champo, 5e (354-51-60).
HIROSHIMA, MON AMOUR (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A., v.o.) : Opéranight, 2e (296-62-56).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.o.) : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
INSPECTEUR HARRY (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e *(579-33-00) ; Passy, 16e* (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
JAMES BOND CONTRE DOCTEUR NO (A., v.f.) : Saint-Charles-Convention, 15e (579-33-00).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Forum des Halles, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27)
JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Gaîté-Montparnasse, 14e (320-90-09).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Quintette, 5e (335-35-40) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Berlitz, 2e (743-60-33) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MIDNIGHT EXPRESS (A.) (**) (v.o.) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY-PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (A.) (**) (v.o.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
PAPA D'UN JOUR (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60).
POUR L'EXEMPLE (Ang., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ROCCO ET SES FRERES (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (633-08-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Parnassiens, 14e (329-83-11).
THE SERVANT (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES TROIS JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LE TOMBEAU HINDOU, LE TIGRE DU BENGALE (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.f.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).

Les séances spéciales

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99) 18 h. 05.
L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) 20 h.
LE CIRQUE DE MOSCOU (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (544-28-80) 16 h.
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) Olympic, 14e (542-67-42) 18 h. sf S., D.
L'EMPIRE DES SENS (Jap.) (**) (v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) 12 h. et 24 h.
LES EUROPEENS (A., v.o.) : Tourelles, 20e (364-51-98) J. 21 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99) 12 h. 25 sf D.
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) : Le Seine, 5e (326-95-99).
JULES ET JIM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) 12 h.
MAHLER (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) 14 h. 35.
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) 20 h. 10
L'OMBRE DES ANGES (Fr.) : Olympic (542-67-42) 18 h. sf S. et D.
LES NUITS DE CABIRIA (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE PRIVE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 14e (222-87-23) 12 h. et 24 h.
ROME, VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) 12 h.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99) 18 h. 05.
LE TROISIEME HOMME (Ang., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) 22 h.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS

A partir du 18 août, location ouverte pour le 18e Festival International de Danse de Paris, en coproduction avec le Festival d'Automne à Paris, au Théâtre des Champs-Elysées : « Hommage à Igor Stravinsky » ; du 10 au 21 septembre The New York City Ballet (3 programmes différents) Orchestre Colonne. Du 6 au 12 octobre Twyla Tharp Dance Foundation. Du 18 au 30 nov. Ballet de l'Opéra de Paris, Orchestre Colonne et au Théâtre le Palace du 3 au 15 novembre Bowyer and Bruggeman Dance Company. Location : Théâtre et Agences et par tél. 225-44-36.



RADIO-TÉLÉVISION

« MARIE », d'Isaac Babel

Quand, en 1935, Isaac Babel publia à Moscou *Marie*, sa deuxième pièce de théâtre, il commença d'être l'objet de violentes critiques. L'auteur dérangeait. On l'accusa d'avoir, dans cette chronique de la réalité soviétique durant les années 1920-1930, « *faussé la perspective historique* ». La pièce, qui devait être le premier volet d'une trilogie, ne fut jamais jouée. On sait, ou plutôt on ne sait pas, ce qu'il advint de Babel après son arrestation en mai 1939. Il disparut comme d'autres que les staliniens avaient dénoncés. Il sera réhabilité en 1954.

On admettra alors que cet écrivain juif avait donné avec des nouvelles comme *les Contes d'Odessa* autant de chefs-d'œuvre. On admettra aussi que les huit tableaux de *Marie* où sont peintes les « bavures » qui suivirent la révolution d'Octobre n'étaient pas finalement si réactionnaires, et que les personnages de la pièce, pour n'être pas dans leur ensemble des « rouges » authentiques, n'avaient pas été imaginés pour desservir ou contrecarrer la révolution.

« *Babel*, dit Bernard Sobel, *a écrit là une anti-tragédie, où les expédients de la télévision quotidienne n'ont rien à faire, où les lois de la dramaturgie sont délibérément transgressées.* Marie *est une machine de guerre esthétique. Babel avait écrit pour Eisenstein des scénarios, il avait vu, au grand moment des films noirs américains, un nombre incroyable de ceux-ci : il savait donc ce qu'était un montage, une atmosphère. Il a opté, comme Renoir dans* la Règle du jeu, *pour les ruptures incessantes de style. Il passe, dans* Marie, *du théâtre de boulevard à la tragédie pour utiliser ensuite les règles du roman noir ou celles de* l'agit prop.

» *Il s'agissait de ne pas transformer son texte — cubiste — en une simple anecdote mais de le rendre au téléspectateur dans toute sa force de réflexion esthétique, et donc politique, avec toutes ses oppositions, ses appositions Sans gâcher le plaisir de la « story ».*

» *Il fallait faire sentir derrière l'œuvre le personnage de Babel ; il fallait brosser en somme le portrait d'un écrivain qui aimait les romans de Dickens.*

» *Babel propose une réflexion sur la révolution, il demande à son lecteur — auquel il fait confiance — ce qu'il est advenu de ce désir de bonheur de 1789. Ce n'est pas Marx qu'il cite au cours de* Marie, *mais Heine, Spinoza, le Christ, ces trois juifs révolutionnaires qui, même s'ils sont intransigeants, sont des secptiques de la révolution. Pas par hasards. Pas par hasards. Pas des hasards non plu le apect érotique et morbides du texte. Ni les allusions à Sion, à la possibilité d'émigrer vers Israël.*

» *En montant Babel, je devais rendre cela. De la même façon, si l'on filme l'histoire du prince du Danemark, on doit faire sentir que Shakespeare connaissait Montaigne et Machiavel. Si l'on filme* Don Juan, *qui est également un manifeste esthétique, on ne doit pas oublier que le libertin Molière était un lecteur de Lucrèce. Ceux qui prétendent que c'est trop compliqué présument une barbarie préexistante. Brecht le disait :* « Les ennemis du peuple sont ceux qui savent ce dont il a besoin. » *La télévision ne peut être seulement une usine à fabriquer du consommable au goût connu. Et si je n'ai pas, moi, à assurer la pédagogie de l'œuvre, j'ai à mettre la puce à l'oreille des gens J'opte pour un style, pour des décors, pour des costumes. Pour* Marie *j'ai choisi le non-vraisemblable : et ce souci n'est ni inconvenant ni malpropre. Après tout, le stock culturel populaire n'est pas réaliste. Regardons les cathédrales, ou les peintures rupestres. Et les mystères, étaient-ils reliés à la réalité ? Et les chansons populaires ? Il n'y a rien de plus élaboré, de plus extraordinaire qu'une chanson populaire.* »

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.

Au magazine V 3

L'ALLEMAGNE vue par Daniel Cohn-Bendit

Daniel Cohn-Bendit commentera un reportage du magazine V 3 (Le nouveau vendredi », sur FR3) consacré aux divers mouvements de l'« alternative » en République fédérale d'Allemagne, et dont la diffusion est prévue pour la fin du mois de septembre, à l'occasion des prochaines élections dans ce pays.

L'ancien leader du Mouvement du 22 mars, qui dirige actuellement une « librairie alternative » à Berlin-Ouest, a, en effet, guidé le réalisateur Pierre-André Boutang, au cours de son enquête sur les initiatives, notamment celles des écologistes allemands.

A la *direction de FR3 on précise* que Daniel Cohn-Bendit est parmi ceux qui disposent du maximum d'informations sur l'« Allemagne alternative » et que dans le cas précis les responsables du magazine V 3 agissent comme le ferait une agence de presse, de manière à en savoir le plus possible sur un mouvement qui a permis, entre autres, la création de vingt-cinq mille emplois à Berlin-Ouest. On ajoute que la responsabilité *d'une telle émission* est confiée au réalisateur.

Jeudi 14 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h Série documentaire : Aventures sous la terre.
De M Siffre. Réalisat. J. Galeotti.
Mission dans des grottes au fin fond du Guatemala

19 h Caméra au poing : Une ferme d'autruches.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Série : Frédéric.

20 h Journal.

20 h 30 Comédiens de notre temps : « Ah ! la police de papa ».
De R. Castans, mise en scène de J. Charon, réalisation P. Sabbagh, avec H. Tisot, M. Mercadier, J Sereys, A. Petet.
Les aventures de Madeleine, fille de l'ancien préfet de police Poulagat

22 h 45 Des courts métrages racontés : « les Maîtres fous ».
De Jean Rouch, le chef de file du cinéma vérité

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « les Bidasses s'en vont en guerre ».
Film français de C Zidi (1974), avec G Rinaldi, G Filipelli, J Barrus, J-G Ferbner, P Stoppa, B. Bohlen, M. Merlini, J. Seiler
Les Charlots, qui finissent leur service militaire en prison, sont envoyés, avec un commando de « fortes têtes » aux manœuvres sur un terrain du centre de la France. Les paysans refusent de livrer leurs terres. Un vaudeville conventionnel et d'un goût douteux où éclatent, par-ci, par-là, des idées de mise en scène burlesque à l'américaine.

22 h Fenêtre sur... Paris Piaf.

22 h 25 Jazz : La grande parade du jazz.
De J.-C. Averty
Thad Jones et Mel Lewis.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 40 Pour les jeunes.
Plages : la rose des sables ; Enfants de France : Deux garçons de l'Ardèche.

20 h Les jeux.

20 h 30 Cinéma (hommage à P. Sellers) : « la Party ».
Film américain de B. Edwards (1968), avec P Sellers, C. Longet, M. Champion, S Franken, F McKenzie, G MacLeod, D Miller, S. Kimberly (Rediffusion.)
Un acteur indien, venu à Hollywood pour tourner une nouvelle version de Gunga Din, *est invité à une soirée mondaine qu'il fait tourner au désastre par ses maladresses.*
Un film burlesque qui comprend des moments très drôles mais dont la mise en scène trop chargée finit par désamorcer les gags. Peter Sellers égal à lui-même.

22 h 5 Journal.

FRANCE - CULTURE

19 h 25 Sons : femmes.
19 h 30, Conteurs d'aujourd'hui : E. Prigent.
20 h., Dix heures pour Offenbach : avec J. Savary et C Eda-Pierre
21 h., L'histoire et son roman : Cagliostro, Dumas et la Révolution française (les dix fiancés de Mlle Guillotine)
22 h., Poésie, religion noire : poèmes de L. S Senghor, lus par R Bassier
22 h. 30, Les chemins de la connaissance : la femme du dix-neuvième siècle (l'écrivain)
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète. Feuilleton de L. Kobrinsky (redif.).
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

19 h., Festival de Salzbourg 1980 (en direct du Felsenreitschule, en collaboration avec l'U.E.R.) : « Karl V. » d'Ernst Krenek, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. Gerd Albrecht, avec S. Jurinac, soprano ; H. Schwarz, contralto ; T. Adam, baryton ; E Melchert, P. Schreier et T. Moser, ténors.
22 h 30 Les nuits d'été : Intermezzo, œuvres de Ravel et Respighi ; 23 h., Venise : musiciens étrangers à Venise (Schutz, Hasse, Stravinsky) ; 0 h, Visions de Venise : œuvres de Lotti, Marcello, Rossini, Chopin, Porpora, Vivaldi ; de la Comedia dell'Arte à l'Opéra-Bouffe . œuvres de Vecchi (avec le Deller Consort) et Cimarosa.

Vendredi 15 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h Foi et traditions des chrétiens orientaux.

10 h 30 Le jour du Seigneur.

11 h Messe.
Célébrée en la cathédrale de Lucques (Italie), prédication de Mgr Giuliano Agresti.

12 h Histoire de vivre... à l'île de Sein.

12 h 30 La bonne conduite.

13 h Journal.

13 h 50 « le Comte de Monte-Cristo ».
Film français de C. Autant-Lara (1961), avec L. Jourdan, Y Furneaux, P Mondy, F Silva, B. Dhéran, C. Coster, J.-C. Michel, B. Guisol, Y. Rénier, C. Coster, J. Martinelli. (Rediffusion.)
En 1814, un marin marseillais, victime d'une machination, est enfermé au château d'If. Dix-sept ans plus tard, il s'évade, devient riche grâce au trésor légué par un autre prisonnier et entreprend de se venger
Cette adaptation, qui a pris quelques libertés avec le roman d'Alexandre Dumas, insiste sur son côté social et politique. Belles images et réalisation soignée.

16 h 55 Variétés : Country music.
Avec C. Rich, B. Bare, C. Cody, G. Hamilton.

17 h 40 Documentaire : « Aventures sous la terre ».
Dans les grottes du Mexique.

18 h 35 Série : « le Temps des as ».

19 h 30 Caméra au poing.

19 h 45 Série : « Frédéric ».

20 h Journal.

20 h 30 Dramatique : « la Mort en sautoir ».
Réalisation P. Goutas, avec D Darrieux, F. Berge, L. Colpeyn, F. Tirmont, Ch Wailor.
Mélodrame à rebondissements que seuls les acteurs sauvent.

22 h Documentaire : « les Hmongs, un peuple dispersé ».
Reportage de G. Chauvel.
Les « hommes libres » des montagnes du Laos, chassés en 1976 par les troupes vietnamiennes, se sont retrouvés à l'étranger : véritable diaspora qui espère encore retourner sur son sol. Un reportage intéressant.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : « *Kim et Cie* ».
La jeune vedette.

14 h Aujourd'hui, madame.
Nicole et la prière.

15 h 05 Cinéma : « les Mystères de Paris ».
Film français d'André Hunebelle (1962) Avec J. Marais, D Robin, J. Hayworth, R Pellegrin, P. Mondy, N. Roquevert, G Chamarat, P. Dubost, J. le Poulain, R. Garles (Rediffusion.)
A Paris, sous le règne de Louis-Philippe, un dandy déguisé en ouvrier va sauver une jeune fille dans les bas-fonds et lutte contre un homme d'affaires qui est aussi le roi de la pègre.
Une trahison totale du grand roman populaire d'Eugène Sue. Malgré Jean Marais et un certain charme « images d'Epinal », un film qu'il vaut mieux ignorer.

16 h 45 Sports : gymnastique.

17 h Magazine : Quatre Saisons.
Une journée au Salon de l'artisanat et des métiers d'art à Nogent.

18 h Récré A 2.
Le fantôme de l'espace ; Satanas et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Documentaire : Soif d'aventures.
Paisible et mystérieux Népal.

19 h 45 Variétés : Trente-Six bouts de chandelles.

20 h Journal.

20 h 30 Série : « Winnetou ».
Le temps du remords.

21 h 35 Magazine : Ah ! vous écrivez.
Emission littéraire de B Pivot
Avec MM. M Jullian *(le Maître de Hongrie)*, S. Gainsbourg *(Evguenie Sokolov)* et Mme E. de Brissac *(Une forêt soumise)*.

22 h 35 Journal.

22 h 40 Ciné-Club : « Brève Rencontre ».
Film anglais de D. Lean (1946), avec C. Johnson, T Howard, C. Raymond, S. Holloway, J Carey, M. Barton, V Dyall, B Gregg. (V.O sous-titrée. N. Rediffusion.)
Un homme et une femme, tous deux mariés, font connaissance sur un quai de gare provincial, se rencontrent chaque jeudi, mais résistent à leur commune passion.
Une délicate étude psychologique (sur un sujet de Noel Coward) et le réalisme quotidien de la petite bourgeoisie et de la province anglaises. Un film qui fut très célèbre et qui reste estimable.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 20 Courts métrages.
« Les Impressionnistes au musée du Jeu de Paume » ; « Folon ».

19 h 40 Pour les jeunes.
Les aventures de Lolek et Bolek ; Titres en poche : fêtes et fariboles.

20 h Les jeux.

20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : Les confessions d'un pilleur de train.
Un reportage de la télévision australienne. Réal. : B. Sloane. Commentaires : M. Honorin
Rencontre avec Ronald Biggs, un des auteurs du plus retentissant hold-up de tous les temps : l'attaque du train postal Glasgow-Londres en 1963, évadé de prison en 1964, enfui en Australie, puis découvert par les services de Scotland Yard auxquels, aujourd'hui marié à une Brésilienne, il a définitivement échappé.

21 h 30 La France musicale.
Panorama de la vie musicale dans la région Provence-Côte d'Azur-Corse. Des directeurs de conservatoire s'expliquent et des responsables d'orchestre ou de festivals aussi. Extraits d'œuvres de Tchaïkovski, Messiaen, Donizetti et d'un extrait de Coppelia, spectacle des ballets de Marseille Roland Petit.

22 h 20 Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : à Nice.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Le jardin des sciences naturelles : fruits et légumes des Hespérides et d'ici.
9 h. 7, Universités de l'universel : Al Azhar, en Egypte.
10 h., Messe, à l'abbaye Sainte-Anne de Kergonan (Morbihan).
11 h. 2, De Baudelaire à Cocteau : Aragon, Prévert et les musiciens.
12 h. 5, Œuvres et chefs-d'œuvre en France. à travers les musées de nos provinces.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, *Entretien avec... C. Ballif (la religion)*
14 h., Rencontre... œuvres de Ballif et Obouhow.
14 h. 30, De tous temps : Autun.
16 h. Festivals d'été. Festival estival de Paris : Sceaux.
18 h., Visages de la langue française.
19 h. 30, Conteurs d'aujourd'hui : B de La Salle.
20 h., Dix heures pour Offenbach : avec F. Revoil.
21 h., L'histoire et son roman : Cagliostro, Dumas et la Révolution française (la fin de l'histoire).
22 h., Poésie, religion noire : poèmes de J.-B. Tati Loutard, lus par R. Bassier.
22 h. 30, Les chemins de la connaissance : la femme du dix-neuvième siècle (la féministe).
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète : feuilleton de L Kobrinsky (redif.).
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

7 h 03, Réveil-matin : œuvres de Mozart, Schoenberg et Schumann ; 8 h, « Quintette pour clarinette et cordes en la majeur » de Mozart, avec H Wright, clarinette (enregistré à l'occasion du vingtième anniversaire du Festival de Marlborough) ; 8 h 35, Kiosque-matin : 9 h 30, œuvres de Schubert (avec Rudolf Serkin, piano, l'interprète du jour) et Beethoven, dir. L. Bernstein ; 10 h., « *Symphonie en sol mineur nº 40* » de Mozart, par l'Orchestre du Festival de Marlborough, dir Pablo Casals.
11 h 00, Festival de Salzbourg 1980 (Echanges internationaux) : Mozart-matinée, en direct du Mozarteum de Salzbourg ; 13 h. 05, Jazz vivant estival.
14 h., Collection particulière : Serkin à Marlborough et les débuts du grand pianiste, œuvres de Bach, Vivaldi - Busch, Schubert et Brahms : 15 h., œuvres de Brahms, Haydn et Beethoven, avec Rudolf Serkin au piano, dans un enregistrement de 1932 (Brahms) ; 16 h, « Quintette pour piano et cordes en mi bémol majeur » de Schumann, par le *Quatuor de Budapest*, avec R. Serkin.
17 h. 30, Concert : « Symphonie nº 34 en ut majeur (Mozart), « Trois danses extraites du Tricorne (Manuel de Falla) et « Symphonie nº 4 en ré mineur » (Schumann), par l'Orchestre national de France, dir. R. Muti (Concert du 11 mars 1980 au Théâtre des Champs-Elysées) ; 19 h 05, Kiosque-soir.
20 h., Prologue : A. Almuro présente des extraits d'œuvres de Berlioz, Mozart et Berio.
20 h 20, Concert (Echanges franco-allemands). « Chasse royale et orage » extrait des Troyens (Berlioz), « Concerto pour piano et orchestre nº 9 en mi bémol majeur » (Mozart), « Sinfonia » (Berlioz), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec E. Léonskaïa, piano.
22 h. 15, Les Nuits d'été : œuvres de Franck et Ligetti ; 23 h. 05, Vieilles cires : œuvres de Haydn et Mozart ; 0 h 5, Grandes œuvres grands interprètes.

PRESSE

A propos de l'Afghanistan

« L'Humanité » publie une mise au point de la section C.G.T. de l'Agence France-Presse

L'Humanité du 14 août publie un communiqué de la section des journalistes C.G.T. de l'A.F.P. reçu la veille à la suite de la polémique ouverte par *l'Humanité* au sujet de la manière dont l'A.F.P. rend compte des événements d'Afghanistan. Dans cette *polémique commencée le 8 août* (*le Monde* du 13 août), le quotidien communiste n'avait pas hésité, le 13 août, à mettre nommément en cause M. Pierre Feuilly, secrétaire de la section C.G.T. et membre du parti socialiste.

La section des journalistes C.G.T. de l'A.F.P. est en nette progression depuis 1975. Aux élections des délégués du personnel de novembre 1979, la moyenne des *voix entre les divers syndicats* s'est répartie de la façon suivante. Au collège « titulaires » : S. N. J. (155,2), C. G. T. (145,2), C.F.D.T. 122) et F.O. (81). Sur 702 journalistes à l'A.F.P., il y avait 684 inscrits et 537 votants.

Au collège « suppléants », la C.G.T. est en tête : C.G.T. (164,8), S.N.J. (146,6), C.F.D.T. (118) et F.O. (81).

La grande majorité des cent dix adhérents de la section des journalistes C. G. T. de l'A.F.P. n'appartiennent à aucun parti. Une dizaine seulement militent dans une organisation politique, se répartissant entre le P.C.F., le P.S. et des groupes gauchistes.

Voici le texte intégral du communiqué de la section des journalistes C.G.T. de l'Agence France-Presse :

« *La polémique déclenchée par* l'Humanité *contre l'A.F.P. et l'utilisation faite par de nombreux organes de presse du communiqué publié à cette occasion par les journalistes C.G.T. de l'Agence illustrent à quel point l'information est manipulée dans notre pays au gré des opinions partisanes des uns et des autres.*

» *A la suite d'un article de* l'Humanité *à propos de l'Afghanistan présentant l'A.F.P. comme* « l'agence des fausses nouvelles » *dirigée* « d'une main de fer par l'Elysée », *les journalistes C.G.T. avaient pris position à partir des faits eux-mêmes et non pas de positions partisanes et manichéennes résumant toute situation à l'habitude* « tout est blanc d'un côté et noir de l'autre ». *C'est pourquoi, les journalistes C.G.T. avaient* « récusé la tentative du P.C.F. de présenter l'A.F.P. comme l'agence des fausses nouvelles », *en même temps qu'ils dénonçaient l'attitude de la direction et de la rédaction en chef de l'A.F.P. qui consistait à faire passer pour des* « informations sûres » *des rumeurs rapportées par des voyageurs anonymes et démenties ensuite par les faits.*

» *Or, mardi, de nombreux organes de presse font de cette prise de position une utilisation partisane, la manipulant et la tronquant sans vergogne.*

» *Ainsi,* l'Humanité, *quotidien du P.C.F., ne cite de ce communiqué que les passages critiquant la direction de l'A.F.P., omettant soigneusement tous ceux qui l'interpellaient pourtant directement, notamment celui sur la nécessité d'obtenir des autorités soviéto-afghanes la libre circulation des journalistes en Afghanistan et la garantie qu'ils pourront y faire librement leur métier. Et, en revanche, les radios,* France-Soir, *le* Quotidien de Paris *et le* Matin de Paris *n'en ont retenu que les passages critiquant le P.C.F. et* l'Humanité. *Singulière conception d'une information honnête et impartiale dont se réclament pourtant quotidiennement les directions de ces organes de presse.*

» *Pour sa part,* Libération, *contrairement aux organes de presse précités, a non seulement estimé que le communiqué des journaliste C.G.T. était* « un poil dans le sens du vrai, un poil dans le sens *Huma* », *mais, de surcroît,* Libération *a du mal à comprendre que des journalistes raisonnent en faisant abstraction du manichéisme : parce que les journalistes C.G.T. critiquent* l'Humanité, *mais aussi la direction de l'A.F.P., ils auraient publié un* « communiqué emberlificoté ».

» *Dernière voix dans ce concert cacophonique, les journalistes C.F.D.T. de l'A.F.P. : saisissant le prétexte de la censure d'une partie du communiqué C.G.T. par* l'Humanité, *la C.F.D.T. enjoint aux journalistes C.G.T. d'adresser un droit de réponse à* l'Humanité. *Les journalistes C.G.T. de l'A.F.P. n'ont jamais attendu les « bons conseils » de la C.F.D.T. pour prendre position sur les atteintes aux règles régissant notre profession. En revanche, puisqu'ils sont interpellés par la C.F.D.T., ils s'étonnent que ce syndicat ait pu pouvoir déclarer, à propos de la couverture par l'A.F.P. des événements d'Afghanistan, que tout s'était passé pour le mieux du monde, compte tenu des difficiles conditions de travail des journalistes sur place. En effet, au cours des trois derniers mois, les délégués de la C.F.D.T. — aux côtés de leurs camarades de la C.G.T. — ont protesté auprès de la direction et de la rédaction en chef de l'A.F.P. contre les « canards » diffusés par l'A.F.P.* »

Les journalistes C.F.D.T. de l'A.F.P. ont, en effet, publié, le 13 août, une lettre ouverte à M. Jacques Coubard, envoyé spécial de *l'Humanité* en Afghanistan, lui proposant « *de (s') associer à une demande publique de visas d'entrée pour tous les journalistes qui désirent se rendre en Afghanistan* ». La section des journalistes C.F.D.T. de l'A.F.P. souhaite que, « *afin que cela ait plus de poids* », la demande soit faite dans les colonnes de *l'Humanité* et que M. Coubard réclame « *des autorités de Kaboul qu'elles accordent à tous les correspondants étrangers le droit de travailler en Afghanistan sans aucune restriction* ».

« Une attitude étonnante »

L'Humanité fait suivre le communiqué des journalistes C.G.T. de l'A.F.P. des quatre remarques suivantes :

« *1) Il renvoie dos à dos* l'Humanité *et la direction de l'A.F.P. soutenue dans cette affaire par plusieurs organes de presse. Cette attitude est étonnante, puisqu'à la question ci éposée par les révélations de notre journal — y a-t-il ou no nintoxication de la rédaction en chef de l'A.F.P. sur les événements d'Afghanistan ? — le communiqué de la C.G.T. répond oui : l'agence diffuse des « canards ». Ce qui est reconnaitre l'essentiel et l'extrême gravité d eces faits ;*

» *2) Le communiqut se plaint des manipulations de l'information « au gré des opinions partisanes des uns et des autres ». C'est passer à côté du cœur du problème révélé par nos documents : par le biais des concentrations* financières de la presse écrite et de la tutelle directe du *pouvoir politique* sur les autres organes de presse, l'ensemble des structures de l'information en France est soumise aux intérêts partisans des maîtres du régime. Il faut donc combattre pour les libérer, et en les libérant libérer les journalistes. Dans ce combat, chacun doit choisir son camp ;

3) Ce texte enfin se réfère aux « *règles régissant notre profession* » : que ne s'est-il ému de la censure totale organisée par l'A.F.P. sur le contenu des révélations faites par *l'Humanité*, dont ont été privés tous les clients de l'A.F.P. ?

A la nomination du P.-D.G. de l'A.F.P., M. Pigeat, en octobre *1979, la section C.G.T.* avait manifesté sa préoccupation sur l'avenir de l'indépendance de l'agence. Nous n'avons fait qu'apporter la preuve que cette indépendance n'est plus qu'un mot ;

4) *Ce* communiqué, enfin, nous fait savoir avec une certaine véhémence qu'il serait souhaitable que les journalistes aient la possibilité de se rendre à Kaboul pour y faire leur métier. La véhémence est de trop, car *c'est* une question de principe que nous avons fait nôtre de longue date. C'est d'ailleurs ce que rappelait (au beau milieu d'une tempête d'attaques contre l'envoyé spécial de *l'Humanité* à Kaboul) le directeur de notre journal dans son éditorial du 19 juin : « *l'Humanité* continuera de s'efforcer de faire connaître la réalité sans rien dissimuler, mais sans rien inventer. Nous souhaitons que les autres journaux aient la volonté et, naturellement, la possibilité d'en faire autant. ».

Car si les visas administratifs sont bien évidemment nécessaires pour faire honnêtement son travail de journaliste, encore faut-il être libre devant la *réalité* telle qu'elle se présente : ce n'est pas le genre de visa que délivre la direction de l'A.F.P. »

● *Un journaliste stagiaire de* « la Dordogne libre », quotidien du soir à Périgueux (Dordogne), s'est transformé le 9 août en homme-sandwich sur le marché de la ville pour protester contre son licenciement « *dû à des pressions locales* ». Selon des ouvriers qui impriment ce journal, la cause du licenciement par la direction est le fait que M. Yves Guéna, député R.P.R. de la Dordogne et maire de Périgueux, avait exercé des pressions en ce sens, un article ne lui ayant pas plu. Le journaliste y soutenait que l'animation estivale de Sarlat était bien supérieure à celle de Périgueux. — *(Corresp.)*

● *Le prix de vente des trois journaux marseillais « le Provençal », « le Méridional » et « la Marseillaise »*, a été porté de 2 F à 2,30 F en semaine, à compter du jeudi 14 *août, et* passera à 2,50 F le dimanche à partir du 17 août. Le *Provençal* et *le Méridional* justifient cette augmentation par l'accroissement des charges imposées à la presse, tout en sollicitant la compréhension de leurs lecteurs. « *La liberté d'information est en grand péril,* écrit de son côté le quotidien communiste *la Marseillaise. Le pouvoir, qui dispose à sa guise des radios et télévision, des agences de presse et de publicité, rêve d'une presse écrite domestiquée. Tous les moyens sont* bons, ajoute-t-il, *pour faire disparaître les journaux ou les concentrer.* » — *(Corresp. régional.)*

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

CHINE D'AOUT

Si la plupart des antiquaires de Paris et des grandes villes ont pour quelques semaines baissé le rideau de fer, les marchés aux puces et centres d'antiquités continuent à accueillir les amateurs de meubles et objets anciens. Il n'est pas un seul jour où il ne soit possible de partir à la découverte d'antiquités en tous genres.

Pour les curieux de tous pays de passage à Paris et pour les vrais chineurs qui ne prennent pas de vacances, voici les marchés de brocante et groupements d'antiquaires ouverts en août.

Les inépuisables marchés aux puces de Saint-Ouen sont ouverts samedi, dimanche, lundi toute la journée. Métro : Porte-de-Saint-Ouen ou Porte-de-Clignancourt. Parkings : rue Paul-Bert, rue Marie-Curie et 110, rue des Rosiers.

En suivant la rue des Rosiers (à partir de l'avenue Michelet), vous trouverez successivement :

— *Le marché Vernaison* : 300 stands ; de tout et des copies ;

— *Le marché Biron* : 220 boutiques ; les puces élégantes, bons spécialistes ;

— *Le marché Cambo* : 40 boutiques sur deux niveaux ; Napoléon III, meubles anglais et rustiques du dix-neuvième siècle ;

— *Le marché des Rosiers* (3, rue Paul-Bert) : 20 exposants ; tableaux, bronzes, art nouveau ;

— *Le marché Paul-Bert* (18, rue Paul-Bert et 96, rue des Rosiers) : 220 stands très diversifiés, de la Haute Epoque au 1930, meubles régionaux, Extrême-Orient, bronzes, armes, faïences, etc. ;

— *Le marché Serpette* (110, rue des Rosiers, parking) : 130 stands couverts. Marché récent et actif ; beaucoup d'art nouveau et d'art déco, armes, ferronneries ;

— *Le marché Jules-Vallès* (7, rue Jules-Vallès) : 30 stands ; curiosités, pendules, vieux papiers ;

— *Le marché Malik* (vers le périphérique) : fringues d'occasion, phonos, motos.

Autres marchés aux puces :

— *Marché de la porte Didot* (métro Porte-de-Vanves), samedi et dimanche, 8 h. à 19 h. : 70 exposants, plus d'innombrables marginaux (avenue Marc-Sangnier) ; brocante insolite, bibelots, occasions ;

— *Marché de la porte de Montreuil* (métro Porte-de-Montreuil), samedi et dimanche, 7 h. à 19 h. Attention : les vraies « puces » sont au-delà du rond-point (envahi par le neuf), mais le long du périphérique, 300 brocanteurs s'étalent sur plus de 500 mètres. Déballage intéressant le samedi à l'aube ;

— *Marché du Kremlin-Bicêtre* (métro Porte-d'Italie). Les puces pouilleuses et pittoresques. Dimanche (avec extension vers le cimetière d'Ivry), mais aussi le mardi et le jeudi, le long de la route Paris-Fontainebleau (RN 7) ;

— *Marché d'Aligre* (place d'Aligre, 75012, près du faubourg Saint-Antoine, métro Ledru-Rollin). Le seul marché aux puces de Paris ouvert tous les jours (sauf le lundi) de 9 h. à 13 h. : bibelots plus ou moins anciens, livres, curiosités, vaisselle (assiettes à 5 F) et légumes frais.

Groupements d'antiquaires parisiens :

— *Le Louvre des antiquaires* (place du Palais-Royal, rue de Rivoli, rue Saint-Honoré, 75001. Métro Palais-Royal. Tél. : 297-27-10). Ouvert du mardi au samedi inclus de 11 h. à 19 h. (et le dimanche à partir du 15 septembre) : 240 boutiques d'antiquaires dans un décor moderne climatisé. Bons spécialistes de l'antiquité classique aux arts déco, meubles de marqueterie et régionaux. Sérieuses garanties d'authenticité ;

— *Village suisse* (78, avenue de Suffren, 54, avenue de La Motte-Picquet, 75015. Tél. : 734-91-97. Métro La-Motte-Picquet). Ouvert tous les jours y compris le dimanche du jeudi matin au lundi soir. Meubles anciens soignés, bons spécialistes de la Haute Epoque au dix-neuvième siècle, instruments scientifiques, faïences, argenterie ;

— *Au Bon Marché* (38, rue de Sèvres, 75006, Galerie des antiquaires, magasin 2, 1er étage) : 30 boutiques : brocante, meubles régionaux, meubles Napoléon III, 1900-1930, bibelots, bijoux anciens ;

— *Brocante 32* (32, avenue du Général-Leclerc, 75014. Tél. : 540-40-16. Métro Mouton-Duvernet). Tous les jours (sauf dimanche et lundi matin) de 10 h. à 19 h. : 30 exposants sur deux étages, meubles divers, faïences, porcelaines, poupées, argenterie, tableaux, bronzes.

Hors Paris

— *Lyon (69)* : Brocante Stalingrad (113-115, boulevard de Stalingrad, Lyon-Villeurbanne. Tél. : (78) 52-70-09) : 150 marchands, jeudi et samedi toute la journée, et dimanche matin. Meubles en tous genres, curiosités, nombreux spécialistes ;

— *Toulouse (31)* : marché Saint-Sernin (autour de la Basilique), samedi et lundi toute la journée, et dimanche matin : puces traditionnelles ;

— *Bordeaux (33)* : Marché à la brocante, place Meynard, quartier Saint-Michel, du mardi au vendredi, de 8 h. à 19 h., et le dimanche de 8 h. à 13 h. ;

— *Strasbourg (67)* : Marché aux puces, mercredi et samedi matin, place du Vieil-Hôpital ;

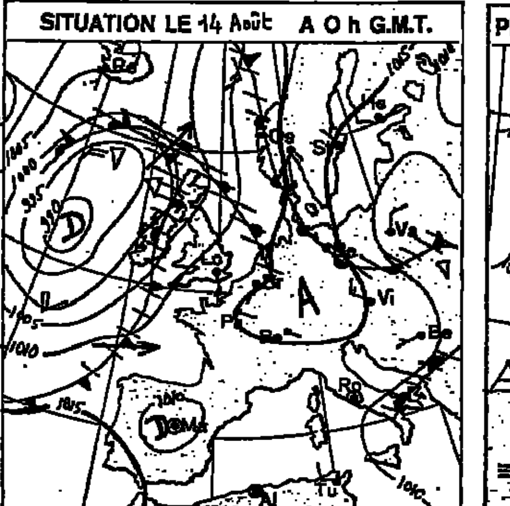
— *Benfeld (67)* : Brocante, 4, avenue de la Gare, samedi et dimanche de 9 h. à 19 h.

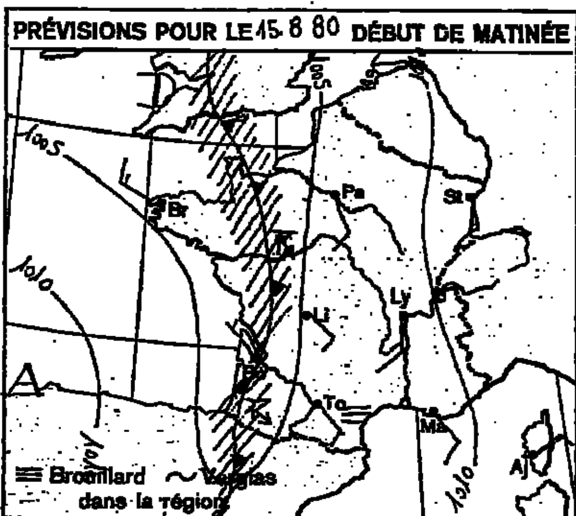
GERSAINT.

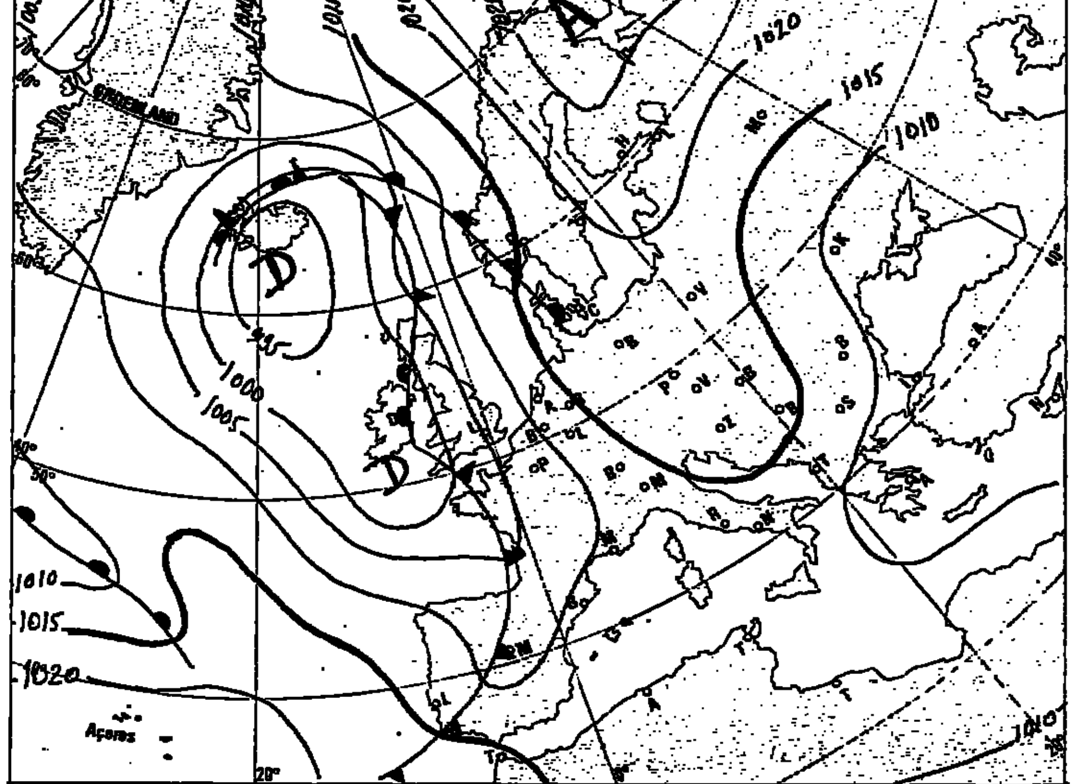
COLLOQUES

LA CERAMIQUE A LIMOGES. — Des journées d'études sur les industries céramiques seront organisées à Limoges les 30 septembre, 1er et 2 octobre prochain, sur l'initiative de l'établissement public régional à l'Ecole nationale supérieure de céramique.

MÉTÉOROLOGIE







PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)

Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 noeuds, 10 noeuds, 50 noeuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 août à 0 heure et le vendredi 15 août à 24 heures :

Précédé d'une évolution orageuse dans l'air chaud qui recouvre l'Europe occidentale, un front froid venant de l'Atlantique traversera lentement la moitié ouest de la France.

Vendredi 15 août, sur les régions s'étendant de la Bretagne et de la Normandie au Bassin aquitain, des pluies et des orages nocturnes ou matinaux seront suivis d'éclaircies assez belles l'après-midi et le soir. Le temps deviendra moins chaud dans un flux de secteur ouest assez fort par moments sur les côtes. Au cours de la journée, la zone pluvio-orageuse progressera vers l'est, à travers le Bassin parisien, le Massif Central et les régions pyrénéennes. Elle s'étendra le soir des Ardennes au golfe du Lion, mais des orages isolés sont également à craindre de la Provence à la Corse. Un rafraîchissement sensible accompagnera les précipitations, mais les températures maximales seront souvent très élevées dans l'air chaud antérieur, avec un temps peu nuageux sur l'Alsace et la Franche-Comté.

Le jeudi 14 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 013,5 millibars, soit 760,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 août ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 27 et 20 degrés ; Biarritz, 27 et 16 ; Bordeaux, 28 et 15 ; Bourges, 24 et 15 ; Brest, 21 et 17 ; Caen, 25 et 19 ; Cherbourg, 22 et 18 ; Clermont-Ferrand, 25 et 12 ; Dijon, 19 et 15 ; Grenoble, 26 et 13 ; Lille, 19 et 14 ; Lyon, 23 et 12 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 15 et 15 ; Nantes, 20 et 15 ; Nice, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 23 et 16 ; Pau, 27 et 15 ; Perpignan, 33 et 17 ; Rennes, 23 et 17 ; Strasbourg, 19 et 15 ; Tours, 24 et 16 ; Toulouse, 28 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 16 degrés ; Amsterdam, 19 et 16 ; Athènes, 29 et 24 ; Berlin, 15 et 13 ; Bonn, 21 et 15 ; Bruxelles, 17 et 15 ; Le Caire, 34 et 20 ; Iles Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 21 et 10 ; Genève, 22 et 11 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 25 et 17 ; Madrid, 36 et 18 ; Moscou, 21 et 12 ; Nairobi, 22 et 13 ; New-York, 29 et 23 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 29 et 20 ; Stockholm, 24 et 13 ; Téhéran, 35 et 26.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

CONCOURS

LE MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA SECURITE SOCIALE recrute cinquante médecins inspecteurs de la santé le 7 octobre. Les inscriptions doivent avoir lieu avant le 4 septembre au ministère de la santé et de la Sécurité sociale, D.A.G.P.B. Division du recrutement et de la formation permanente, 1, place de Fontenoy, 75700 Paris. 567-55-44, poste 46-24.

P.T.T.

TELEPHONE INTERNATIONAL : SIMPLIFICATION DES TARIFS. — Un arrêté publié au « Journal officiel » en date du 10 août simplifie le système tarifaire des communications téléphoniques et télégraphiques internationales. Entre la France et les pays européens, il y aura ainsi deux tarifs au lieu de cinq. La tarification du service télex est aussi simplifiée ; ainsi, pour l'Europe ne subsistent que deux tarifs au lieu de trois.

Enfin, en raison du déficit important du service télégraphique, un léger relèvement des tarifs les plus bas a été décidé.

STAGES

ARTISANAT DURANT L'ETE. — Les ateliers des trois soleils proposent encore du 18 août au 14 septembre 1980, six sessions de stages de formation pour adultes sous la responsabilité de formateurs hautement qualifiés. Entre autres activités : poterie, travail du bois, tissage, peinture, vannerie et en particulier du 1er au 7 septembre un atelier de sensibilisation à l'expression. Participation aux frais : 500 F pour trente-six heures effectives.

★ Renseignements tous les jours, sauf les week-ends : Ateliers des trois soleils, 75, rue Eugène-Pons, 69004 Lyon, tél. (16) 78 28-34-30.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 15 AOUT

« Ile Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Saint-Germain-des-Prés », 15 h. 15, 2, rue des Ciseaux (Mme Barbier).

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Ile Saint-Louis », 15 h., 23, quai d'Anjou (Mme Ferrand).

« Hôtel de l'île Saint-Louis », 15 h., métro Saint-Paul (Mme Haulier).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).

« Le Marais inconnu », 15 h., métro Rambuteau (Résurrection du passé).

« Port-Royal de Paris », 15 h., 123, boulevard de Port-Royal (Mme Rouch-Gain).

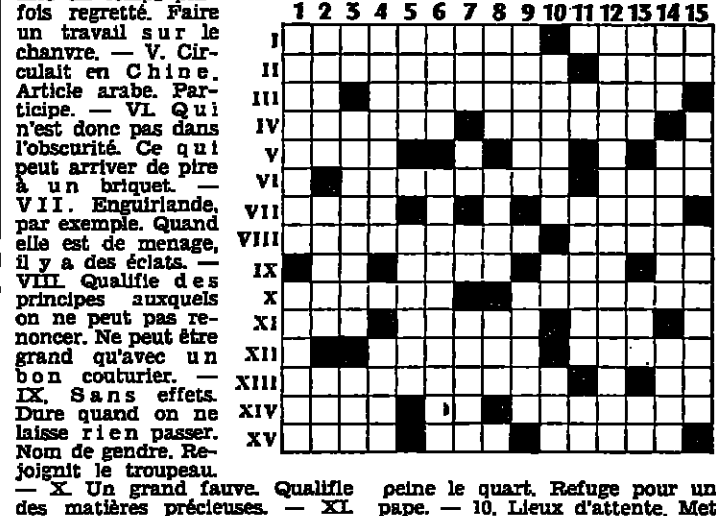
« Le Marais illuminé », 21 h., place de l'Hôtel-de-Ville (le Vieux-Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 735

HORIZONTALEMENT

I. Fraiches quand elles viennent d'arriver. Qui aime donc le commerce. — II. Pour les voir, il faut de bonnes lunettes. Grand mouvement. — III. Pronom. Qui n'approuvent donc pas le socinianisme. — IV. Qualifie un temps parfois regretté. Faire un travail sur le chanvre. — V. Circulait en Chine. Article arabe. Participe. — VI. Qui n'est donc pas dans l'obscurité. Ce qui peut arriver de pire à un briquet. — VII. Enguirlande, par exemple. Quand elle est de menage, il y a des éclats. — VIII. Qualifie des principes auxquels on ne peut pas renoncer. Ne peut être grand qu'avec un bon couturier. — IX. Sans effets. Dure quand on ne laisse rien passer. Nom de gendre. Rejoignit le troupeau. — X. Un grand fauve. Qualifie des matières précieuses. — XI. Baie du Japon. Siège d'une exposition internationale. Marque l'égalité. — XII. Peut susciter des protestations. Fournit de la fécule. — XIII. On n'en fait parfois qu'une bouchée. Son jour est férié. — XIV. Saint. Un peu de sel. Montre, autrefois. — XV. Pas admise. Qualifie un certain blanc. Utile quand on veut percer.



VERTICALEMENT

1. Exercice qu'on peut faire sur un bras. C'est parfois une bonne pensée. — 2. Fut vice-roi de Sicile et de Naples. Furent gravés sur pierre. Elément d'une paire. — 3. Note. Serrée quand on ne peut pas cracher. Crie comme un fauve. — 4. Faire des misères. Foyer qui peut être plein de charme. — 5. Va et vient. Très utile pour les échanges. — 6. Adverbe qui peut évoquer une façon de voir. Peuvent former une batterie. — 7. Blanc, pour l'innocent. Font souvent un pli. Préfixe. A le bras long. — 8. Peut remplacer l'ordonnance. Un prédécesseur de Carter. Peut intéresser le bricoleur. — 9. Le demi faisait à peine le quart. Refuge pour un pape. — 10. Lieux d'attente. Met au courant (épelé). Grecque. — 11. Pronom. Cachait. Symbole pour un métal blanc. — 12. Qui ne bougera donc pas. 13. Evoque un bon bec. On peut y mettre tout ce qui est piquant. Pièce de charrue. Est divisible par douze. — 14. Apparus. Nom de nymphe. On peut y enfermer le zizi. — 15. Utile pour ceux qui font des projets. A deux côtés. Région d'Italie.

Solution du problème n° 2734

Horizontalement

I. Dipsomane. — II. Edition. — III. Bec ; Elève. — IV. On ; Le. — V. Italie ; At. — VI. Site ; Tour. — VII. Eté ; Pi ; Ti. — VIII. Mêlo ; Etoc. — IX. Icare. — X. Noé ; Léthé. — XI. Turf ; Sein.

Verticalement

1. Déboisement. — 2. Identité ; Ou. — 3. Pic ; Atelier. — 4. St ; Clé ; Oc. — 5. Oie ; Al. — 6. Molletières (cf. « Flûte »). — 7. Anée ; Tête. — 8. Auto ; Hi ? — 9. Electricien (cf. « Cosse »).

GUY BROUTY.

LISTE OFFICIELLE loterie nationale ARLEQUIN

TIRAGE N° 43 DU 13 AOUT 1980

FINALES ET NUMÉROS SORTIS AU TIRAGE :	8	12	663	215	2 665

FINALES OU NUMEROS	SOMMES A PAYER CUMULS COMPRIS POUR UN BILLET ENTIER TOUTES SERIES F.	FINALES OU NUMEROS	SOMMES A PAYER CUMULS COMPRIS POUR UN BILLET ENTIER SERIE 35 F	SOMMES A PAYER CUMULS COMPRIS POUR UN BILLET ENTIER AUTRES SERIES F
8	50	2 665	2 005 000	21 000
12	200			
		2 566	10 000	2 000
21	100	2 656	10 000	2 000
		5 266	10 000	2 000
663	3 300			
		5 626	10 000	2 000
366	600	5 662	10 000	2 000
636	600			
		6 256	10 000	2 000
215	3 000	6 265	10 000	2 000
		6 526	10 000	2 000
125	300			
152	300	6 562	10 000	2 000
251	300	6 625	10 000	2 000
512	500			
521	400	6 652	10 000	2 000

Prochain ARLEQUIN : le mercredi 10 septembre 1980 à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne). Tirage télévisé à 19 h. 15.

loterie nationale — LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE DES HORTENSIAS

TIRAGE N° 42 DU 13 AOUT 1980

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER F.	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER F.
1	2 621	5 000	6	626	500
	7 141	5 000		1 106	1 000
	117 321	3 000 000		1 636	1 000
				0 986	5 000
2	192	500		5 296	10 000
	962	500			
	1 012	1 000	7	7	70
	7 302	1 000		97	220
	8 092	5 000		8 927	1 070
	05 902	100 000		0 067	5 070
3	33	150	8	58	150
	423	500			
4	4	70	9	189	500
	94	220		9 139	10 000
	5 244	1 070	0	1 690	1 000
5	915	500		6 840	1 000
	7 075	1 000		0 680	5 000
	7 905	1 000		122 870	500 000
	86 095	50 000			

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE LE 20 AOUT 1980 A PORNIC (Loire-Atlantique)

LOTO TIRAGE N° 33 : 5 12 15 25 28 32 — NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 20

PROCHAIN TIRAGE LE 20 AOUT 1980 VALIDATION JUSQU'AU 19 AOUT APRES-MIDI

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUX

Solution du problème n° 19

Nous publions dans ce numéro la solution du problème n° 19 de Jean-Pierre Colignon, qu'un incident technique nous a empêchés de faire paraître dans nos premières éditions d'hier.

Le personnage à reconnaître était : Nicolas Foucquet [ou Fouquet], 1615-1680, surintendant des finances de 1654 à 1661, date à laquelle Louis XIV le fit arrêter. Foucquet échappa à la peine de mort, treize de ses vingt-deux *juges ayant opté pour* le bannissement. Louis XIV commua la peine en un emprisonnement à perpétuité, geste qui marquait bien sa haine contre Foucquet. Ce dernier, soumis à une détention très stricte, dans la citadelle de Pignerol, alors ville française, aujourd'hui cité du Piémont, succomba le 23 mars 1680 à une « apoplexie », si l'on en croit la plupart des historiens.

La dureté de Louis XIV à son égard ne semble pas pouvoir être expliqué uniquement par des blessures d'amour-propre (faste, fortune du surintendant) ou par souci de condamner un homme convaincu de malversations. Proche de Mazarin, Foucquet prit-il connaissance de quelque secret d'Etat touchant la famille royale ? Le surintendant devenait-il trop puissant, avec, entre autres, la possession des îles de Belle-Ile, Houat et Hoëdic — stratégiquement importantes ? Et Foucquet, à partir de cette puissance, songea-t-il à s'élever encore plus haut ?... A être le premier dans le royaume de France ? L'affaire du « plan de Saint-Mandé » peut donner naissance à toutes hypothèses.

1. *Foucquet*, dans les dialectes de l'Ouest, désigne l'écureuil. Et l'on retrouve cet animal dans le blason de la famille Foucquet.

Si de nos jours on emploie plutôt la forme *Fouquet*, sans *c*, le devis de Vaux-le-Vicomte est bien signé *Foucquet*.

« Veau » était un calembour sur *Vaux*[-le-Vicomte], le fameux domaine où Foucquet fit construire par... Le Vau un château « royal ». Le Nôtre conçut les jardins, Girardon et Michel Anguier réalisèrent les sculptures, Le Brun réalisa la peinture et la décoration...

2. Foucquet avait épousé en secondes noces Marie-Madeleine de *Castille*, qui était apparentée avec tout ce que la France comptait de banquiers. Alliance non négligeable pour la carrière et la fortune du surintendant.

3. Foucquet joua un rôle important auprès de Mazarin lors de la *Fronde*.

4. Allusion à d'Artagnan, bien sûr, et à Foucquet lui-même, qu'Alexandre Dumas fait figurer dans son célèbre roman. C'est en effet Charles de Batz-Castelmore, plus connu sous le nom de « d'Artagnan », sous-lieutenant de la première compagnie de mousquetaires, qui reçut l'ordre, le 4 septembre 1661, d'arrêter Foucquet. Après le procès, c'est encore d'Artagnan qui dut conduire Foucquet à Pignerol.

5. Calembour sur le nom de Bénigne Dauvergne (ou d'Auvergne), que l'on connaît plus sous le nom de « Saint-Mars », ex-brigadier de mousquetaires, qui devait faire carrière comme « geôlier » : Pignerol, îles Sainte-Marguerite, puis, enfin, gouverneur de la Bastille. [Ne pas confondre avec *Cinq-Mars*, favori de Louis XIII qui fut décapité pour avoir conspiré contre Richelieu, et qui a inspiré à Alfred de Vigny un roman historique célèbre.]

6. Il y eut entre Mme de Sévigné et Foucquet au moins du badinage. Et la marquise témoigna au surintendant déchu une tendre et fidèle amitié.

7. Allusion au « Masque de fer » (qui ne fut sans doute qu'un... masque de velours). En effet, certains historiens ont avancé que ce Masque de fer incarcéré à Pignerol — et dont on ne sait pas encore avec certitude qui il fut — aurait été Foucquet. Plusieurs versions ont été élaborées sur ce sujet, niant la mort de Foucquet en 1680 et échafaudant *mille intrigues plus* ou moins romanesques.

Noter que le titre français *les Masques* correspond à... deux œuvres lyriques italiennes : l'opéra en trois actes de Carlo Pedrotti *Tutti in maschera* (1856) et la « comédie lyrique et joyeuse » en trois actes de Pietro Mascagni *Le Maschere (1901)*.

8. Calembour sur le nom de Charles Lebrun (ou : Le Brun), le fameux peintre qui présida à la décoration de Vaux-le-Vicomte pour Foucquet, et à celle de Versailles pour Louis XIV.

9. Allusion à Jean de La Fontaine, dont Foucquet fut le *mécène. S'il défendit avec moins* d'ardeur que le courageux Pellisson, autre poète protégé de Foucquet, le surintendant déchu, La Fontaine écrivit toutefois une admirable *Elégie aux nymphes de Vaux* qui ne lui valut pas l'amitié de Colbert, dénonciateur de Foucquet !

Palais était un jeu de mots sur *Le Palais*, chef-lieu de Belle-Ile-en-Mer, qui fut, nous l'avons dit, propriété de Foucquet.

10. Si Foucquet s'attira la haine de Louis XIV, ce fut sans doute pour avoir trop voulu... rouler carrosse ! — J.-P. C.

Problème n° 20

1A) Une sorte de toupie des mers du Sud ; 1 B) Colonnes liquides.

2 A) Singes apparentés à Cyrano de Bergerac ; 2 B) Insecticide extrait d'un arbuste de l'Amérique tropicale.

3 A) Assemblage de pièces de charpente ; 3 B) Vieille minute.

4 A) Un corps simple lamelleux et fragile ; 4 B) Pour servir un poisson.

5 A) Merisiers à grappes ; 5 B) Entre deux îles bretonnes.

6 A) Manipule des cachets sans être pharmacienne ; 6 B) *Petits* canons.

7 A) Autrement dit : « chartériser » ; 7 B) Huiles volatiles fournies par la fleur d'oranger.

8 A) Affections graves pour Rossinante ; 8 B) Pour atténuer des éclats de cuivres.

9 A) Courbures qu'il vaut mieux corriger ; 9 B) Nom pour une manie.

10 A) Olivine ; 10 B) Qui amène un abattement.

11 A) Chevaux d'obstacles ; 11 B) Dériver le courant sanguin.

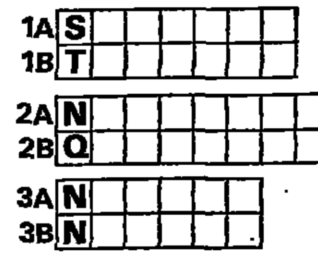
12 A) Pas très chaud ; 12 B) Moineaux campagnards.

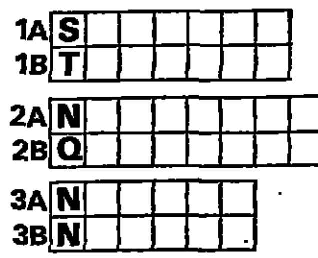
13 A) Travaille en chanvre ; 13 B) Industrie qui n'est pas forcément implantée en Corrèze.

14 A) Médicaments qui ne de-*vraient pas être amers* ; 14 B) Moûts de raisin [mot singulier].

15 A) Architrave pour les Grecs ; 15 B) Inflammations qui concernent un bassinet.

JEAN-PIERRE COLIGNON.





1A	S
1B	T
2A	N
2B	Q
3A	N
3B	N
4A	T
4B	T
5A	P
5B	P
6A	P
6B	P
7A	N
7B	N
8A	D
8B	S
9A	C
9B	P
10A	P
10B	T
11A	H
11B	S
12A	F
12B	F
13A	T
13B	T
14A	M
14B	M
15A	E
15B	P

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 août 1980 :

DES DECRETS

● Relatif aux inventions des fonctionnaires et agents publics ;

● Modifiant le décret du 23 novembre 1977 approuvant la directive d'aménagement national relative à la protection et à l'aménagement de la montagne.

CARNET

Naissances

— M. Bernard DECAUX et Mme, née Marie Burin des Roziers, Sylvie, François, Vincent, Louise Galliane, ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Charles,

Paris, le 9 août 1980.

— M. Louis-André DONCIEUX et Mme, née Catherine Fleury, Karine, Frédéric et Julia, sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie,

Paris, le 11 août 1980.
10, rue Pasteur,
La Monville,
91290 Arpajon.

Décès

ANDRÉ SCHAEFFNER

On nous prie d'annoncer la mort de

André SCHAEFFNER,
musicologue,
maître de recherches honoraire au C.N.R.S.,
spécialiste de Debussy et Strawinsky,
fondateur en France de l'ethnomusicologie,
auteur de « l'Origine des instruments de musique »,
créateur du département d'ethnomusicologie au Musée de l'homme.

[Né à Paris en 1895, André Schaeffner fut élève de l'Ecole du Louvre, de l'Ecole pratique des hautes études et de la Schola Cantorum, où il eut pour professeur Vincent d'Indy. Critique musical et musicologue, il a publié des travaux sur la musique des XIXe et XXe siècles (notamment, en 1931, un ouvrage sur Strawinsky, dont il fut l'ami, et, en 1936, un livre sur « les Origines des instruments de musique »). Ethnologue, il fit partie, pendant l'entre-deux-guerres, de l'équipe qui créa le Musée de l'homme, y fonda, en 1929, le département d'ethnomusicologie, qu'il dirigea jusqu'en 1963, et remplit, de 1931 à 1954, plusieurs missions en Afrique occidentale. Il fut, avec les Allemands C. Sachs, C. Stumpf, E. von Hornbostel et les Anglais A.E. Ellis et H. Balfour, parmi les promoteurs les plus éminents de l'ethnomusicologie, cette science, née au début du vingtième siècle, qui s'attache à étudier la musique des *sociétés dites « primitives »*, la musique populaire des sociétés plus évoluées, et également la musique savante des hautes civilisations non-européennes. Il avait publié récemment des « Essais de musicologie et autres fantaisies » (« le Monde » du 17 avril).]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction *sur les insertions du « Carnet du* Monde », *sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

— Le directeur du Muséum national d'histoire naturelle,
Et tout le personnel du Musée de l'homme,
ont la douleur d'apprendre le décès de

André SCHAEFFNER,
éminent musicologue,

qui fonda le département d'ethnomusicologie au Musée de l'homme et y consacra de nombreuses années.
Ils se joignent à la peine de son épouse, leur collègue Denise Paulme-Schaeffner.

— Le Centre d'études africaines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales
a appris avec douleur le décès de

André SCHAEFFNER,
maître de recherches honoraire au C.N.R.S.,
éminent musicologue et africaniste,

et tient à s'associer au deuil de son épouse, Denise Paulme-Schaeffner, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

— Le docteur et Mme Henri Cohen, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Maurice Dulong et leur fils,
Mlle Renée Choukroun,
Mlle Paule Choukroun,
Le docteur et Mme Raymond Choukroun, leurs fils et leur petite-fille,
Mme veuve Jacques Obédia, ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve Albert Cohen, sa sœur, et ses enfants,
M. Max Sayag, son frère, son épouse et leurs enfants,
Les familles Choukroun, Cohen, Sayag, Djian et Dulong,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mme veuve Moïse CHOUKROUN,
née Clotilde Sayag,

survenu le 11 août 1980, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.
L'inhumation aura lieu le lundi 18 août, à 14 h. 30, au cimetière du Montparnasse.
La famille ne reçoit pas.

8 bis-10, rue Lacharrière,
75011 Paris.

— Mme Anne-Marie Ledieu, son épouse,
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

DOCTEUR ROBERT LEDIEU,
ancien interne des Hôpitaux de Paris,
chirurgien à Hesdin 62140

survenu le 13 août 1980.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 16 août, à 10 h. 30, en l'église de Marconne.

Anniversaires

— Son épouse, Mathia,
Ses enfants, Jean-Pierre et Claude,
rappellent à tous ses amis le souvenir de

Oscar WEISSELBERG,
décédé le 15 août 1974.

Le Monde

équipement

PÊCHE

SUR LES BORDS DE LA MANCHE

La plupart des barrages établis par les marins-pêcheurs ont été levés

Quatre bâtiments de la marine nationale sont intervenus, ce jeudi 14 août vers 8 heures, au Havre, pour contraindre les marins pêcheurs de Port-en-Bessin à lever le blocus du port qu'ils avaient mis en place la veille dans l'après-midi. Mais les chalutiers sont restés dans le chenal d'accès et le trafic commercial n'avait pu reprendre que partiellement ce jeudi matin.

Le barrage du port de Boulogne-sur-Mer, qui avait été mis en place le 13 août vers 16 heures, a été levé volontairement trois heures et demie après. Celui de Calais a été levé ce même mercredi à 23 heures. Durant l'après-midi, seuls les *hovercrafts* avaient pu assurer un service normal à travers la Manche.

Le trafic des principaux ports français sur la Manche a ainsi été interrompu mercredi. Et en Grande-Bretagne comme en France, des milliers de voyageurs ont été bloqués. Plusieurs ferries venant d'Angleterre se sont déroutés vers Dunkerque, dont l'accès était libre. De nombreux touristes se sont aussi rabattus sur ce port.

Dans le Calvados, les ports de Trouville, Deauville, Henfleur et Dives-sur-Mer ont eux aussi été barrés, mercredi, et continueraient à l'être ce jeudi matin, ainsi que celui d'Ouistreham (dont les pêcheurs ont refusé de se joindre au mouvement), condamnant ainsi le canal d'accès au port de Caen. A Grandcamp et à Deauville les plaisanciers ont tenté d'obtenir sans succès la levée du blocus du bassin qui les empêche de sortir en mer. En Normandie, seul le port de Cherbourg a encore une activité normale.

Les pêcheurs de La Rochelle se sont déclarés prêts à se joindre au mouvement, à partir du lundi 18 août, si la majorité des ports français décidaient une grève illimitée.

Le Comité central des armateurs de France et la Fédération des agents consignataires de navires et agents maritimes de France ont protesté, dans un communiqué, *« contre les actions de toute nature qui portent atteinte au libre accès des navires dans certains ports de commerce français »*. *« Ces actions sont dautant plus inadmissibles*, disent-ils, *qu'elles atteignent des navires de commerce qui sont totalement étrangers aux difficultés de la pêche. »* Ils demandent aux pouvoirs publics d'assurer *« le libre accès dans les ports français »* et menacent les organisateurs de ces manifestations d'intenter des poursuites judiciaires.

Boulogne en colère

(Suite de la première page.)

M. François Laguin, autre responsable de la C.G.T., était tout aussi incisif : *« Nous luttons pour repousser l'attaque coalisée des armateurs et du gouvernement contre notre convention collective et contre notre niveau de vie. Notre syndicat ne peut admettre que ce soit les marins seuls qui fassent les frais des problèmes de la pêche. »*

L'inquiétude des marins-pêcheurs a été encore renforcée par les conclusions du rapport du VIII[e] Plan pour la pêche qui ont été publiées récemment. Le chiffre d'affaires de ce secteur devrait, en effet, diminuer de moitié d'ici à 1985, les importations de poisson devraient passer de 3 à 6 milliards de francs et le nombre des marins-pêcheurs devrait être ramené de 25 000 à 8 000. *« Cela montre bien l'absence d'une véritable politique de la pêche en France et le désordre qui règne à Bruxelles »*, conclut M. Louis Copin, secrétaire général de l'Union fédérale maritime C.F.D.T.

Ce sont ces différents éléments qui ont facilité l'extension du conflit et ont contribué à la mobilisation de la population boulonnaise, qui, élus en tête, est partie en guerre contre ce qu'on appelle ici la *« provocation »* du ministre.

Messages de solidarité

Dès 14 heures, alors que personne ne savait vraiment ce qu'ils allaient faire, on a vu les bateaux des artisans pêcheurs d'Etaples quitter le quai Gambetta pour aller occuper le chenal, à cinq cents mètres de là. Le *Virgo-Sancto*, le *Foucault*, le *Pie X*... ils étaient tous là à l'entrée du port, sur trois rangs, barrant les deux tiers du chenal. Un chalutier était chargé d'interdire à volonté le passage laissé libre par une marche d'avant en arrière entre les deux digues du port. Ce spectaculaire barrage valait aux marins d'Etaples un triomphe chaleureux de la part des cinq cents marins-pêcheurs réunis au même moment à la bourse du travail.

Après avoir entendu les interventions des dirigeants syndicaux, les messages de solidarité venus de tous les coins de France et, en particulier, celui des marins de Concarneau affirmant qu'on attendait là-bas *« toutes consignes du syndicat pour entrer dans l'action »*, les marins se rendaient en cortège au centre ville, place Dalton, où les attendaient plus de deux mille personnes. Vers 17 heures, la manifestation prenait forme, réunissant, en plus des pêcheurs et de leurs familles, les travailleurs de l'acier de la ville voisine d'Outreau, les mineurs, du Nord et du Pas-de-Calais, les cheminots, le personnel de santé et des hôpitaux. En tête du cortège se rassemblaient diverses personnalités politiques de la région : M. Guy Lengagne, M. Jean Bardol, député (P.C.) d'Outreau, M. Henri Darras, président (P.S.) du conseil général du Pas-de-Calais, et M. Pierre Mauroy, président (P.S.) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et maire de Lille.

Le ministre Ponce Pilate

Ainsi, plus de trois mille manifestants parcoururent les rues de Boulogne, derrière une banderole où on pouvait lire : *« Vivre et travailler dans le Boulonnais »*, *« Marins, oui, galériens, non »*, *« Le Theule, démission »*, *« Armateurs, exploiteurs »*.

Tous les magasins de Boulogne avaient baissé leurs rideaux, à l'exception de certains cafés envahis par les touristes, retenus ici à cause du blocage des ferries au port. Sept départs ont en effet été retardés ; cinq car-ferries sont alignés dans la baie au large de Boulogne pour attendre de pouvoir rentrer au port.

Cette situation inquiète sérieusement M. Charles Drouet, secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie de Boulogne : *« Le blocage porte un préjudice énorme à l'activité commerciale du port*, nous a-t-il déclaré, *ce n'est pas acceptable dans la mesure où cette activité n'a rien à voir avec le conflit. Arrêter le trafic transManche, qui a permis de donner à l'oxygène au port de Boulogne, désormais très bien équipé, c'est aussi causer indirectement un tort certain à l'activité des pêcheurs. La situation est dramatique. »*

Après la manifestation, M. Pierre Mauroy a rencontré les organisations syndicales pour faire le point de la situation avec les marins-pêcheurs. Il s'en est pris très vivement au gouvernement : *« Il est inacceptable que le ministre des transports, véritable Ponce Pilate, ose déclarer que le conflit d'aujourd'hui est du domaine privé*, a-t-il notamment déclaré. *La pêche est désormais au premier rang des affaires publiques. Si elle a des difficultés, c'est qu'il y a des incapacités au niveau gouvernemental et chez les armateurs. Nous condamnons la fuite du ministre devant ses responsabilités et, si les armateurs ont été incapables de prévoir leurs difficultés, si les profits ne sont plus ce qu'ils étaient, qu'ils se mettent la ceinture, eux, pas les marins. »* MM. Mauroy, Lengagne et Darras ont demandé dans un télégramme à être reçus d'urgence par le ministre.

Les marins-pêcheurs devaient se réunir le vendredi 15 août au matin en assemblée générale à Boulogne, pour étudier leurs actions à venir. Un nouveau blocage des ports est exclu, mais on parle d'une possible extension du conflit à la Bretagne et tous attendent que le gouvernement accepte enfin de sortir de son quant-à-soi.

OLIVIER SCHMITT.

LA LETTRE DE M. MITTERRAND A M. JOËL LE THEULE

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, demande personnellement dans une lettre adressée le 13 août à M. Joël Le Theule, ministre des transports, que celui-ci reçoive une délégation d'élus socialistes au sujet du conflit des marins-pêcheurs.

« Le conflit des marins-pêcheurs de Boulogne qui s'étend et se durcit révèle la gravité des problèmes qui touchent le secteur de la pêche industrielle, écrit le responsable socialiste. *Le parti socialiste qui a suivi depuis longtemps l'évolution de ce dossier souhaite que tout soit fait pour aboutir à une solution très rapide sans laisser se détériorer davantage la situation des marins-pêcheurs de toutes les activités induites et de l'ensemble de la région boulonnaise. »*

« Je vous demande donc », continue-t-il, *« de bien vouloir recevoir dès après les réunions des commissions de conciliation une délégation d'élus socialistes particulièrement concernés par ce problème. Nous pensons, en effet, que le gouvernement doit définir et appliquer une politique d'aides tenant compte du contexte européen, qui préserve les intérêts de la France et permette à ce secteur de vivre et de se développer.*

Deux conflits en un

De la Manche à l'Atlantique, le monde de la pêche est en ébullition, même si la Bretagne, première région maritime française, et le Midi atlantique ou méditerranéen restent calmes. Tous les marins-pêcheurs sont unis par le métier qu'ils font et parce que, directement ou indirectement, ils sont tous victimes du renchérissement du prix du pétrole.

Mais ce sont, en fait, deux conflits différents auxquels on assiste. L'un, celui de Boulogne, est un conflit salarial semblable à ceux que peut connaître le monde industriel, des salariés ne veulent pas supporter seuls les conséquences de la restructuration de leur entreprise. Pas question pour eux d'accepter une diminution des emplois ni *a fortiori* une baisse de leur pouvoir d'achat.

Pourtant, il est indispensable que la pêche industrielle de poisson frais s'adapte aux nouvelles conditions du marché. Celle de Lorient a commencé à le faire. Pour améliorer sa rentabilité un armateur a mis au point un système de roulement ; il y a cinq équipages pour quatre navires ; ceux-ci, ainsi, restent moins longtemps à quai. Le même armement a aussi créé une « base avancée » à Kyle, sur la côte ouest de l'Ecosse. Après huit jours de campagne, ses chalutiers y débarquent leur pêche ; ils ne reviennent ainsi que tous les vingt-cinq jours à Lorient. Les frais de carburant sont diminués, mais les équipages restant plus longtemps éloignés de chez eux. En compensation, l'entreprise a pu profiter des aides débloquées par le gouvernement au mois d'avril. Boulogne peut-il s'engager sur même chemin ?

Dans le second conflit, né à Port-en-Bessin, les revendications des pêcheurs-artisans s'apparentent davantage à celles des agriculteurs. Dans ce genre de pêche, les matelots payés à la « part », donc en fonction des revenus du bateau, ont depuis longtemps dû supporter le renchérissement du fuel, ce que refusent les marins salariés de Boulogne. Mais, toujours comme dans le monde agricole, les situations sont très diverses d'une région à une autre, d'un port à un autre.

Les pêcheurs du pays bigouden, qui ramènent des espèces « nobles », donc chères, comme les langoustines, ont une position plus confortable que ceux qui pêchent des poissons moins prisés. Pour eux comme pour les agriculteurs, le seul interlocuteur est le gouvernement. Lui seul peut s'attaquer à une réforme des circuits de distribution ; lui seul peut réduire les conséquences de l'augmentation du pétrole qui frappe durement cette activité.

TRANSPORTS

Concorde : pertes sur Londres-Singapour. — Les compagnies aériennes British Airways et Singapore Airlines ont enregistré en 1979 une perte de 9,5 millions de dollars (240 millions de francs environ) sur le service Concorde-Londres-Singapour qu'elles exploitent en commun. Elles s'attendent à un déficit plus important en 1980 à cause, notamment du renchérissement du prix du fuel, et ont pour cela suspendu leurs plans d'extension de ligne vers l'Australie.

Le coefficient de remplissage moyen des Concorde sur cette ligne n'est que de 50 % — *(A.F.P.)*

● *Trente-quatre pays sous pavillon libérien.* — Des navires de trente-quatre pays naviguent actuellement sous pavillon de complaisance du Libéria, indique l'Institut pour le transport maritime de Brême. Ces navires emploient 85 736 marins. — *(A.F.P.)*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

UNE ÉTUDE DE L'INSEE

L'économie corse a beaucoup progressé mais reste très fragile

Le dernier numéro d'*Economie et statistique*, la revue de l'INSEE (1), publie une étude de Nadine Salkazanov et Alain Viénot sur l'évolution de l'économie corse depuis 1957. On peut en retenir les notations suivantes :

« Depuis le début du siècle, la Corse a perdu 66 000 habitants. En fait, sa population a baissé de façon continue, perdant jusqu'à 120 000 personnes jusqu'au début des années 60, à partir desquelles s'amorce une remontée spactaculaire. Si cette remontée doit quelque chose à un léger surcroît des naissances sur les décès et à un solde migratoire faiblement excédentaire avec le continent, elle est principalement le fait d'une immigration étrangère qui, jointe au rapatriement de Français d'Algérie, compte pour plus de la moitié des 50 000 habitants regagnés depuis 1962. L'emploi s'est accru relativement davantage encore, avec 39 000 postes créés au cours des années 1962-1975, permettant une croissance du taux d'activité, croissance essentiellement due aux étrangers, mais aussi aux femmes.

» Ce retournement est lié à l'introduction en Corse d'une agriculture moderne et d'un développement volontaire du tourisme. Une mutation sociale et économique s'ensuit, qui détermine à son tour de nouveaux déséquilibres.

» L'économie corse, en effet, reste fragile. L'agriculture est marquée par les problèmes de la vigne et de l'indivision, qui rend difficile l'installation ou l'extension d'exploitations agricoles. Le tourisme est une activité soumise à divers aléas, dont le moindre n'est pas le coût de l'énergie. Le bâtiment doit faire face à une réduction de la demande de résidences secondaires et à la baisse des commandes publiques.

» Le renouveau économique n'a pas pu empêcher par exemple que 6 500 personnes soient inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi au début de l'année 1979 (8,4 % de la population active). Il faut en rechercher les causes dans la nature même des emplois créés : ouvriers ou manœuvres dans le bâtiment, salariés agricoles dans les grandes exploitations, saisonniers dans les hôtels ou les complexes touristiques.

A une époque où le travail manuel subissait de la part des jeunes une certaine désaffection — ceux qui souhaitent être « employés » représentent 67 % des demandeurs d'emploi — il n'a donc pas été étonnant de constater une montée du chômage parallèlement à l'expansion économique. »

En conclusion, les auteurs de l'étude font cette remarque pertinente :

« Ce bilan économique de la mise en valeur de la Corse devait être complété par un bilan social : comment se fait l'intégration sociale des individus, les « ratés » de la socialisation (délinquance, etc.), la mobilité sociale entre générations, les pratiques culturelles, etc. »

(1) N° 123, juillet 1980. En vente dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.

● *Marée noire sur la Durance : le nettoyage commence.* — Le pompage sur la Durance du pétrole qui s'est échappé dimanche de l'oléoduc sud-européen, près de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), est en voie d'achèvement. Une centaine d'hommes vont s'employer maintenant à nettoyer les rives de la Durance, comme on l'a fait sur les Côtes-du-Nord après le naufrage du *Tanio*.

POINT DE VUE

Ils ne peuvent se battre seuls...

par JOEL BROCQUET (*)

DANS l'interview qu'il a accordée au *Monde*, le 9 août, M. Edmond Simeoni, l'un des responsables de l'Union du peuple corse, déclarait ne pas vouloir collaborer avec les autres régionalistes français *« pour une raison tactique essentielle »*. *« On nous accuse*, disait-il, *souvent de vouloir démanteler la France. Nous ne voulons pas alimenter cette accusation. »* M. Simeoni précise encore, pour justifier son refus d'un front commun des régionalistes français, que *« la situation en Corse ne peut absolument pas être comparée à celle des autres régions françaises ou des régions européennes »*.

Il y a ici une question difficile à éluder : la concertation avec les autres mouvements régionalistes français risque-t-elle plus de *« démanteler la France »* que la volonté manifestée en 1977 par l'U.P.C. et réaffirmée dans *le Monde*, d'internationaliser la question corse. Il est certain que l'intempestive évocation du problème corse par M. Coppieters (député belge) à l'Assemblée de Strasbourg est plus suspecte (au regard de la cohésion nationale) qu'une concertation avec d'autres mouvements régionalistes.

S'il s'agit réellement, comme le veut Edmond Simeoni, comme nous le voulons aussi, de choisir *« entre le statu quo »* et *l'« aventure »* ; s'il existe, comme nous le croyons aussi, *« un chemin pour aboutir à une émancipation raisonnable »* il apparaît que la voie est celle où, toutes les régions de France s'y engageant, aucune d'entre elles ne pourra servir, soit de bouc émissaire aux Jacobins soit de banc d'essai aux aventuriers.

C'est précisément en isolant le « cas corse » de la crise française que l'on risque des affrontements lourds de drames immédiats, gros de tragédies pour demain. Lors du colloque organisé en février dernier à Aix-en-Provence, sur le thème « Le régionalisme se confronte aux problèmes de société », Robert Lafont devait déclarer qu'il ne s'agit pas d'opposer le peuple corse au peuple français, mais de trouver un médiateur entre deux existants. Nous faisons nôtre ce point de vue.

Au terme de contacts, tant avec des parlementaires qu'avec des représentants de mouvements régionalistes français ou étrangers, il apparaît que parler *« d'internationaliser la question corse »* est ambivalent. Légitime lorsqu'elle vise à situer une culture dans le contexte d'une civilisation, cette internationalisation est beaucoup plus discutable lorsqu'elle tend à s'appuyer sur des intérêts politiques étrangers. Critiquable encore une internationalisation qui aurait pour effet de dégager une idéologie « régionale européiste » contraire à certains intérêts régionaux tributaires de la cohérence et de la vigueur d'une politique nationale ; que ce soit en Lorraine où, encore, dans le Languedoc.

Ce n'est pas le désir de polémiquer qui nous guide ici, mais celui d'une clarification à laquelle nous contribuons en affirmant que les régionalismes constituent un élément de réponse capital à la crise que traversent les sociétés françaises et plus largement européenne. Or, si c'est bien à une même crise que tentent de répondre les différents régionalismes, nous croyons utiles et efficaces de tenter de les coordonner.

(*) Membre du comité directeur du Comité de liaison pour l'action locale et régionale.

TOURISME

RÉFÉRENDUM SAUVAGE SUR LA COTE BASQUE

L'Association de défense de Guéthary consulte les habitants sur un projet de la municipalité

Bayonne. — Guéthary, au sud de Biarritz est une charmante station : mer, montagne, campagne et même, assure-t-on, un microclimat favorable. Tous ses habitants le constatent et le regrettent : le tourisme qui a fait la prospérité de ce coin de la côte Basque a besoin d'être encouragé, « revitalisé », dit-on. Sept hôtels sur quinze ont depuis quelques années fermé leurs portes.

D'où l'intérêt qu'ont pu susciter les récents projets d'équipement de la municipalité, mais aussi, autre signe du temps, les craintes qu'ils n'ont pas manqué ensuite de provoquer. Bravo, ont dit les habitants, mais cela va nous coûter trop cher. Bref, le débat s'est peu à peu envenimé au point qu'une association de défense a décidé d'organiser un référendum dans la commune, vendredi prochain 15 août.

De notre correspondante

A l'origine de la polémique, il y a le projet d'aménagement du quartier du Trinquet dont le projet a été élaboré par les architectes de la Mission interministérielle d'aménagement de la côte Aquitaine, la MIACA, en accord avec le conseil municipal. Les terrains et les installations édifiées en cet endroit par le Touring Club de France, il y a trente ans, ont été achetés au début de 1979. A la place, pour répondre aux nouveaux besoins du tourisme social il a été prévu de créer un « village vacances » et de construire un nouveau Trinquet, une salle de pelote basque, ainsi qu'une vingtaine de logements permanents destinés à la location.

L'ensemble du projet a été traité en s'efforçant de préserver le style basque des bâtiments et les espaces verts qui doivent les entourer.

Un tel projet, dont le coût total est estimé à 25 900 000 F, dépassait largement les possibilités financières de la petite commune. Un plan d'investissements a donc été monté avec soin. Il prévoit le recours à des subventions ou à des emprunts auprès d'organismes divers, emprunts que le conseil général des Pyrénées-Atlantiques n'a pas voulu garantir dans les conditions envisagées à l'origine. C'est à ce moment qu'a éclaté le conflit entre la municipalité, dirigée depuis deux mois par Mme Solange Beaudon (sans étiquette), et l'Association pour la défense de la qualité de la vie à Guéthary présidée par M. Scholle.

Les membres de l'association déclarent n'être pas hostiles au projet ni, personnellement, au maire qui l'a lancé. *« Nous ne cherchons querelle à personne et ne visons que le bien de tous »*, affirment-ils, en expliquant les raisons de leur opposition. Le budget de fonctionnement de la commune est de 3 820 000 F. Trouve-t-on normal qu'une commune de neuf cent soixante-six habitants emprunte près de 10 000 F par tête ? Comment des organismes n'ayant aucune responsabilité financière dans la commune peuvent-ils, par le biais de subventions, l'obliger à s'endetter de cette façon ? Peut-on assurer qu'il n'y aura pas de dépassement du prix dans les travaux ? Peut-on être sûr que le « village vacances » sera vraiment rentable ainsi que le nouveau Trinquet ?

Le maire avance d'autres arguments : les emprunts envisagés le sont pour la plupart sans intérêt avec différé d'amortissement ; la commune est propriétaire des murs et du terrain ; les gestionnaires du village de vacances et du Trinquet paieront des loyers confortables. L'opération, en outre, va permettre la création de dix-huit à vingt emplois, dont bénéficieront en priorité les habitants de Guéthary. Enfin, la venue dans la station, et cela désormais durant toute l'année, de nouveaux touristes sera bénéfique pour tous.

Ces prévisions et ces explications sont, évidemment, contestées à leur tour par les membres de l'association, qui reprochent surtout au maire de ne pas organiser la réunion d'information qu'ils demandent depuis plusieurs semaines. C'est certainement cela qui les irrite le plus. Aussi, n'ayant pu obtenir de la municipalité qu'elle organise un référendum pour savoir si la population était d'accord ou non avec son projet, et surtout avec son plan de financement, l'association a-t-elle pris l'initiative d'organiser elle-même la consultation. La loi n'autorisant pas ce type de référendum, l'association a tourné la difficulté en prévoyant une « consultation privée » dont le dépouillement aura lieu en présence d'un huissier dûment assermenté.

Les électeurs de Guéthary seront contactés par lettre et sollicités de dire « oui » ou « non » à *« l'arrêt immédiat des travaux dans le quartier du Touring Club et à la mise en place d'un projet mieux adapté à leur commune »*. S'ils répondent « non », l'association n'aura plus sa raison d'être. Mais s'ils répondent « oui », ses représentants se déclarent décidés à mettre tout en œuvre pour défendre les intérêts des contribuables de Guéthary.

FRANCINE MOREAU.

Le Monde

économie

AFFAIRES

En Grande-Bretagne

Les firmes automobiles procèdent à de nouvelles réductions des horaires

De notre correspondant

Londres. — La récession économique s'aggrave en Grande-Bretagne, où elle frappe de plein fouet une industrie automobile déjà malmenée par la concurrence étrangère. Au cours du deuxième trimestre, la production industrielle a diminué de 2,7 % par rapport aux trois premiers mois de 1980 — période pendant laquelle pourtant l'économie britannique a été totalement touchée par la grève de la sidérurgie.

Cette chute de l'activité industrielle est due à une baisse de la demande intérieure comme extérieure, ainsi qu'à la dégradation de la compétitivité des produits britanniques. L'industrie de transformation et le secteur du textile sont parmi les branches les plus touchées, la production de la première a baissé de 2,8 % par rapport au premier trimestre et celle de la deuxième de 10,3 % par rapport à la production moyenne de 1979.

Dans l'industrie automobile, les carnets de commandes sont tellement peu garnis que les quatre principales firmes ont décidé de procéder à des nouvelles réductions du temps de travail ou à des mises en chômage technique concernant 30 000 personnes. Un système d'horaires réduits est déjà en vigueur dans plusieurs usines British Leyland (B.L.) ; mais le groupe nationalisé s'apprête en plus à mettre en chômage technique 900 des 8 000 employés de son usine de poids lourds du Lancashire pendant une semaine en septembre et deux semaines en octobre.

B.L. a l'intention de licencier 25 000 ouvriers d'ici à la fin de l'année, après avoir supprimé 20 000 emplois en un an, dans le cadre de son énième plan de redressement. Chez Talbot (ex-Chrysler U.K. racheté par P.S.A. Peugeot-Citroën), on préfère la réduction du temps de travail aux mises en chômage même temporaires. Ainsi les ouvriers des usines Talbot des Midlands, berceau de l'industrie automobile britannique, ne travailleront-ils plus que deux jours par semaine et ceux de l'usine de Linwood, en Ecosse, seulement trois jours sur cinq.

Les deux traditionnels canards boiteux de l'industrie automobile britannique, British Leyland et Talbot ne sont cependant pas les seuls à devoir réduire leur activité face à la chute des ventes. Ford a l'intention de licencier 2 900 employés dans ses onze usines du Royaume-Uni, tandis que Vauxhall (General Motors) a averti 17 000 de ses ouvriers qu'ils devraient travailler à temps réduit peut-être jusqu'à la fin de l'année.

Inquiet de cette situation, le syndicat des transports presse le gouvernement de prendre des mesures protectionnistes en faveur des entreprises nationales *« jusqu'à la fin de la récession »*, et d'inciter les automobilistes *« à acheter britannique »*.

Il est vrai que pour la première fois les exportateurs japonais se sont appropriés une part du marché national plus grande (18 %) que celle de British Leyland (17 %). B.L. a réagi en réduisant de 100 à 500 livres (de 1 000 à 5 000 francs) le prix de certains de ses véhicules. — *(Intérim.)*

Après le dépôt de bilan de la S.N.C.I.

CENT CINQUANTE CRÉANCIERS ET SOUS-TRAITANTS PORTENT PLAINTE CONTRE X... CONTRE X...

(De notre correspondant.)

Evry. — Plus de quatre mois après la mise en règlement judiciaire de la Société nouvelle de constructions industrielles (S.N.C.I.) intervenue le 24 mars, cent cinquante créanciers et sous-traitants de la S.N.C.I. ont déposé une plainte contre X... avec constitution de partie civile au tribunal de grande instance d'Evry (Essonne) le 31 juillet pour escroquerie, abus de confiance, banqueroute simple et frauduleuse et infractions à la législation relative aux sociétés commerciales. Leur intention serait d'obtenir de la sorte la mise en cause des anciens dirigeants de droit et de fait de la S.N.C.I., de plusieurs maires de communes maîtres d'ouvrage de certaines des opérations confiées à la société, etc., une des idées-forces contenues dans le libellé de la plainte est que *« les créanciers ne se fussent certainement pas souciés de traiter avec la S.N.C.I. s'ils eussent connu la situation réelle de cette entreprise que d'autres intérêts masquaient à loisir »*.

Un juge d'instruction devrait être chargé du dossier d'ici quelques jours dans la mesure où une consignation a été fixée. Pour sa part, la section financière du S.R.P.J. de Versailles aurait déjà été amenée à enquêter sur le sort de la S.N.C.I.

Cependant, le groupe Barbot, spécialisé dans la charpente métallique et filiale de la S.N.C.I., pourrait être repris par le biais d'un contrat de gérance, par la société Fillod, filiale de Sacilor. Le principe de l'opération et d'une aide publique est acquis. La société Fillod serait engagée à ne pas licencier plus de deux cent cinquante salariés sur les mille quatre-vingts qui travaillent dans le groupe Barbot. Fillod avait déjà repris une partie des actifs de la S.N.C.I. en y maintenant quarante-six salariés sur six cents.

STEPHANE BUGAT.

PUBLICATION JUDICIAIRE

« L'EXPRESS » et Jean-Didier VOLFROMM condamnés pour diffamation envers M. BOURGET.

Jugement du Trib. de Gde Instance de Paris, 1re Chambre, du 11 juin 1980
LE TRIBUNAL,
Dit qu'en présentant le livre de M. Pierre BOURGET, intitulé « Paris 1940-1944 » dans une chronique parue dans l'hebdomadaire « l'Express » du 1er au 7 décembre 1979, comme étant « démarqué » de celui écrit par M. EPARVIER, sous le titre « A Paris sous la botte des nazis », M. Jean-Didier WOLFROMM a porté atteinte à l'honneur et à la considération de M. BOURGET en lui imputant un fait contraire à sa probité professionnelle d'écrivain.
Condamne solidairement M. Jean-Didier WOLFROMM, M. Jimmy GOLDSMITH et la Société GROUPE EXPRESS à payer à M. BOURGET la somme de CINQ MILLE FRANCS (5 000 F) à titre de dommages-intérêts.
Ordonne la publication, aux frais des défendeurs, dans le premier numéro à paraître de l'hebdomadaire « l'Express » qui suivra la signification du présent jugement, et dans deux autres revues ou journaux choisis par M. BOURGET du *dispositif de* ce jugement, précédé du titre « L'Express et Jean-Didier WOLFROMM condamnés pour diffamation envers M. BOURGET », étant précisé que le coût de chaque insertion ne pourra excéder 5.000 F.
Ordonne l'exécution provisoire des condamnations ci-dessus prononcées.
Condamne solidairement MM. WOLFROMM et GOLDSMITH, ainsi que la Société GROUPE EXPRESS aux dépens et autorise Me Pierre DEPREZ, avocat, à recouvrer directement contre eux ceux dont il a fait l'avance sans avoir reçu provision.
Fait et jugé à PARIS le mercredi onze juin mil neuf cent quatre-vingt.
Pour extrait : Charles LIBMAN,
Avocat à la Cour.

ÉTRANGER

LE F.M.I. ACCORDE UN CRÉDIT DE 1 MILLIARD DE DOLLARS A L'INDE

Le F.M.I. vient de décider d'accorder à l'Inde deux prêts d'un montant total de 1 milliard de dollars, révèle le « Financial Times ». Ces prêts vont consolider les réserves de devises de ce pays, qui avaient beaucoup baissé depuis un an, revenant à 6,2 milliards de dollars (contre 7,7 milliards en septembre 1979). C'est le premier crédit accordé par le F.M.I. à l'Inde depuis cinq ans.

La sécheresse, qui a réduit de 10 % environ la production agricole, mais a aussi réduit les fournitures d'électricité avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur l'industrie et les exportations expliquent, selon le F.M.I. — avec la hausse continue du pétrole et certaines mesures protectionnistes prises par les pays industrialisés, — les prêts qui viennent d'être décidés.

● *Le redressement d'activité qui s'observait depuis un an dans le bâtiment* semble s'être interrompu au deuxième trimestre, écrit l'INSEE dans sa dernière enquête trimestrielle. Le freinage est très net pour le second œuvre. Le manque de main-d'œuvre ne permet pas au gros œuvre d'assurer globalement une compensation. Les entrepreneurs prévoient que l'activité continuera de s'infléchir à court terme,

ÉNERGIE

DEPUIS LE 1er JANVIER

Le prix de l'électricité a en moyenne augmenté de 18 % et celui du gaz de 24 %

Dans un communiqué publié le 13 août, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises estime que la nouvelle hausse des tarifs du *gaz* et de l'électricité va *« pénaliser les entreprises et les usagers »* et *« déplore »* cette hausse, *« si peu de temps après les grèves répétées du secteur public, qui ont déjà coûté si cher à l'économie nationale en avril, mai et juin derniers »*.

D'autre part, Force ouvrière indique que son représentant au comité national des prix s'est *« élevé avec fermeté »* contre les nouvelles augmentations. F.O. ajoute qu'il y a *« des limites que les salariés n'accepteront pas de voir dépasser »*.

Le communiqué du ministère de l'économie, qui annonce cette hausse — et qui, étrangement, ne fait part que des augmentations les plus faibles (celles des tarifs des usagers domestiques) — souligne que le renchérissement de l'électricité aurait été supérieur *« si la part de l'électricité d'origine nucléaire n'avait pas crû rapidement »*.

De son côté, Gaz de France souligne que les hausses de ses tarifs seront comprises entre 7,4 et 11,2 % (7,4 % pour la clientèle domestique, 9,3 % pour le chauffage collectif et 11,2 % pour les industriels).

Il est à noter que, depuis le 1er janvier, en moyenne les tarifs du gaz ont augmenté de l'ordre de 24 % et ceux de l'électricité de 18,1 %. Pour les usagers domestiques, le prix de l'électricité a progressé de 16,2 % et celui du gaz de 20,1 %, soit deux à trois fois plus vite que l'évolution du coût de la vie.

● *Le P.S. dénonce une politique charbonnière à courte vue.* — Dans une déclaration publiée le 12 août, M. Paul Quilès, secrétaire national du parti socialiste, dénonce la politique charbonnière *« à courte vue »* du *gouvernement* et demande la suspension de toute mesure de fermeture de mines. *« Le gouvernement explique la non-compétitivité du charbon français en comparant son prix de revient à celui du charbon importé et non, comme il devrait le faire, avec celui du fuel, beaucoup plus élevé ».* Le gouvernement estime, en effet, que les *« nouveaux usages du charbon doivent se substituer incohérence,* ajoute le député socialiste, *se trouve accentuée lorsque l'on tient compte du coût social de l'abandon du charbon français et de la hausse vraisemblable du prix du charbon importé dans les prochaines années. »*

M. Quilès demande une relance de la production nationale de *charbon*, la *suspension* des *mesures* de fermeture des mines, la réalisation d'un inventaire précis des ressources et la tenue d'une conférence nationale tripartite (pouvoirs publics, élus, *syndicats) sur le sujet*.

En Norvège

LES OUVRIERS DES PLATES-FORMES DE FORAGE REPRENNENT LE TRAVAIL APRÈS CINQ SEMAINES DE GRÈVE.

(De notre correspondante.)

Oslo. — Deux mille employés de vingt-six plates-formes de forage mobiles qui opèrent dans des eaux norvégiennes et étrangères devaient reprendre leur travail ce jeudi 14 août après une grève de près de cinq semaines. Par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur, Mme Valle, les grévistes dont les intérêts ont été pris en compte par le Syndicat des marins qui fait partie de la centrale syndicale L.O. et leur contrepartie, les propriétaires de plates-formes, se sont mis d'accord pour accepter la création d'un bureau d'arbitrage des salaires dont ils auront eux-mêmes choisi les membres et préciser le mandat.

La grève qui a paralysé le forage *dans* le *secteur norvégien en mer* du Nord a éclaté à l'occasion des négociations salariales. La semaine dernière, 16 % séparaient l'offre des patrons de la demande des grévistes, ceux-ci réclamant une hausse des salaires *de 30 %. Le bureau d'arbitrage* dont deux membres représenteront chacun des côtés et dont trois membres seront neutres, selon l'accord du mercredi 13 août devrait décider d'une augmentation située *entre 23 % et 30 %. — C. L.*

AGRICULTURE

Industries agro-alimentaires

LA C.G.T. DÉNONCE LE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS A L'ÉTRANGER

« M. Debatisse vise à faire croire que dans la sphère agro-alimentaire tout va bien, alors que la politique gouvernementale s'accompagne d'un véritable abandon de pans entiers de notre agriculture (...), de la mise en cause de notre indépendance alimentaire dans nombre de secteurs importants, de la mise à mort de la recherche scientifique et de la restructuration de l'Institut national de la recherche agronomique », a déclaré, mardi 12 août, M. Freddy Huck, secrétaire de la fédération C.G.T. de l'alimentation, au cours d'une conférence de presse. Il a dénoncé les exportations de capitaux français, qui *« vident le potentiel industriel et agricole de notre pays »*, et se sont fortement accrues ces dernières années, passant de 64,5 milliards de francs à 325,2 milliards de francs de 1978 à 1979 avec, notamment, les investissements réalisés par les groupes B.S.N.-Gervais-Danone et Villegrain en Afrique, Beghin-Say au Brésil, Perrier aux Etats-Unis, etc.

La C.G.T. a également souligné l'aggravation du chômage et la multiplication des fermetures d'entreprises dans le secteur, citant, entre autres exemples, la sucrerie de Mamers, la biscuiterie Prior et les conserveries de fruits, de légumes et de poissons en Bretagne. Depuis dix ans, *le* nombre des salariés du secteur alimentaire privé (sans les coopératives) a diminué de 8 à 10 % (soit environ quarante mille), a rappelé M. Huck, avant de citer les *prévisions* du *VIIIe Plan* (soixante mille à soixante-dix mille suppressions d'emplois au cours des cinq prochaines années). Il a enfin souligné la fragilité de l'excédent commercial dégagé par *le secteur, qui s'appuie pour* l'essentiel sur *« quelques produits bruts tels les céréales (...) et le sucre »*.

● *Les prix des matières premières importées par la France* ont très légèrement baissé en juillet (— 0,1 % par rapport à juin). Par rapport à juillet 1979, la baisse est de 3,6 %. Les prix des matières premières alimentaires ont nettement baissé : 4 % entre juin et juillet ; 20,3 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont, elles, augmenté : + 3,1 % en un mois, + 14,3 % en un an.

● *Protestations des éleveurs de porcs bretons.* — Les représentants des éleveurs de porcs des quatre départements bretons, réunis le 13 août à Saint-Brieuc, ont protesté contre les importations en provenance des pays extérieurs à la Communauté. Estimant la situation *« dramatique »*, ils ont demandé la mise en œuvre de la clause de sauvegarde et la révision immédiate du calcul de la cotation nationale. Le même jour, les producteurs de porcs du Finistère ont mis en place deux barrages routiers à Landivisiau et à Daoulas, pour protester contre l'effondrement des cours du porc à la production.

SOCIAL

Selon une étude de l'INSEE

La consommation médicale a absorbé 7,7 % du produit intérieur brut en 1979

« Economie et statistique », revue mensuelle de l'INSEE (1) publie les derniers *comptes de la santé* obtenus pour l'année 1979, qui font notamment ressortir la part croissante de la consommation médicale dans les dépenses des ménages : elle a représenté en effet en 1979 11,7 % de la consommation totale des ménages en 1979, contre 9,5 en 1970.

Il faut mettre en parallèle la progression du poste santé dans le budget des particuliers : d'une part l'élévation générale des revenus, d'autre part l'amélioration de la couverture sociale ; enfin, la baisse constante *de la part des* dépenses de santé restant à la charge des ménages (de 25,7 % en 1970, elle est évoluée à 19 % pour 1979).

L'étude fait remarquer que la consommation médicale finale (achat de services et de biens médicaux) atteint 127 milliards de francs, auxquels s'ajoutent les dépenses en capital (4 milliards). Au total, la dépense nationale courante de santé a absorbé en 1979 7,7 % du produit intérieur brut, contre 6,1 % en 1970, ce qui constitue, de toute évidence, une évolution très rapide.

Si l'on décompose cette dépense globale, on constate que, en 1979, 50 % des dépenses de santé ont été absorbées par les soins hospitaliers, 30 % par le médecine ambulatoire — dite « de ville » — et 20 % par le reste des biens médicaux (produits pharmaceutiques, orthopédiques, lunettes, etc.). Le rythme annuel d'accroissement des dépenses de santé a atteint 16,5 % *de 1970 à 1979*, ce qui est bien évidemment supérieur à la hausse du revenu national.

A elle seule, cependant, l'augmentation des dépenses hospitalières se monte à 19,9 %, ce qui s'explique non seulement par une hausse des dépenses en personnel (qui constituent 65 % des frais de *fonctionnement*), *mais aussi* par un accroissement du volume des prestations servies par les hôpitaux.

La hausse en valeur de la médecine ambulatoire a atteint de son côté 15 % en moyenne de 1970 à 1979. *« La croissance des prestations des médecins,* lit-on à cet égard dans l'étude, *est à rapprocher de l'augmentation des effectifs exerçant en médecine libérale »* : de 47 500 en 1971, cet effectif est passé à 66 700 en 1979, soit un supplément annuel d'environ 4,3 %.

(1) Numéro 123. Etude de M. Bernard Pierret (ministère de la santé et de la sécurité sociale).

● *Deux cents à trois cents militants de la C.G.T.* ont occupé, pendant une heure et demie, mercredi matin 13 août, la cour et les locaux du conseil *régional* d'Ile-de-France et de la préfecture de région, à Paris (7e), pour protester contre les récentes déclarations du chef de l'Etat, affirmant qu'il n'était *« pas inquiet »* pour cette région. Une délégation a remis à un collaborateur du préfet un dossier soulignant *« l'ampleur du chômage »* en Ile-de-France et *« les risques d'aggravation »* provoqués par la poursuite de la politique de décentralisation.

Malgré la crise

LES FRANÇAIS N'ONT PAS CHANGÉ DE FAÇON SIGNIFICATIVE LEURS HABITUDES DE CONSOMMATION.

Les Français ont-ils fondamentalement *modifié leurs habitudes* de consommation depuis 1973, c'est-à-dire depuis le premier « choc pétrolier » ? Absolument pas, répond l'INSEE dans une étude publiée dans son numéro d'*Economie et statistique* de juillet. Si l'on dépasse l'analyse à court terme, on s'aperçoit que *« la stabilité des comportements, même derrière une apparence de changement, demeure la règle »*.

L'exemple type est fourni par l'automobile, qui n'a connu que passagèrement le phénomène de report d'achats, mais dont les ventes ont globalement progressé entre 1973 et 1979.

Pour cette même période, on constate qu'il n'y a pas de modification du classement des grandes catégories de consommation selon leur taux de croissance : on *trouve toujours en tête* les *dépenses* de santé et en queue les postes « équipement du logement », « alimentation » et « habillement ». On observe toutefois, depuis 1973, un ralentissement *plus marqué pour certains grands* secteurs comme l'habillement, les transports et même l'alimentation et le logement.

Durant cette période, les dépenses de loisirs et de culture *sont demeurées globalement* stables.

P.T.T.

Dans les Alpes-Maritimes

LA DISTRIBUTION DU COURRIER EST PARALYSÉE PAR UNE GRÈVE D'AGENTS INTÉRIMAIRES

(De notre correspondant régional.)

Nice. — L'acheminement et la distribution du courrier ont été profondément perturbés le mardi 12 août dans les Alpes-Maritimes à la suite du blocage du centre de tri de Nice-aéroport par une quarantaine de grévistes appartenant à la brigade départementale de réserve. Ces derniers, qui assurent les remplacements d'agents et l'intérim des receveurs, notamment pendant les périodes de congés, ont entamé une action depuis le 28 juillet, comme l'ont fait leurs collègues de plusieurs régions de France pour protester contre une circulaire fixant un nouveau mode de calcul de leurs frais de déplacement.

Dans la matinée de mardi ils ont cadenassé les portes extérieures donnant accès au centre de tri et formé un barrage de voitures sur la bretelle routière desservant le bâtiment des P.T.T. et des parkings de l'aéroport. La situation s'est compliquée après une intervention de la police tendant à faire lever le barrage, ce qui a entraîné aussitôt un débrayage des agents employés au tri postal. Des négociations entre les grévistes et la direction départementale des P.T.T. ont toutefois permis d'aboutir à un accord provisoire en fin d'après-midi en attendant l'examen, en septembre, au plan régional des revendications présentées par les « brigadiers ».

La chambre de commerce et d'industrie de Nice et des Alpes-*Maritimes*, ainsi que l'Union patronale inter-professionnelle des Alpes-Maritimes ont vivement protesté contre ce mouvement de grève qui devait prendre fin jeudi 14 août. — G. P.

UNE CONSULTATION EST LANCÉE POUR LA FOURNITURE DE QUATRE MILLIONS D'ANNUAIRES ÉLECTRONIQUES

La direction générale des télécommunications a lancé, à la fin du mois de juillet, une double consultation auprès des industriels pour la fourniture d'annuaires électroniques.

On sait que les P.T.T. ont décidé d'installer en 1982, et à titre expérimental, un terminal annuaire auprès des trois cent mille abonnés au téléphone d'Ille-et-Vilaine. Ce matériel (un petit écran doté d'un clavier relié par téléphone à une banque d'informations) est destiné à remplacer progressivement le classique annuaire papier. D'ores et déjà, l'administration a commandé à quatre industriels — Thomson, Matra, T.R.T.-Radiotechnique (Philips) et Telec (C.I.T.-Alcatel — une pré-série de quatre mille appareils (mille chacun) livrables en 1981. Deux autres groupements industriels — C.I.T.-Alcatel-Sesa et C.I.I.-Honeywell-Bull - Cap. Sogeti — ont également été retenus pour l'étude et la réalisation du système de consultation (ordinateurs et logiciels) du futur annuaire d'Ille-et-Vilaine.

A la suite d'un conseil interministériel sur les télécommunications, qui s'est tenu le 15 juillet, l'administration a donc lancé une première consultation (prix, caractéristiques, etc.) auprès des industriels pour la fourniture en 1982 de trois cent mille appareils destinés à l'Ille-et-Vilaine.

Dans une seconde consultation, la D.G.T. demande aux industriels de lui faire des propositions au cas où les commandes publiques seraient portées à quatre millions de terminaux annuaires électroniques par an.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 AOUT

Tassement

Encore relativement stable vingt-quatre heures plus tôt malgré une irrégularité déjà plus prononcée, la Bourse de Paris s'est mercredi assez nettement orientée à la baisse. Le repli des cours n'a cependant pas revêtu une très grande importance, bien qu'il se soit quelque peu accéléré au fil des cotations, et à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,2 % en dessous de son niveau précédent, après avoir fléchi de 0,10 % seulement.

Les dégâts très légers causés à la cote en témoignent amplement, moins de vingt valeurs enregistrant des pertes appréciables (1 % et plus) et les plus affectées étant Lafarge (— 2,6 %), C.G.I.P. (— 2,3 %), Hachette (— 2,3 %) et Peugeot-Citroën (— 2 %).

Au chapitre des hausses, dont le nombre a nettement diminué, Olida arrive en tête avec un gain de 4,3 %, suivi par Crédit Foncier de France (+ 3,4 %) et Radiotechnique (+ 2,3 %), le quatrième au palmarès, Presses de la Cité, se situant beaucoup plus loin (+ 1,1 %).

Le recul de Wall Street aurait-il influé sur le comportement de notre marché ? Ce n'est même pas certain, son caractère purement technique n'ayant échappé à personne. En fait, la Bourse a surtout souffert de la maigreur des affaires, chaque jour plus marquée à mesure que l'on s'approche du long week-end du 15 août. Tout porte à croire que l'activité sera encore plus réduite jeudi avec la fermeture des banques à midi.

Sur les indications venues de l'étranger, l'or est un peu remonté, le lingot passant de 82 500 francs à 82 790 francs, ce qui fait ressortir à 625,76 dollars l'once (contre 621,12 dollars) le prix théorique du métal précieux.

Le napoléon s'est traité à 750 francs (+ 0,10 franc).

Le volume des transactions a diminué : 11,62 millions de francs contre 15,31 millions.

LONDRES

L'effritement des cours se poursuit sur un marché assez calme d'autre part. Les industrielles perdent de 1 à 3 points. Nouveau repli de pétroles (BP, Shell). Stabilité des fonds d'État. Fermeté des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 623 . contre 615 25

VALEURS	CLOTURE 12/8	COURS 13/8
Beecham	144 ..	143 ...
British Petroleum	358 ...	350 ...
Courtaulds	64 ...	64 ..
*De Beers	9 9/16	9 80
Imperial Chemical	36	368 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	473 ...	467 ...
Shell	486 ...	488 ...
Vickers	117 ...	118 ..
War Loan 3 1/2 %	31 3/8	31 5/8
*West Driefontein	36 ...	38 3/4
*Western Holdings	73 1/2	74 ...

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

B. A. S. F. — Le refroidissement de l'économie ouest-allemande a commencé d'exercer ses effets sur les affaires du groupe de Ludwigshafen, numéro 1 de la chimie mondiale. Pour le deuxième trimestre, en effet, le bénéfice consolidé avant impôts de la B. A. S. F. a fléchi de 5,5 % à 409 millions de deutschemarks par rapport à la période correspondante de 1979. Les résultats avant impôts de la société mère ont été plus affectés encore, qui chutent de 22 % à 213 millions de deutschemarks.

Cependant, grâce aux excellents scores réalisés au cours du premier trimestre, les comptes du premier semestre se soldent encore par une nouvelle augmentation des profits. Pour le groupe, du moins, dans le bénéfice avant impôts marque encore une progression de 6 % à 898 millions de deutschemarks pour un chiffre d'affaires accru de 12,3 % à 14 115 millions de deutschemarks. Mais cet accroissement des ventes en valeur a été essentiellement dû à la hausse des prix, le volume des ventes ayant, au contraire, un peu fléchi. Quant au bénéfice, toujours avant impôts, de la société mère, il a pratiquement stagné : 468 millions de deutschemarks contre 470 millions.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	12 août	13 août
Valeurs françaises	108,9	108,6
Valeurs étrangères	112,8	112,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	109,5	109,1

NEW-YORK

Marché très irrégulier

La tendance s'est révélée très irrégulière mercredi à Wall Street. Après le repli technique survenu la veille, les cours se sont tout d'abord raffermis, pour fléchir à nouveau, se redresser ensuite et, enfin, se remettre à glisser, tant et si bien qu'à la clôture l'indice des industrielles s'inscrivait à 949,23, soit à 3,15 points en-dessous de son niveau précédent.

L'activité a sensiblement diminué et 44,35 millions de titres ont changé de mains contre 60,81 millions la veille.

Aucun événement particulier n'a influencé le marché. L'actualité, il est vrai, était particulièrement creuse et la plate-forme adoptée à la convention du parti démocrate n'a pas soulevé le moindre intérêt dans la communauté boursière.

Selon les spécialistes, ce nouveau glissement des cours est imputable aux queues de ventes que les prises de bénéfices, abondantes ces derniers jours, traînent toujours dans leur sillage.

Sur 1 890 valeurs traitées, 871 ont baissé, 789 ont monté et 430 n'ont pas varié.

VALEURS	COURS 12/8	COURS 13/8
Alcoa	68 3/4	68 1/8
A.T.T.	68 3/4	63
Boeing	37 3/4	37 3/8
Chase Manhattan Bank	44 3/4	44 7/8
Du Pont de Nemours	47 7/8	48 1/8
Eastman Kodak	63 7/8	62 7/8
Exxon	70 1/4	70 1/8
Ford	27 1/2	27 3/4
General Electric	57 1/2	56 7/8
General Foods	31 ...	31 1/4
General Motors	53 5/8	53 5/8
Goodyear	15 7/8	15 7/8
I.B.M.	66 5/8	68 6/8
I.T.T.	31 ...	31 1/8
Kennecott	29 ...	29 1/8
Mobil Oil	71 3/8	70 3/4
Pfizer	42 ...	41 3/8
Schlumberger	131 3/4	130 5/8
Texaco	38 7/8	38 7/8
U.A.L. Inc.	22 7/8	22 1/4
Union Carbide	46 7/8	46 7/8
U.S. Steel	24 3/8	24 .
Westinghouse	25 1/4	26 5/8
Xerox	60 3/4	60 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/8	14/8
1 dollar (en yens)	223 15	224 .

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 13-8 ..... 12/8 11 %

BOURSE DE PARIS - 13 AOUT - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/8	Cours des billets aux guichets: Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 134	4 116	4 ...	4 210
Allemagne (100 DM)	231 590	231 780	225	237
Belgique (100 F)	14 511	14 497	13 850	14 55
Pays-Bas (100 fl.)	212 780	213 060	205	216
Danemark (100 krd)	75 030	75 950	71 500	76 500
Norvège (100 k)	84 960	84 88	81 500	86 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 799	9 774	9 500	10 ..
Italie (1 000 lires)	4 904	4 897	4 600	4 960
Suisse (100 fr.)	251 840	251 700	244	256
Suède (100 krs)	99 160	98 980	95 ..	100 500
Autriche (100 sch.)	32 690	32 715	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 723	5 691	5 500	6 900
Portugal (100 esc.)	8 360	8 345	8 10	9
Canada ($ can. 1)	3 657	3 655	3 430	3 600
Japon (100 yens)	1 852	1 840	1 750	1 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/8
Or fin (kilo en barre)	82500	82700 .
Or fin (en lingot)	82500	82790 ..
Pièce française (20 fr.)	749 90	750 ..
Pièce française (10 fr.)	4 8 ..	411 ..
Pièce suisse (20 fr.)	619 ..	618
Pièce latine (20 fr.)	615	615 50
Souverain	772 90	779 50
Pièce de 20 dollars	3870	385 ..
Pièce de 10 dollars	1620	1609 ..
Pièce de 5 dollars	.	..
Pièce de 50 pesos	3566 .	3570 ..
Pièce de 10 florins	600	596 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

La plupart des incendies qui se sont déclarés mercredi dans le Midi ont été maîtrisés

UN RETRAITÉ EST MORT ASPHYXIÉ

Plusieurs incendies qui s'étaient déclarés dans l'après-midi du mercredi 13 août dans le midi de la France ont tous été maîtrisés à l'exception d'un foyer dans le Vaucluse qui subsistait ce jeudi en fin de matinée. Le fait que le mistral soit tombé dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août a facilité la tâche des services de secours. Les incendies, dont certains seraient d'origine criminelle, ont causé la mort dans le Vaucluse d'un retraité âgé de soixante-dix ans.

Quatre foyers d'incendie principaux s'étaient déclarés :

● *Dans le Vaucluse*, l'incendie a détruit, près de Mérindol, dans le massif du Lubéron, 300 hectares de forêt. M. Camille Lamoureux, un retraité âgé de soixante-dix ans, qui était revenu dans sa maison chercher son chat, est mort asphyxié. Un seul foyer subsistait, ce matin, à l'ouest de Mérindol, particulièrement difficile à maîtriser en raison du terrain accidenté : seuls les Canadair y ont accès. L'hypothèse d'un acte de malveillance n'est pas écartée par les enquêteurs ;

● *Dans le Var*, près de Baudinard, 150 hectares ont été détruits par l'incendie qui s'est déclaré le mercredi 13 août, dans l'après-midi, et qui a été maîtrisé dans la nuit. Un correspondant anonyme, se réclamant d'un groupe Action contre le capitalisme terrien, a revendiqué par un coup de téléphone, mercredi dans la soirée, à la rédaction du *Var-Matin*, à Draguignan, la responsabilité de cet incendie : « *Nous récidiverons contre la paysannerie provençale*, a déclaré le correspondant, *qui refuse de collaborer aux vacances des prolétaires européens.* » D'après la gendarmerie de Toulon, un feu dans une décharge publique serait la raison accidentelle du sinistre.

● *A la limite des Bouches-du-Rhône et du Var*, à Cuges-les-Pins, 500 à 600 hectares ont été dévastés par l'incendie qui s'est déclaré dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 août. Les autorités ont dû faire appel au corps de sapeurs-pompiers de Toulon pour venir à bout du sinistre, et n'écartent pas l'hypothèse d'un acte criminel : plusieurs débuts d'incendie ont eu lieu, en effet, en l'espace de quelques heures.

● *Dans les Alpes-Maritimes*, l'incendie qui s'était déclaré dans la journée de mercredi en bordure du *massif* du Tanneron, a dévasté 150 hectares de garrigue entre les communes de Peymeinade et du Tignet. En 1970, de grands incendies avaient eu lieu dans ce massif : la famille de l'écrivain américain Martin Gray y avait trouvé la mort. Au nord du département, près de Venanson, un foyer a été allumé pour la cinquième fois consécutive en vingt-quatre heures : d'après les enquêteurs, l'origine criminelle est certaine.

● *En Corse*, la cinquantaine de foyers qui s'étaient allumés le mardi 12 août étaient tous éteints dès mercredi matin.

Le comité Cinquante Canadair pour la Provence demande aux pouvoirs publics de « *tout mettre en œuvre pour sauver la Provence* ». « *Malgré les apaisements et les engagements, les lacunes constatées en 1979*, déclarent les responsables du comité, *sont à nouveau mises en évidence.* » Douze Canadair et un DC-6, au total, sont utilisés dans le midi de la France pour la lutte contre l'incendie.

La suite des travaux de l'ONU sur l'esclavage à Genève

La lutte contre la prostitution

De notre correspondante

Genève. — Le groupe de travail sur l'esclavage, rattaché à la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui se réunit au Palais des nations depuis le 11 août (« le Monde » des 12, 13 et 14 août), a examiné le 13 août le problème de « la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui ».

M. François Pignier, président du comité français de la Fédération abolitionniste internationale, a affirmé qu'il fallait condamner ceux qui se livrent et tirent profit du proxénétisme mais en n'innocentant pas pour autant les clients qui considèrent trop souvent avoir tous les droits sur les personnes contraintes à se prostituer.

M. Pignier a longuement évoqué l'affaire des prostituées de Grenoble, exemplaire à ses yeux, puisque les proxénètes avaient tous des « couvertures » sociales et *professionnelles censées les mettre* à l'abri de tout soupçon.

Il a souligné le courage des plaignantes, qui commence à faire boule de neige. En outre, le procès de Grenoble a démontré que, contrairement à une opinion répandue, la prostitution n'est pas librement consentie et a montré que, à force de sévices, des femmes pouvaient être réduites à l'esclavage.

Le procès a souligné également que, pour être libérées de cet esclavage, ces femmes devaient être aidées et défendues par les pouvoirs publics et des associations, comme ce fut le cas à Grenoble pour les « équipes d'action », la Ligue des droits de l'homme ou le Planning familial.

La lutte doit être poursuivie sur le plan international. Or quarante-six Etats seulement ont ratifié la convention adoptée le 2 décembre 1949 par l'ONU pour « *la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui* ». La France, pour sa part, ne l'a fait qu'en 1960. L'Italie où se sont réfugiés les deux proxénètes de Grenoble, condamnés par contumace, n'y a pas adhéré.

Les Etats signataires de la convention doivent communiquer au secrétaire général de l'ONU, tous les deux ans, des rapports établis sur la base d'un questionnaire très détaillé, adopté le 13 juillet 1950 par le Conseil économique et social des Nations unies.

Ce questionnaire porte sur l'évolution de la prostitution dans le pays, la politique à l'égard des maisons closes, l'enregistrement des prostituées, les mesures tendant à l'abolition du fléau, les dispositions d'ordre sanitaire en vigueur, l'action des services publics et notamment de la police féminine pour prévenir la prostitution et venir en aide à ses victimes, la collaboration entre les autorités publiques et les organismes privés, le nombre de proxénètes et de tenanciers condamnés par les tribunaux, les cas de traite internationale relevés, l'extradition et l'exclusion des « *personnes reconnues coupables ou soupçonnées de se livrer au proxénétisme sous quelque forme que ce soit* ».

L. V.

● A propos du travail des enfants, dont le groupe de travail de l'ONU a traité (*le Monde* du 13 août), rappelons que *le Monde de l'éducation* avait publié une enquête sur ce sujet dans son numéro 53 (septembre 1979).

● *Un fourgon de C.R.S.* a été mitraillé par des inconnus, jeudi 14 août, à l'aube, à Bastia. Le véhicule transportait sept hommes de la C.R.S. 30 de Metz, actuellement en Corse. Plusieurs balles ont atteint le fourgon, mais aucun des sept C.R.S. n'a été touché.

Au Nicaragua

AFFRONTEMENTS ENTRE MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE ET POLICIERS

Managua (A. F. P.). — Six personnes au moins ont été tuées lors d'un violent affrontement armé mercredi 13 août, à Ocotal (à 30 kilomètres au nord de Managua), entre un groupe d'anciens combattants sandinistes d'extrême gauche et la police nicaraguayenne. Les combats, au cours desquels des armes lourdes ont été utilisées, ont fait au moins quatre morts parmi les opposants au régime et deux du côté des forces gouvernementales, a-t-on appris de source officieuse.

Le numéro du « Monde » daté 13 août 1980 a été tiré à 488 451 exemplaires.

A B C D E F G

A Paris

UN COMMANDO « MARIO TUTI » REVENDIQUE UN ATTENTAT CONTRE LE DOMICILE DE Mme CURIEL.

Une bouteille d'essence enflammée a été lancée, mercredi soir 13 août, contre la porte du domicile de Mme Rosette Curiel, soixante-six ans, veuve d'Henri Curiel, militant révolutionnaire apatride d'origine égyptienne, assassiné le 4 mai 1978, à Paris. L'enquête sur l'assassinat d'Henri Curiel, revendiqué par un commando Delta d'extrême droite, n'a toujours pas abouti.

Cet attentat n'a fait que des dégâts sans importance. Sur led murs de l'immeuble de Mme Curiel, 4, rue Rollin, à Paris (5e), on a retrouvé des dessins de croix gammées et des inscriptions : « Mort aux Curiel ! » et « Commando Mario Tuti », du nom du militant fasciste italien auteur de l'attentat du train Italicus, en 1974, dans lequel douze personnes avaient été tuées.

D'autre part, ce jeudi matin 14 août, un correspondant anonyme a revendiqué cet attentat dans un coup de téléphone au commissariat central du cinquième arrondissement au nom d'un groupe « O.L.P.-F.L.N. ». Mme Curiel avait reçu il y a environ une semaine une lettre injurieuse signée « La nouvelle génération fasciste ».

● *Une délégation de députés communistes* a été reçue, jeudi 14 août, au ministère de l'intérieur. Dans une lettre adressée, la veille, à M. Christian Bonnet, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. Robert Ballanger, écrivait : « *Les actes de terrorisme et les agissements des groupes fascistes et néo-nazis se sont développés, particulièrement depuis quelques années dans notre pays. Le récent attentat de Bologne, qui a bouleversé l'opinion publique, comme celui de Marseille, où plusieurs personnes ont été grièvement blessées, ont mis en évidence la nécessité d'agir rapidement et sans complaisance contre ces groupements qui menacent en permanence la vie des citoyens et mettent en péril la liberté et la démocratie.* »

● *La Ligue communiste révolutionnaire* (L.C.R., trotskiste) appelle, dans une déclaration publiée mardi 12 août, à l'unité « *des organisations ouvrières et démocratiques pour écraser dans l'œuf toute initiative fasciste* ». La L.C.R. indique : « *Les fascistes, inquiets du développement des luttes sociales en France, relèvent la tête, bénéficiant d'une certaine complicité de l'appareil d'Etat.* »

● RECTIFICATIF. — L'organisation d'extrême droite mise en cause dans *le Monde* du 14 août par M. Paul-Louis Durand, ancien inspecteur des renseignements généraux suspendu de ses fonctions, n'est pas le Mouvement national-socialiste, comme nous l'avons écrit par erreur, mais le Mouvement national révolutionnaire, que dirige M. Jean-Gilles Malliarakis.

« MINUTE » MET EN CAUSE UN ANCIEN HAUT FONCTIONNAIRE DU SDECE

Le tribunal civil de Paris, présidé par M. Pierre Drai, siégeant en audience de référé, a rejeté, mardi 12 août, la demande d'un ancien fonctionnaire du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), M. Jean-Pierre Lenoir, qui désirait obtenir la saisie ou la suppression de cinq pages de l'hebdomadaire *Minute* daté du 13 au 19 août. L'article en cause — intitulé « *Sale affaire pour nos services secrets. De hauts fonctionnaires associés dans une boîte à partouzes* » — affirme que M. Lenoir est le P.-D.G. de la COTAM (Compagnie française d'exportation d'équipement Terre-Air-Mer) qui dissimulerait « *une société de courtage d'armes à destination du Moyen-Orient* » et que ses propriétaires dirigent « *une boîte à partouzes* », l'auberge du Roy René, à Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

M. Lenoir a quitté la fonction publique en 1967. Il avait été entendu comme témoin dans l'affaire Ben Barka. Il travaillait alors dans le service de M. Leroy-Finville, « patron » du service action.

● *Un détenu saute par une fenêtre du palais de justice de Paris.* — M. Benoît Richard, vingt-trois ans, qui venait d'être inculpé dans une affaire de vol et placé sous mandat de dépôt, s'est jeté le mercredi 13 août par une fenêtre du troisième étage du palais de justice de Paris, faisant une chute de près de 15 mètres. Il a été immédiatement transporté à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu dans un état très grave.

M. Richard qui avait été arrêté la veille, venait d'être présenté à un magistrat instructeur et se trouvait dans le couloir du troisième étage avec deux gardes. Il a demandé à se rendre aux toilettes. La fenêtre était ouverte, il a immédiatement sauté, menottes aux poignets. Les enquêteurs estiment qu'il s'agit d'une tentative d'évasion.

« MODERNISATION » OU « CASSE » ?

La C.G.T. et le P.C.F. s'élèvent contre le déménagement de machines-outils à Renault-Billancourt

« *Plan de modernisation* », assure la direction de Renault-Billancourt, « *plan de casse* », rétorque la C.G.T. Le déménagement de trois machines-outils du département 14, effectué mardi sous la surveillance d'imposantes forces de police (*le Monde* du 14 août), provoque le courroux de la C.G.T., qui veut en faire « *une affaire nationale* » et a lancé un appel aux autres syndicats de la Régie pour « *intensifier la lutte contre le démantèlement de l'entreprise* ».

Cinquante-sept autres machines-outils doivent être enlevées de cette chaîne de fabrication de moteurs et de pièces mécaniques de « 4 L ». La C.G.T. a demandé à ses militants d'être « *vigilants* » pendant le week-end du 15 août. A la direction, on réaffirme que cette opération fait partie du « plan de modernisation » destiné à sauvegarder l'avenir de Renault-Billancourt. On rappelle qu'elle avait été annoncée au comité d'établissement et au comité central d'entreprise en novembre 1979, sans susciter alors de remous.

Avec « l'affaire Certano » (le secrétaire du syndicat C.G.T. de Renault-Billancourt licencié avec l'autorisation du ministre du travail et de la participation), ce problème risque de créer une tension lors de la rentrée, le 2 septembre, des vingt-huit mille salariés de cette usine de la Régie. Rappelons que M. Jean Mattéoli doit recevoir, le 20 août, une délégation de la C.G.T., qui comprendra M. Certano. Avant cette entrevue, les pétitions recueillies par la C.G.T. pour réclamer la réintégration du syndicaliste seront remises au ministre du travail et de la participation.

De son côté, le parti communiste a protesté à la fois contre le licenciement de M. Certano et contre le déménagement des machines-outils. M. Jean Colpin, secrétaire du P.C.F., a, au cours d'un meeting réuni le 13 août devant les « grilles Zola » de Boulogne-Billancourt, dénoncé « *les mauvais coups du pouvoir giscardien* », assurant : « *en s'en prenant à Michel Certano, ce n'est pas seulement le représentant de la C.G.T. que le pouvoir a visé, c'est aussi le militant communiste dont l'engagement politique au service des intérêts des travailleurs s'inscrit naturellement dans le prolongement de son action syndicale* ».

Quant à l'enlèvement des machines-outils, c'est, pour M. Colpin, « *la liquidation, morceau par morceau, de Renault-Billancourt* ». « *Mais*, a-t-il ajouté, *la C.G.T. est là, le P.C.F. est là, comme deux solides bâtons dans les roues du* consensus *politique* », alors que « *tous les autres partis font preuve d'une significative torpeur estivale* ». Le secrétaire du P.C.F. a réclamé une nouvelle fois la convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire pour « *contrecarrer la politique d'austérité* ».

La Société franco-belge devrait être reprise en location-gérance

Les négociations visant à permettre à la Société franco-belge de Raismes, spécialisée dans le matériel ferroviaire, de reprendre son activité début septembre, après qu'elle eut déposé son bilan le 7 juillet dernier, se poursuivent activement entre certaines entreprises du secteur et les pouvoirs publics.

Il avait été un moment envisagé de constituer deux sociétés d'exploitation : l'une pour les wagons de marchandises avec Arbel et les Ateliers du nord de la France, l'autre pour les voitures de voyageurs avec Alsthom, De Dietrich et T.C.O., filiales de la Compagnie électro-mécanique (CEM). Cette idée a finalement été abandonnée au profit de la constitution d'une nouvelle société au capital de 10 millions de francs qui aurait pour actionnaires Alsthom, les Ateliers du nord de la France, Arbel, De Dietrich et T.C.O., et reprendrait en location-gérance la Franco-Belge. Le contrat pourrait être signé le 6 septembre à Paris.

Entre-temps, les négociaitons avec les pouvoirs publics vont se poursuivre. A l'origine, les entreprises intéressées par cette reprise avaient, semble-t-il, demandé à l'Etat d'assurer l'équilibre des comptes d'exploitation. Cette demande aurait été repoussée et l'on s'orinterait vers le versement d'une aide globale et définitive.

La constitution de cette nouvelle société a été annoncée mercredi 13 août au cours d'une réunion du comité d'entreprise de la Franco-Belge, nous indique notre correspondant. Les délégués syndicaux C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. ont été reçus par M. Vacherot qui n'appartient pas à la Franco-Belge mais aura pour mission de constituer l'équipe d'encadrement qui prendra l'entreprise en charge à la rentrée.

Au cours de cette rencontre, M. Vacherot a annoncé le licenciement de trente-cinq personnes — mesure qui touchera notamment le personnel âgé de plus de cinquante-sept ans et l'effectif du siège parisien — ainsi qu'une réduction de l'horaire hebdomadaire, qui reviendra de quarante à trente-quatre heures. Une partie de cette réduction sera compensée puisque trente-sept heures seront payées au personnel chaque semaine.

NOMINATIONS DE SOUS-PRÉFETS

M. Gustave MEGE, secrétaire général de l'Aube, est nommé secrétaire général de la zone de défense Sud-Est, chargé du secrétariat général pour l'administration de la police de Lyon.

M. Jean-Michel THERON, chef du cabinet du préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, est nommé secrétaire général de l'Aube.

M. Jacques PELLAT, secrétaire général des Ardennes, est nommé secrétaire général adjoint des Alpes-Maritimes, en remplacement de M. Arsène LUX, nommé sous-préfet hors-cadre.

M. Jean-Pierre DUPOUY est nommé secrétaire général des Ardennes et il est remplacé comme sous-préfet de Castelsarrazin par M. Jacques LARUE, administrateur civil.

M. Félix MENONI, secrétaire général de Mayotte, est nommé sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot en remplacement de M. Gérard LAMBOTTE, mis à la disposition du premier ministre ; M. Gérard BOUGRIER devient secrétaire général de Mayotte.

M. Francis SPITZER, officier, est nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet des Ardennes. M. Pierre BAYLE est nommé sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la région Guyane.

M. Marcel MATTANCI, directeur du cabinet du préfet de la région Martinique, est nommé sous-préfet de la Mayenne ;

M. Roger MOSER est nommé directeur du cabinet du préfet de la région Martinique ;

— M. Bernard LE MENN, directeur du cabinet du préfet de la région Guyane, est nommé directeur du cabinet du préfet de la Mayenne.

LES BANQUES FRANÇAISES VONT RAMENER LEUR TAUX DE BASE DE 12,75 % A 12,25 %

La décrue des taux d'intérêt en France, après la flambée du début de l'année, se poursuit. Le Crédit commercial de France et la Société générale ont, en effet, pris jeudi matin la décision d'abaisser leur taux de base, qui, à partir du lundi 18 août, sera ramené de 12,75 % à 12,25 %. Cette réduction sera la seconde enregistrée en l'espace de quinze jours et la troisième de l'année.

Le 1er août (*le Monde* du 26 juillet), les grandes banques françaises avaient déjà procédé à une réduction de 0,25 % de leur taux de base, ainsi ramené de 13 % à 12,75 %. La première diminution avait eu lieu au début du mois de mai (13 % contre 13,25 %). Cette détente, plus prononcée que les précédentes (0,50 % au lieu de 0,25 %), va se généraliser dans les prochains jours.

Elle est due au nouveau fléchissement du loyer de l'argent à très court terme sur la place de Paris, revenu depuis le 12 août à 11 %, soit à son niveau le plus bas depuis un an, après avoir culminé à un peu moins de 14 % en mars dernier. De fait, l'écart entre ce loyer et les taux se base bancaires n'avait cessé de se creuser pour atteindre 1,75 %. Dans ces conditions les établissements ont été en mesure de réduire les tarifs du crédit, qui restent quand même encore historiquement élevés.

